

CAMINANDO

ÉDITION 2018 VOL. 33 8\$

EN MARCHÉ!



FEMMES FACE À L'EXTRACTIVISME

Défendre la vie, tisser la résistance

CAMINANDO

VOL. 33, ÉDITION 2018

Mise sur pied en 1980, Caminando, la revue d'éducation et d'engagement du CDHAL, est un outil de diffusion des luttes des mouvements sociaux et des groupes de base latino-américains donnant la voix à des défenseur.e.s des droits humains et des personnes engagées et militantes à travers les Amériques. Elle présente des articles portant un regard critique sur les grands enjeux de la vie sociopolitique en Amérique latine et les luttes pour la défense des droits et l'autodétermination menées par des communautés latino-américaines et canadiennes.

Table des illustrations

Couverture, Marcelle Eggs, 2018

05	Catherine Avard
09	Isabel Orellana
14	Marcelle Eggs
18	Denis Ninine
37	Daniza Curich
42	Florence Vincent
51	Monâ
70	Gabrielle Filteau-Chiba
79	Isabel Orellana
88	Kéfir, Tierra Común & Sursiendo
92	Ceylath Silva

Caminando est publié par



Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)
1425 boul. René-Lévesque Ouest,
3^e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
Canada
514.257.8710 poste 334
info@cdhal.org
www.cdhal.org

Dépôt légal

Bibliothèques et Archives
nationales du Québec
et du Canada

ISSN 1490-0661

CAMINANDO

Comité d'édition

Joëlle Gauvin-Racine, Roselyne Gagnon, Marie-Eve Marleau, Carla Christina Ayala Alcayaga, Amelia Orellana, Marie Bordeleau, Martha Lucía Gómez

Coordonnatrices

Joëlle Gauvin-Racine, Martha Lucía Gómez

Conception graphique

Roselyne Gagnon

Comité de traduction

Pierre Bernier, Andrée Boudreau, Matthias Gagnon, Roselyne Gagnon, Joëlle Gauvin-Racine, Caroline Hugny, Valérie Martel, Éva Mascolo-Fortin, Geneviève Messier, Nathalie Montero Zubieta, Amelia Orellana, Emma Saffar, Claudia Valcarcel, Ana Carolina Veiga

Comité de révision linguistique

Christine Brault, Normand Breault, Laurence Brière, Any-Pier Dionne, Madeleine Desnoyers, Marion Despouys, Giulietta Di Mambro, Thérèse Guay, Julie Keays, Marie France Labrecque, Annie Lapalme, Alexis Lapointe, Odette Lussier, Vanessa Marroquin, Éva Mascolo-Fortin, Marie-Eve Marleau, Rosalie Nadeau, Laure Pfeiffer

Promotion

Marie-Eve Marleau, Roselyne Gagnon

L'ÉQUIPE DU CDHAL

Actions urgentes

Amelia Orellana, Alexandra Parada, Diana Potes, Rosa Peralta, Maeva Devoto, Adriana Pozos, Ximena Cuadra, Angelica Montufar, Carolina Zapater, Adriana Martinez, Étienne Levac, Timothée Quennesson, Juliette Tainturier, Emma Saffar, Raquel Garcia

Brigades civiles d'observation des droits humains (BriCOs)

Martha Lucía Gómez, Joëlle Gauvin-Racine, Étienne Levac, Alexandra Parada

Communications

Roselyne Gagnon, Carla Christina Ayala Alcayaga, Marie Bordeleau

Coordination

Marie-Eve Marleau

Éducation du public

Carla Christina Ayala Alcayaga, Martha Lucía Gomez, Marine Pereira

Baladodiffusion

Marie Bordeleau, Wirmelis Villalobos, Jean-Baptiste Demouy, Ines Alvergne, Alexandra Parada, Marine Pereira, Amanda Ruiz, Charlotte Maheu, Constance Morel, Priscylla Joca, Adriana Martinez, Maya Bergeron, Yomeylis Astacio, Sabrina Theoret Jardon

Stagiaires

Marine Pereira, Camille Moreau, JeanSol Goulet Poulin, Étienne Levac, Claire Pageau, Angelica Montufar, Carolina Zapater, Adriana Martinez, Wirmelis Villalobos, Timothée Quennesson, Juliette Tainturier, Emma Saffar, Raquel Garcia, Marianne Goulet, Florence Lavallée, Gabrielle Comtois, Yomeylis Astacio

Collaboratrice.teur.s

Constance Vaudrin, Alessandra Devulsky, Jean-Baptiste Demouy, Florence Tiffou, Jorge Parra, Jessica Ramos, Ronald Arias Guerrero, Rocio Barba Fuentes, Maya Bergeron, Alexis Lapointe, Cristina Pretell, Hortencia Agurto, Giulietta Di Mambro, Felix Molina

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente

Ximena Cuadra

Vice-présidente

Thérèse Guay

Trésorier

Pierre Lemay

Secrétaire

Yussef Kahwage

Administratrices

Carolina Campos, Éva Mascolo-Fortin, Sarah Múnera

Contenu

- 4 **Éditorial** | *Joëlle Gauvin-Racine*
- 6 **(Re)configuration patriarcale des territoires : mégaprojets extractifs et lutte des femmes en Amérique latine** | *Collectif Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo*
- 10 **Retour sur la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme »** | *Carla Christina Ayala Alcazaga et Marie-Eve Marleau*
- 15 **Berta Cáceres n'est pas morte, elle s'est multipliée!** | *Tracy Glynn*
- 19 **La crise capitaliste : une attaque à l'eau, à l'énergie et à la vie des femmes** | *Collectif national des femmes du Mouvement des personnes affectées par les barrages du Brésil*
- 23 **Je suis toi, dans une autre vie** | *F. H Daniel*
- 24 **Apolat Talpan Tajpiani et sa mission de lutte permanente pour la vie** | *Claudia Marina Olvera Ramírez, avec la collaboration de Pierre Beaucauge*
- 28 **Être femme Apolat Talpan Tajpiani** | *Claudia Marina Olvera Ramírez*
- 30 **Chanson de rébellion** | *Sharon Pringle Félix*
- 32 **Territoire, travail, participation et violence : impact des activités extractives dans la vie des femmes** | *Grupo Regional de Género y Extractivas*
- 36 **Participation des femmes à la gouvernance territoriale** | *Dagoberto Hernández Acevedo*
- 40 **Discours trompeurs de l'industrie minière à l'égard des femmes : un exemple argentin** | *Annie Lamalice*
- 44 **Femmes autochtones leaders de la défense des droits humains face aux mégaprojets en Amérique latine** | *Nancy R. Tapias Torrado*
- 47 **Les femmes autochtones philippines sur la ligne de front** | *International Indigenous Peoples Movement for Self-Determination and Liberation*
- 51 **Genres de territoires, valse d'oppressions** | *Projet Accompagnement Solidarité Colombie*
- 54 **Honduras : Corps et territoires en résistance** | *Jackie McVicar et Luis Bockner*
- 60 **Récits transformateurs** | *Monica Montalvo Méndez*
- 63 **Incantation (pour rompre le charme du silence)** | *Joëlle Gauvin-Racine*
- 64 **Des femmes autochtones et paysannes résistent au développement des mégaprojets hydroélectriques en Bolivie : une histoire encore peu connue** | *Viviana Herrera Vargas*
- 67 **S.O.S. Nicaragua. Entrevue avec Violeta Delgado du Mouvement autonome des femmes du Nicaragua**
- 71 **Trop comme pas assez** | *Jean-Pierre Houde*
- 71 **Ta mère te parle** | *Jean-Pierre Houde*
- 72 **ULAM : 10 ans de lutte et de résistance pour la défense des droits et de la Terre-Mère** | *Réseau international « Unión latinoamericana de mujeres »*
- 76 **Femmes tisserandes : Alternatives à un système de pillage et de spoliation** | *Jessica Ramos G.*
- 80 **Ají Chombito** | *Sharon Pringle Félix*
- 82 **Combattre ensemble notre ennemi commun** | *Alice-Anne Simard*
- 84 **La crise d'Hidroituango en Colombie et la Caisse de dépôt et placement du Québec** | *Mario Gil Guzmán et Sarah Múnera*
- 88 **Territoire Internet? Espaces, affectivités et communautés** | *la_jes*

En guise d'éditorial

Par Joëlle Gauvin-Racine

Salut à toi, qui tiens ce numéro
de Caminando entre tes mains!

Mais qu'as-tu, exactement, entre les mains?

L'aboutissement d'une œuvre collective. Un
tissage de paroles. Un chemin en train de se faire.
Une fenêtre. Un miroir. Une invitation.

Ce 33^e numéro de Caminando est l'aboutissement
d'un processus qui a commencé aux lendemains de la
Rencontre internationale « Femmes en résistance face à
l'extractivisme » qui a eu lieu en avril 2018 à Montréal.

Nous avons d'abord lancé un appel : appel à poursuivre,
enrichir, illustrer les réflexions, expériences et solidarités
que cette rencontre a permis de partager et de construire¹.

De la Bolivie, du Pérou, du Brésil, de la Colombie, du
Panama, du Honduras, du Mexique, du Canada, du Québec,
de la France, des Philippines, nous avons reçu des textes,
des photos et des illustrations. Nombreuses sont les orga-
nisations et les personnes qui ont répondu à l'invitation.
Défenseurs des droits humains, journalistes, poètes,
militantes, chercheuses, paysannes, artistes, étudiantes,
représentant.e.s et travailleurs.euses d'organisations et
de réseaux de femmes et de peuples autochtones.

Chacun.e avec son regard, sa sensibilité, ses expériences, ses
connaissances qui, mises ensemble, nous permettent de saisir
la profondeur, la gravité, la violence et les ramifications de
l'extractivisme actuel et la façon dont ce projet, ce modèle
capitaliste profite des structures de pouvoir patriarcales
tout en contribuant à les reproduire et à approfondir les
inégalités structurelles entre les hommes et les femmes.
Un pillage contemporain qui s'appuie sur des structures
de pouvoir qui ont leurs racines dans la colonisation.

Comme nous l'a rappelé notre *compañera* Diana : « la richesse
des empires a été générée par l'exploitation des corps et de
la terre. L'extractivisme est le véhicule du capitalisme qui
utilise toutes les formes d'oppression pour avancer »².

Mais les femmes résistent, partout! Et elles font entendre
leurs voix, leurs analyses, les sagesse leur ont été trans-
mises par les aîné.e.s et les ancêtres, leurs aspirations
de liberté, d'autodétermination et de justice pour elles-
mêmes, leurs communautés, leurs peuples, pour leurs
enfants et pour celles qui viendront après... Les femmes
sont au-devant de la lutte, elles mettent leurs corps sur la
ligne de front et souvent, doivent le payer de leur vie.

Il y a des amies, des mères, des sœurs, des compagnes
qu'on ne reverra plus. Mais dont les voix résonnent encore.
Ne cessent de s'amplifier.

Rivières qu'ils n'ont pas réussi à faire taire.

Il y a aussi des paroles qui ne se sont pas rendues jusqu'à
nos pages. Paroles de femmes dont les territoires et les
communautés sont assiégés. Qui n'ont pas trouvé l'espace et
le temps nécessaires pour écrire. Car les femmes n'arrêtent
pas. Elles veillent. Sur la terre, sur leurs communautés, sur
leurs sœurs. Elles se battent, elles sèment, elles enseignent. Et
ce sont leurs mains qui préparent la nourriture, soignent les
enfants, elles accompagnent les naissances. Des mains, donc,
qui n'ont pas pu prendre la plume. Nous saluons chacune
de ces femmes. Et nous vous invitons à découvrir la parole
de certaines d'entre elles dans notre série de baladodiffusion
« Luttés pour le territoire : Voix de femmes en résistance »³.

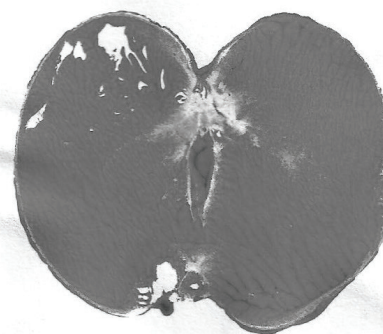
Nous saluons aussi toutes celles et ceux – et il n'y a qu'à
jeter un coup d'œil aux « crédits » dans la page de garde
pour se rendre compte qu'il y en a plusieurs – qui ont
donné du temps à la traduction des textes et à la révision
linguistique, et ont permis que ce Caminando voit le jour.

Caminando porte si bien son nom. Cette revue est bel
et bien le reflet d'un chemin en marche, d'un chemin en
train de se faire. Comme le disent les célèbres vers de
Machado : « *Caminante, no hay camino / se hace camino al
andar* (Toi, qui marches, il n'y a pas de chemin / le chemin
se fait en marchant) »⁴. Ainsi en est-il de tout projet de
création. De toute lutte de libération. De la révolution
à laquelle nous sommes convié.e.s collectivement pour
sortir de l'extractivisme et se défaire des formes de domi-
nation et d'oppression avec lesquelles il va de pair.

Nous aurons sans doute besoin de courage. Il y en a, entre ces pages. Le courage qui vient du cœur. De l'amour de la terre, de la révérence pour les rivières. Des liens qui nous lient à ce qui nous est cher et à ce qui nous dépasse : au territoire vivant, habité; aux humains et non-humains qui sont nos compagnons et nos compagnes de vie. Proches et lointains. Du respect et de la dignité.

Peut-être aussi cela prendra-t-il un peu de courage pour écouter ce que nous disent celles et ceux qui ont écrit les textes que nous vous présentons. Car ce numéro de Caminando est aussi une fenêtre sur la violence, le saccage et les profanations en cours. Fenêtre et miroir. Car une partie de nous est partie prenante de la perpétuation des systèmes de pouvoir en place. L'admettre, sans se terrer dans la culpabilité. Et regarder plus loin. À l'horizon. Puis sortir! Se mettre en marche. Rejoindre les autres. Sentir la terre. Agir. Prendre soin. Résister. Créer.

Bonne lecture!



Perméthrine

Oeuvres de Catherine Avard

Notes

1 Voir l'article de Christina Ayala et Marie-Eve Marleau dans le présent numéro.

2 Intervention lors de l'événement « L'extractivisme : modèle toxique et voies de sorties » à Montréal, le 19 novembre 2018.

3 Dans cette série, des voix de femmes s'entremêlent pour dévoiler le vrai visage des mégaprojets dits de « développement », mais surtout pour formuler d'autres compréhensions du monde et tisser des récits de solidarité et de courage. La série sera accessible à partir de notre site Internet (www.cdhal.org).

Abonnez-vous à notre infolettre pour être informé.e.s des parutions des capsules.

4 Traduction libre. Le poème d'Antonio Machado est tiré de son livre *Proverbios y cantares*.

(Re)configuration patriarcale des territoires : mégaprojets extractifs et lutte des femmes en Amérique latine

Par le collectif Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo¹

Traduction par Éva Mascolo-Fortin

L'essor de l'extractivisme et l'émergence des organisations de femmes

En Amérique latine, le Consensus de Washington, centré sur les politiques d'ajustement structurel et les privatisations, s'est vu remplacé au cours des dernières années par un nouveau « Consensus des matières premières ». Ce dernier est fondé sur l'exportation et les États y jouent un rôle nouveau de médiateurs. Tant des gouvernements néolibéraux que des gouvernements dits progressistes l'ont adopté². Par ailleurs, les organisations sociales ouvrières, autochtones, féministes et paysannes qui se sont mobilisées en résistance au néolibéralisme en Amérique latine durant les dernières décennies ont ouvert la voie à un rôle croissant des organisations de femmes dans les luttes pour la défense du territoire.

Pour citer quelques exemples, des mouvements de femmes se sont élevés, en Amérique centrale, contre les méga-infrastructures du Plan Puebla-Panama, l'exploitation minière et les mégaprojets hydroélectriques. Au Guatemala, la lutte des femmes

xinka contre l'extraction minière dans la montagne de Xalapán a été emblématique. Au Mexique, les femmes de l'Armée zapatiste de libération nationale jouent un rôle politique croissant. En Équateur, les femmes autochtones de l'Amazonie sont à l'avant-plan des manifestations contre l'extraction pétrolière qui ont cours depuis quelques années, construisant dans leur lutte pour la défense du territoire des liens interethniques pour freiner les avancées des projets. Au Pérou, les femmes de Cajamarca sont partie prenante de la lutte contre l'industrie minière et le patriarcat. En Bolivie, le Réseau national des femmes en défense de la Terre-Mère fait entendre sa voix contre l'extractivisme minier. En Uruguay, les organisations de femmes s'opposent au modèle de l'industrie du soya, intimement lié à la dépossession de leurs terres et à l'appauvrissement.

Comprendre les racines des résistances des femmes dans la défense du territoire nous renvoie à la question suivante : de quelle façon l'essor des mégaprojets extractifs de ce nouveau cycle du capital est-il lié à l'approfondissement du système patriarcal ?

En Amérique latine, des parcours collectifs se dessinent

Au cours des dernières années, de nombreuses rencontres de femmes en lutte contre l'extractivisme ont été tenues en Amérique latine. Ces rencontres ont donné lieu à un échange de savoirs entre des femmes de différentes ethnies et classes sociales, urbaines et rurales. De ces échanges, on a vu se développer une critique de la masculinisation de l'espace et de la prise de décision qu'entraînent les activités extractives. Les femmes ont ainsi dénoncé la hausse de la violence machiste, la refonte des rôles de genre et le renforcement des stéréotypes sexistes, où prédominent les figures de l'homme pourvoyeur et de la femme dépendante³. Au Guatemala, le féminisme communautaire met de l'avant le concept de « territoire corps-terre » pour comprendre la relation entre l'extractivisme et les violences patriarcales⁴.

Analyser les conflits socioécologiques en adoptant cette perspective nous permet de rendre visibles les impacts différenciés des mégaprojets sur les hommes et les femmes, mais également de comprendre de quelle façon les

Nous, le **Collectif Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo**, sommes des activistes enthousiastes, énergiques, qui croient à la transformation et au pouvoir qui réside dans le fait de penser la vie collectivement. Nées dans différents pays (Équateur, Mexique, Espagne, Brésil, Uruguay), nous nous sommes rencontrées il y a cinq ans à Quito, ville qui est devenue le lieu de nos conspirations. Le féminisme latinoaméricain et caribéen est notre espace de lutte, d'invention, de création, de transformation et de réflexion. À travers nos regards, nous tissons des liens entre les corps, dans leur diversité, et les territoires. www.territoriodyfeminismos.org



Marche de femmes
de l'Amazonie, en
Équateur, 2013.

Photographie par
Miriam García-Torres

activités extractives vont de pair avec une reconfiguration patriarcale des territoires. Nous désignons par « territoires » non seulement des espaces biophysiques et géographiques, mais aussi des espaces de vie sociaux et corporels. En d'autres mots, l'extractivisme donne forme à un nouvel ordre patriarcal qui prend racine et s'inscrit dans les relations machistes existantes, tout en les approfondissant.

Les cinq dimensions de la (re)configuration patriarcale des territoires

La dimension politique : prises de décisions masculinisées

Quand il s'agit de mettre en œuvre des projets extractifs, ceux qui prennent les décisions affectant la vie des communautés et leurs territoires sont des sujets blancs, bourgeois, de sexe masculin, adultes, hétérosexuels, qui ne sont pas en situation de handicap⁵. Les entreprises et les États, lorsqu'ils s'installent sur un territoire pour faire la promotion de l'extraction ou imposer un projet, négocient de façon individuelle, dans l'objectif de fragiliser la négociation collective des communautés. Les entreprises choisissent des interlocuteurs exclusivement masculins, soit des dirigeants locaux partageant leurs idées ou

des hommes de la communauté, en leur qualité de chefs de famille. En conséquence, les femmes sont exclues des décisions sur des enjeux qui touchent leur territoire et leur vie⁶.

L'extractivisme favorise ainsi la reconfiguration d'espaces de dialogue et de prise de décision masculinisés, qui se superposent aux structures politiques patriarcales existantes. C'est pourquoi l'un des facteurs de mobilisation et d'organisation politique des femmes face aux projets extractifs est, précisément, leur exclusion historique des espaces de décision et la cooptation des leaders masculins par la logique extractive⁷.

La dimension écologique : rupture des cycles de reproduction de la vie

Les activités extractives impliquent une rupture des cycles de reproduction de la vie : les rivières sont contaminées, les sols ne peuvent plus produire, la déforestation éloigne les animaux, etc. L'approvisionnement alimentaire des communautés grâce à leurs activités traditionnelles telles la chasse, la pêche et l'agriculture se voit en conséquence gravement altéré. Ce sont les femmes qui devront trouver des solutions face aux difficultés croissantes d'accès aux sources d'eau et d'alimentation de leur famille. De même, les maladies et la

détérioration de la santé collective liées à la contamination entraînent des besoins croissants de soins, dont la responsabilité incombera aux femmes⁸.

Ces dynamiques sont synonymes d'une surcharge de travail pour les femmes, ainsi que d'une dose accrue de stress et d'anxiété. En effet, les difficultés pour s'acquitter des responsabilités de reproduction sociale qui leur reviennent, souvent sans reconnaissance, augmentent⁹. Nous pouvons affirmer, en ce sens, que l'accumulation extractiviste est structurellement dépendante de l'appropriation du travail gratuit, invisible et sous-estimé réalisé par les femmes, tout comme de l'appropriation de la nature.

La dimension économique : configuration de structures de travail patriarcales

La pénétration des dynamiques extractives dans les communautés entraîne une réorganisation de l'économie locale autour de la présence centrale de l'entreprise¹⁰. À la reconfiguration des économies, dans lesquelles le salariat prend une place accrue par rapport aux économies communautaires d'autosuffisance, s'ajoutent des transformations importantes des relations de genre. Lorsque les entreprises et les communautés se voient privées

des biens communs qui assuraient leur approvisionnement matériel de façon autonome – que ce soit parce qu’elles ont été expulsées ou déplacées, ou en raison de la contamination – les salaires versés par l’entreprise deviennent un puissant instrument de dépendance.

Les emplois créés par les activités extractives sont fortement associés au travail masculin et sont porteurs de nouvelles inégalités dans les relations sociales. Les femmes, exclues de l’emploi et de l’accès aux ressources naturelles, perdent en autonomie et sont reléguées à une position de subordination face à leur mari, qui est salarié. Dans cette nouvelle structure de travail se dessinent ainsi les figures de l’homme pourvoyeur et de la femme économiquement dépendante du salariat masculin¹¹. L’extractivisme, à travers une économie salariée hautement masculinisée, creuse ainsi les différences structurelles entre hommes et femmes à l’intérieur des communautés.

La dimension culturelle : renforcement des représentations et des stéréotypes sexistes

L’arrivée massive de travailleurs de l’extérieur des communautés que requiert l’implantation des projets extractifs, jumelée à la militarisation du territoire par les forces de sécu-

rité publiques et privées, entraîne une masculinisation du territoire. Pour les femmes, cela se traduit par une peur et une insécurité ravivées, causant un isolement social qui confine les femmes dans l’espace privé-domestique¹².

Les changements dans les formes de loisirs et dans l’usage des espaces publics amènent, entre autres, l’ouverture de bars pour les ouvriers. Il se crée ainsi des espaces masculinisés, marqués par de nouvelles relations de pouvoir qui se superposent aux hiérarchies de genre existantes. Le déploiement des activités extractives favorise la formation de sujets qui renforcent les stéréotypes de la masculinité hégémonique – où le pôle masculin se voit lié à la domination et au contrôle, alors que le féminin est associé à l’idée de la femme dépendante, objet de contrôle et d’abus sexuels¹³. Dans ce contexte, un imaginaire de la « mauvaise femme » se construit autour des femmes qui transgressent la normativité imposée, comme c’est le cas des défenseuses des territoires et de la nature¹⁴.

La dimension corporelle : contrôle social et violence machiste

Les dynamiques extractives exigent de discipliner et de contrôler les corps. De contrôler au sein des territoires des

corps sexués et racialisés, avec un fort sentiment d’appropriation des hommes sur les femmes et leurs corps. Les activités extractives amènent par ailleurs de nouvelles formes de loisirs : on voit apparaître sur les territoires des communautés des établissements de prostitution, dont plusieurs sont associés à la traite des femmes à des fins d’exploitation sexuelle. Il y a une forte relation entre l’extractivisme et le travail sexuel – souvent forcé – dans la mesure où la prostitution est perçue dans un contexte d’extraction comme fonctionnelle pour l’accumulation du capital, servant à canaliser le stress de la force de travail masculine¹⁵.

En somme, la violence, le harcèlement sexuel et le contrôle social du corps des femmes sont partie prenante d’un imaginaire patriarcal qui s’affermit avec la pénétration des activités extractives. La nature et les corps – en particulier, les corps féminins – deviennent dans cet imaginaire des objets, que l’on peut s’approprier et sacrifier au service de l’accumulation du capital.

Notes

1 Cet article a été écrit par Miriam García-Torres, Eva Vázquez, Delmy Tania Cru et Manuel Bayón. L’article est d’abord paru en espagnol dans la revue *Ecología Política* en décembre 2017 sous le titre « (Re)patriarcalización de los territorios. La lucha de las mujeres y los megaproyectos extractivos » : <http://www.ecologiapolitica.info/?p=10169>

2 Svampa, Maristella (2013). « Consenso de los Commodities y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, no. 244, en ligne : <http://nuso.org/articulo/consenso-de-los-commodities-y-lenguajes-de-valoracion-en-america-latina/>

3 Fundación Rosa Luxemburg (2013). *Memoria del Encuentro Regional de Mujeres y Feminismos Populares. Del 4 al 6 de junio de 2013*, en ligne : www.rosalux.org.ec

Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo (2014). *La vida en el centro y el crudo bajo tierra. El Yasuní en clave feminista*. Quito, en ligne : <https://miradascriticadeltorriodesdeelfeminismo.files.wordpress.com/2014/05/yasunienclavefeminista.pdf>

4 Cabnal, Lorena (2010). « Acercamiento a la construcción de la propuesta de pensamiento epistémico de las mujeres indígenas feministas comunitarias de Abya Yala ». Dans *Feminismos diversos : el feminismo comunitario*, ACSUR-Las Segovias : 11-25.

5 Pérez Orozco, Amaia (2014). *Subversión feminista de la economía. Aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*. Madrid : Traficantes de Sueños.

6 Colectivo de Investigación y Acción Psicosocial (2017). *La Herida abierta del Cóndor : Vulneración de derechos, impactos socioecológicos y afectaciones psicosociales provocados por la empresa minera china Ecuacorriente S.A. y el Estado ecuatoriano en el proyecto Mirador*. Quito, en ligne : <https://investigacionpsicosocial.files.wordpress.com/2017/02/herida-abierta-del-cc3b3ndor.pdf>

7 García-Torres, Miriam (2017). *Petróleo, ecología política y feminismo. Una lectura sobre la articulación de Mujeres Amazónicas frente al extractivismo petrolero en la provincia de Pastaza*, Ecuador, Mémoire de maîtrise. FLACSO-Ecuador.

8 Colectivo Miradas Críticas del Territorio desde el Feminismo (2014). Op. Cit.

9 Colectivo de Investigación y Acción Psicosocial (2017). Op. Cit.

10 Fondation Rosa Luxemburg (2013). Op. Cit.

11 Himley, Matthew (2011). « El género y la edad frente a las reconfiguraciones en los medios de subsistencia originadas por la minería en el Perú », *Apuntes XXXVIII* (68), p.7-35.

12 Federici, Silvia (2010). *Calibán y la bruja. Mujeres, cuerpo y acumulación originaria*. Buenos Aires : Tinta Limón Ediciones.

13 Fondation Rosa Luxemburg (2013). Op. Cit.

14 García-Torres (2017). Op. Cit.

15 Laite, Julia Ann (2009). « Historical perspectives on industrial development, mining, and prostitution », *The Historical Journal*, no. 52 (3), p.739-761.



Retour sur la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l’extractivisme »

Par Carla Christina Ayala Alcayaga et Marie-Eve Marleau, avec la contribution de Joëlle Gauvin-Racine,
Comité pour les droits humains en Amérique latine¹

En Amérique latine, en Asie, en Afrique, tout comme en Amérique du Nord, les femmes autochtones et paysannes sont aux premières lignes des mouvements pour la défense de la vie, de l’eau, de l’environnement et des territoires; elles se mobilisent pour la préservation de leurs communautés, de leurs modes de vie et de leurs moyens de subsistance, de leurs traditions et leur culture.

Du 27 au 29 avril 2018 s’est déroulée à Montréal la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l’extractivisme » qui a réuni des femmes autochtones, des paysannes et des défenseuses des droits humains et de l’environnement qui sont affectées par des projets extractifs et engagées dans la résistance contre ceux-ci². Les participantes provenaient des Amériques, de l’Afrique, de l’Asie et de l’Océanie.

Pendant plus d’un an, un comité de coordination³ a travaillé, avec l’appui de partenaires, à organiser cet événement. L’objectif de la rencontre internationale était de créer un espace d’échange afin que les femmes défenseuses puissent se

rassembler et partager leurs expériences de résistance. La rencontre visait à favoriser et renforcer des liens de solidarité entre les luttes des femmes des différents continents pour la défense du territoire et des droits collectifs.

Au cours des trois jours qu’a duré la rencontre, nous avons compté sur la participation de 37 défenseuses de la vie, de l’environnement, de l’eau, des traditions et des territoires ancestraux provenant de 14 pays à travers le monde (Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Cambodge, Canada, Chili, Colombie, Équateur, Guatemala, Mexique, Papouasie Nouvelle-Guinée, Philippines, Pérou, Turquie).

Cette rencontre internationale – considérée comme l’une des premières du genre au Canada – a été conçue et construite par et pour les femmes invitées, afin de répondre à leurs intérêts et leurs besoins. En ce sens, des efforts ont été faits afin d’intégrer les participantes dans les réflexions sur la programmation, mais aussi sur la méthodologie employée au cours de l’événement.

Ainsi, la rencontre internationale s’est articulée autour de trois espaces : un premier espace réservé aux participantes, visant à favoriser l’échange sur leurs vécus, leurs luttes et leurs stratégies de résistance; un deuxième espace consacré à la sensibilisation du public, cherchant à rendre visibles les luttes des femmes et les impacts sur leurs communautés et leurs territoires; enfin, un troisième espace d’échange et de coordination destiné aux participantes et aux organisations alliées : organismes œuvrant à la solidarité internationale, la justice sociale et environnementale, collectifs féministes, groupes de recherche, entre autres.

Processus de mobilisation et de solidarité des organisations québécoises avec les luttes des femmes pour la défense du territoire

Les organisations impliquées dans le comité de coordination de la rencontre internationale travaillent collectivement depuis 2014 à mener différents projets et à organiser des événements permettant

Carla Christina Ayala Alcayaga est responsable de projet d’éducation du public au sein du CDHAL depuis 2016. Elle a assumé un rôle de co-coordination de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l’extractivisme ». Elle s’implique au CDHAL depuis 2015, où elle a notamment coordonné les projets d’éducation du public « 40 ans de luttes pour la défense des droits humains en Amérique latine et au Québec » et « Luttes pour la défense des territoires : résistances et solidarités féministes face à l’extractivisme ».

Marie-Ève Marleau est coordonnatrice du CDHAL depuis 2012. Elle a contribué à des projets de recherche participative qui portent sur les impacts des mégaprojets miniers dans les Amériques et sur l’équité socioécologique au sein des mouvements sociaux en résistance à ces projets au Centre de recherche en éducation et formation relatives à l’environnement et à l’écocitoyenneté de l’Université du Québec à Montréal. La justice sociale et écologique et la défense des droits humains ont toujours fait partie de ses principales préoccupations et activités militantes.

de rendre visibles les impacts genrés des mégaprojets extractifs. Elles se mobilisent en solidarité avec des personnes et des mouvements sociaux qui défendent le territoire et l'environnement. Ces initiatives visent à dénoncer les violations des droits humains, la criminalisation et la violence envers les communautés affectées par les mégaprojets, de même qu'à mettre en évidence le rôle joué par le Canada et les entreprises canadiennes du secteur extractif partout dans le monde, notamment en Amérique latine.

La rencontre internationale s'inscrivait dans la continuité des actions réalisées lors du Tribunal permanent des peuples sur l'industrie minière canadienne en Amérique latine qui a eu lieu à Montréal en 2014⁴, de la Marche mondiale des femmes de 2015 sous le thème « Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires » et du projet « Des-Terres-Minées » de 2016, au cours duquel une tournée d'éducation populaire au sein de communautés affectées par des projets extractifs à travers diverses régions du Québec a été réalisée⁵.

Au fil de ces projets, nous avons constaté, d'une part, l'intérêt et le besoin de créer un espace d'échange d'expériences, notamment entre des femmes des communautés autochtones du Canada et de l'Amérique latine, afin de pouvoir tisser des liens entre leurs luttes. D'autre part, il a été soulevé que les impacts des projets extractifs sur les femmes ne sont pas suffisamment abordés et mis en évidence, ce qui a renforcé la volonté de ce regroupement d'organisations de travailler ensemble afin de mener différentes initiatives et actions de solidarité en ce sens.

En Amérique latine, différents réseaux, groupes et défenseures ont une longue trajectoire et plusieurs expériences d'organisation de rencontres de cette envergure. Ces espaces d'alliances, de coordination et de solidarité sont au cœur des stratégies de résistance et de renforcement des luttes. Le comité de coordination de la rencontre internationale a conçu la programmation et la méthodologie de cet événement en s'appuyant sur les apprentissages et

les expériences similaires vécues en Amérique latine, en construisant collectivement les différents espaces d'échange.

Apprentissages sur les luttes pour la défense du territoire

Comment les femmes défendent-elles les territoires? Comment font-elles face à la violence et aux systèmes d'oppression machiste, raciste, colonialiste et capitaliste? Comment assurent-elles leur protection dans des contextes de répression et de criminalisation de leurs processus de défense territoriale?

« Plusieurs d'entre nous sont victimes de violences, mais nous avons besoin de prendre la parole par rapport aux violations que nous avons subies, nous devons aller au-delà de notre expérience de victimisation, et nous battre pour nos droits. Quand les victimes parlent, c'est très puissant, et elles deviennent de bonnes porte-parole pour leurs droits ». Femme des Philippines

La rencontre internationale a d'abord permis de reconnaître la pluralité d'expériences et de savoirs détenus par ces femmes pour faire face à l'avancée du modèle extractif dans leurs territoires. Chacune des femmes invitées a partagé diverses expériences politiques de mobilisation, d'organisation et de résistance face au modèle capitaliste et extractif. Certaines viennent de communautés qui subissent les impacts des projets extractifs depuis déjà plusieurs générations, alors que d'autres les ont vécus plus récemment ou luttent actuellement pour empêcher l'implantation d'un projet extractif sur leur territoire. Les risques pour leur sécurité et leur vie ainsi que celles de leurs proches, en raison de la persécution, de la criminalisation et du harcèlement pouvant aller jusqu'à l'assassinat, représentent cependant des réalités quotidiennes pour la plupart d'entre elles.

« Ce sont des projets qui menacent la vie. Toutes les formes de vie. Pas seulement l'écosystème, mais aussi la vie des communautés, les pratiques sociales, l'ensemble du mode de vie est menacé et affecté.

Quand un projet extractif arrive dans une communauté, il modifie non seulement l'environnement biologique ou physique, mais aussi les pratiques sociales et il creuse les inégalités politiques. Il génère des divisions. Il s'agit d'une violence extrême, de dépossession et d'oppression. C'est invisibiliser totalement l'histoire et la vie des communautés. Et c'est une des formes de violence les plus graves ». Femme du Mexique.

Les femmes ayant participé à la rencontre ont aussi souligné que l'extractivisme ne représente pas seulement une atteinte au droit à l'autodétermination, mais aussi une menace à la vie et à l'identité des peuples autochtones et des communautés paysannes. Elles dénoncent ces nouvelles formes de colonialisme qu'entraîne la mainmise des transnationales extractives sur les territoires.

« Nous venons d'un processus de dépossession qui a été initié dès la colonisation. La dépossession et le pillage ont été systématiques et nous, les femmes, qui habitons des territoires ancestraux, nous n'avons pas eu le temps de nous remettre de ce que nous a fait subir la colonisation ni de ce que nous a fait l'État-nation qui s'est imposé sur nos territoires. Maintenant, nous devons continuer à défendre le territoire ancestral contre l'exploitation minière ». Femme du Guatemala

La lutte de ces femmes est avant tout une lutte pour la préservation et la protection de la Terre-Mère et de leur lien ancestral à travers leurs cosmovisions comme peuples autochtones.

Malgré les nombreux points communs entre les expériences des femmes, il faut souligner qu'il y n'avait pas, parmi les participantes, une vision commune quant à l'extractivisme comme modèle de développement et en regard du processus de consultation (et d'obtention du consentement) mené au sein des communautés. Pour certaines, un dialogue avec les entreprises est possible pour négocier



Rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme »

Photographie par le CDHAL

des compensations, des redevances et des réparations pour les impacts de l'exploitation du territoire et ses conséquences sur les communautés. Pour d'autres, il n'y a pas d'entente possible avec les entreprises et toute consultation doit être un processus mené par les communautés et a pour but de déclarer leur territoire « libre d'exploitation et de tout projet extractif ».

Pour plusieurs des femmes défenseuses, la responsabilité des entreprises, la négociation et la justice restaurative n'est qu'une autre expression des stratégies des entreprises pour légitimer leurs opérations et les violations des droits humains. Face à une des industries les plus violentes qui soit, il n'est pas possible de penser accéder à une réparation des dommages subis.

« Les dommages sont irréparables; pour les femmes violées et assassinées, il n'existe pas de justice ou de réparation, il n'est pas possible de réparer [ces crimes] avec de l'argent. La vraie justice, c'est la prévention et le respect de notre autodétermination ». Femme du Guatemala

Au cours de la rencontre, les liens corps-terre-territoire ont été abordés de façon transversale par les femmes pour exposer les situations de violence dans leurs communautés et leurs expériences de luttes. Le corps des femmes constitue le premier territoire à défendre dans les processus de résistance.

« Ce modèle [extractivisme] apporte la prostitution, l'alcoolisme ainsi que la désintégration familiale et la désintégration communautaire; [...] donc le corps de la femme aussi est dans le thème de la défense du territoire, non seulement nous défendons la Terre-Mère, mais il est important de se rappeler aussi quel mécanisme est utilisé pour violenter les corps des femmes que nous sommes en train de défendre. Beaucoup de compañeras [...] qui défendent le territoire sont violées, sont stigmatisées, sont marginalisées, elles souffrent de sexisme et elles subissent de la violence uniquement en raison de leur genre ». Participante de la rencontre internationale

Il s'est avéré primordial pour les femmes de mettre en évidence les liens entre les dimensions symboliques, spirituelles

et émotionnelles de leurs trajectoires de lutte et de leurs expériences de vie au cours de la rencontre internationale. L'importance et la pluralité des savoirs ancestraux et des cosmovisions des femmes autochtones se sont exprimées dans divers espaces d'échange et de partage de leurs pratiques et traditions. Des cérémonies ont été guidées par des femmes autochtones et des prières, des chants et des rituels ont accompagné l'ouverture et la fermeture de chaque journée. Cela a contribué à créer un espace où les femmes pouvaient se sentir en sécurité et en confiance. L'écoute et le partage du vécu, des émotions, des souffrances et des douleurs furent libérateurs pour certaines d'entre elles. Ainsi, la rencontre a également constitué un espace de guérison et de ressourcement.

La rencontre internationale a permis aux femmes défenseuses de se réunir entre elles, de se reconnaître et s'accueillir les unes envers les autres. Bien qu'elles venaient de partout dans le monde, elles en sont arrivées à la conclusion que leurs histoires et leurs expériences dans la résistance face à l'extractivisme sont très similaires et qu'elles font face aux mêmes enjeux. Pouvoir se rencontrer et se reconnaître dans leurs réalités et dans les épreuves qu'elles doivent surmonter

a permis aux femmes de repartir avec la force et le courage de continuer à s'organiser et résister.

Tenir la rencontre internationale dans le ventre du monstre

Tenir la rencontre internationale au Canada a eu une dimension symbolique pour les femmes autochtones venant d'ailleurs. Elles ont affirmé avoir appris sur la colonisation et la dépossession violentes vécues au Canada par les peuples autochtones jusqu'à aujourd'hui, ainsi que sur leurs luttes, cosmovisions et savoirs ancestraux⁶.

« Beaucoup de personnes croient que le Canada est un pays démocratique qui respecte les droits humains, mais graduellement, la vérité révèle un côté caché qui est hideux. Le gouvernement a dit qu'il était dans un processus de réconciliation, mais en même temps, il vole des terres autochtones et impose des oléoducs et des mines dans les communautés ». Femme du Canada.

Plusieurs des femmes présentes à la rencontre sont affectées et luttent contre des entreprises canadiennes, notamment dans le secteur minier. Bien que cette réalité était déjà connue des femmes, les échanges ont permis d'approfondir l'analyse et la compréhension du rôle du Canada et de son secteur extractif dans les violations des droits des peuples autochtones et des communautés paysannes.

« Je réalise que les problèmes de mon pays sont les mêmes qu'au Canada. Avant de venir au Canada, j'assumais que ce pays était plus responsable au niveau environnemental dans ses pratiques minières, mais ce n'est pas le cas. Les problèmes sont les mêmes parce que c'est la même mentalité qui les cause : la mentalité capitaliste. Je réalise l'ampleur des violations des droits humains et des droits des femmes. Cette lutte sera gagnée seulement si les femmes continuent de se lever, d'élever la voix et de résister. Nous sommes celles qui feront que cela se réalisera. Si nous pouvons sauver le monde, ce sera les femmes qui le feront. La Terre-Mère n'a pas besoin des humains, mais nous avons besoin d'elle ». Femme de Turquie

Pour des femmes autochtones du Canada, cette rencontre a constitué une occasion privilégiée pour connaître la violence avec laquelle opèrent les compagnies minières canadiennes et les impacts de leurs activités en Turquie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans plusieurs pays de l'Amérique latine.

Suites de la rencontre internationale

Pour les femmes qui y ont participé, cet événement a été une occasion de tisser des liens, ainsi que de créer des alliances et des réseaux de solidarité et de soutien. Se sentant parfois impuis-

santes et seules dans leur lutte respective, elles sont reparties de cette rencontre avec des sentiments d'unité et d'espoir, tout en ayant fait le plein d'énergie et de force pour retourner à leur combat. L'événement s'est conclu par la rédaction d'une déclaration, visant la création d'un réseau mondial de femmes autochtones défenseuses des territoires et la construction d'alliances stratégiques d'appui et de solidarité avec leurs luttes au niveau international⁷. Des principes y sont définis afin de revendiquer l'exercice de leur souveraineté et des pratiques ancestrales, de même que la défense de la justice sociale face à toute activité qui contribue au génocide et à la destruction sociale, politique, économique, culturelle et spirituelle de leurs peuples.

Malgré les défis à relever pour continuer de renforcer les liens au niveau international et de définir des stratégies et des actions communes pour appuyer concrètement les luttes de défenseuses des territoires, nous continuerons de faire écho à leurs revendications et à leurs dénonciations des impacts de l'extractivisme. À partir de témoignages de femmes présentes à la rencontre internationale, une série de baladodiffusion « Luttés pour le territoire : Voix de femmes en résistance » a été réalisée afin de rendre visibles les luttes des femmes pour la défense des territoires, et sera lancée en décembre 2018.

Notes

1 Nous remercions Claire Pageau-Lussier, qui a fait un stage au CDHAL et a contribué à systématiser les échanges entre les participantes. Cet article s'inspire également du rapport Analyse des enjeux soulevés lors de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » réalisé par Jasmine Lanthier-Brun pour Femmes Autochtones du Québec (FAQ). Disponible en ligne sur : www.faq-qnw.org.

2 Site Internet : <http://femmesenresistance.cdhal.org>

3 Le comité de coordination de la rencontre internationale était formé par Femmes autochtones du Québec, le Comité pour les droits humains en Amérique latine, la Fédération des femmes du Québec, le collectif Femmes de diverses origines, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala, Solidarité Laurentides Amérique centrale,

Développement et Paix, Kairos Canada, Mining Watch Canada et Oxfam Canada

4 Ce projet a été coordonné par L'Entraide missionnaire et le CDHAL, en partenariat avec d'autres organisations. Pour en savoir plus : <http://tpp.cdhal.org/?lang=fr>

5 Ce projet a été coordonné par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), en partenariat avec d'autres organisations. En plus de la tournée, des capsules vidéo ont été réalisées à partir de témoignages de femmes autochtones et non-autochtones pour aborder leurs visions et leur rapport au territoire, leurs expériences de lutte et de résistance pour l'autodétermination de leurs territoires, documentant également les impacts qu'elles subissent, d'un point de vue féministe et anticolonial. Pour en savoir plus : <http://desterresminees.pasc.ca/>.

6 L'ouverture officielle de la rencontre internationale a eu lieu à travers l'exercice des couvertures mené par Kairos Canada. Cette activité est un outil d'enseignement fondé sur la méthodologie de l'éducation populaire qui aborde les rapports historiques entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada, en amenant les participant.e.s à vivre de façon concrète certaines situations historiques, entre autres le pré-contact, la conclusion de traités, la colonisation et la résistance. Les femmes participant à la rencontre et le public ont été invité.e.s à participer de cet exercice en se déplaçant sur des couvertures représentant des territoires, et en jouant les rôles des Premières Nations, des Inuits et, plus tard, des Métis.

7 Voir la déclaration : <http://femmesenresistance.cdhal.org/declaration/>



Berta Cáceres n'est pas morte, elle s'est multipliée!

Hommage à une vie de résistance aux barrages, aux mines et au capitalisme

Par Tracy Glynn

Traduction par Caroline Hugny

Berta Cáceres, militante autochtone du peuple lenca qui s'opposait à la construction de barrages et de mines au Honduras, a été lâchement assassinée chez elle, le 2 mars 2016. Elle avait 44 ans. Dans cet article, je raconterai sa vie écourtée et mettrai particulièrement en lumière ses propos sur la résistance des femmes, non seulement face à l'extractivisme, mais aussi au capitalisme.

Afin de raconter l'histoire de Berta, j'ai fouillé dans ma boîte de courriels, lieu de ma rencontre virtuelle avec elle en 2012. J'y ai retrouvé des centaines de missives électroniques mentionnant son nom, soit pour la défendre, lorsque sa vie était en danger, soit pour la citer, lorsqu'elle lançait au monde des appels à la solidarité.

Le premier courriel, quatre ans avant son meurtre, relayait des déclarations de Berta, en tant que directrice du Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH). Elle y affirmait que des assassinats d'Autochtones, de résistant.e.s, de journalistes et d'avocat.e.s avaient lieu dans le pays en toute impunité.

Les courriels suivants dataient de mai 2013. Il s'agissait d'appels à l'action, pour exiger la libération de Berta et de Tomás

García, son collègue du COPINH. Tous deux étaient alors détenu.e.s à cause de leur opposition au barrage hydroélectrique Agua Zarca, dont la construction sur le territoire lenca forcerait le déplacement des populations locales en plus de détruire la rivière Gualcarque, considérée comme sacrée. Pendant des mois, et malgré une répression sévère, les Lencas ont bloqué la route d'accès au site envisagé pour le barrage.

Les courriels de juillet 2013 contenaient des entrevues avec Berta à propos du meurtre de Tomás García, perpétré par des soldats honduriens engagés par l'entreprise. L'un des soldats a tiré à mort sur Tomás, devant des centaines de personnes. Tomas, 49 ans, était père de sept enfants. Son fils Alan a d'ailleurs été blessé pendant l'assaut.

En réponse à ce meurtre, Berta a lancé un appel à la solidarité internationale et a réaffirmé la détermination de sa communauté à défendre son territoire, déclarant :

« Nous allons continuer fermement la lutte, nous ne les laisserons pas nous acculer, nous ne les laisserons pas nous emprisonner dans la peur, et nous allons persister dans cette pacifique mais énergique lutte pour la vie ».

Les courriels de septembre 2013 appelaient à l'abandon des fausses accusations visant à criminaliser Berta et ses collègues. Berta a déclaré à Telesur en 2015 :

« J'ai déjà reçu des menaces de mort directes. On m'a menacée de me kidnapper, de me faire disparaître, de me lyncher [...] de kidnapper ma fille, de me persécuter, de me surveiller, de me harceler sexuellement [...] »¹.

Les courriels de 2015 apportaient quant à eux de bonnes nouvelles pour Berta. On allait lui remettre le prestigieux prix Goldman pour l'environnement, qui récompense annuellement des militant.e.s de la base qui risquent leur vie pour la protection de l'environnement. Le monde entier a ainsi pu en apprendre davantage sur Berta, une professeure à la retraite, mère de quatre enfants, qui combattait l'exploitation forestière et les plantations illégales, les barrages hydroélectriques et les exploitations minières. On a aussi pu en apprendre sur sa mère, sage-femme et militante, qui a hébergé des réfugié.e.s du Salvador, insufflant ainsi à ses enfants le désir de mettre leur vie au service de la lutte pour les opprimé.e.s. Berta est devenue une militante pendant ses

Tracy Glynn est doctorante à l'Université du Nouveau-Brunswick. Ses recherches portent sur la résistance des femmes à l'extractivisme. Elle est également engagée dans des actions de solidarité avec les communautés touchées par les mines en Indonésie, au Canada et ailleurs dans le monde.



Bertha Zúniga Cáceres, la fille de Berta Cáceres, s'adresse à la foule lors d'une vigile organisée pour sa mère devant la Commission interaméricaine des droits humains à Washington, D.C., le 5 avril 2016.

Photographie par Daniel Cima

études, en 1993, année où elle a cofondé le COPINH pour défendre le peuple et le territoire lencas.

Dans un article publié à l'occasion de l'annonce du prix Goldman, Berta déclarait :

« Ces maux qui perdurent depuis des centaines d'années sont un produit de la domination. Il existe un racisme systémique qui se perpétue et se reproduit lui-même, dit-elle. La situation politique, économique et sociale du Honduras ne cesse de se détériorer. On cherche à nous imposer un projet de domination, d'oppression violente, de militarisation, de violation des droits humains, de transnationalisation, de transfert des richesses et de la souveraineté territoriales aux intérêts corporatifs, ceci afin de les laisser privatiser l'énergie, les rivières, la terre, d'exploiter des mines, de créer des zones de développement »².

Puis, le 3 mars 2016, l'objet des courriels était le suivant : « Assassinat de Berta Cáceres ». Dans le corps du texte, on expliquait que le 2 mars, juste avant minuit, un escadron de la mort avait tiré sur Berta, chez elle, pendant son sommeil. Elle est morte dans les bras du militant mexicain Gustavo Castro Soto, qui a lui-même reçu deux balles pendant l'attaque, ce qui ne l'a pas empêché d'être ensuite absurde-ment accusé du meurtre par les autorités honduriennes. Gustavo, qui est directeur de l'organisation environnementale Otros Mundos au Chiapas, a reçu l'interdiction

de quitter le territoire avant d'être finalement libéré, plusieurs semaines après le meurtre, le 30 mars 2016.

Plus de 30 000 personnes ont assisté aux funérailles de Berta. Les hommages de nombreuses organisations ont afflué de partout dans le monde, alors que des manifestations de solidarité avaient lieu devant les ambassades honduriennes. Les participant.e.s y brandissaient des pancartes qui disaient : « Berta Cáceres n'est pas morte, elle s'est multipliée! » La plupart n'avaient jamais rencontré Berta, mais étaient inspiré.e.s par son militantisme et outragé.e.s par son assassinat.

Quatre jours après le meurtre de Berta, des protestataires ont envahi le congrès de l'Association canadienne des prospecteurs et développeurs à Toronto, en hommage aux personnes mortes de la résistance aux projets miniers à travers le monde. Le 15 mars, Nelson García, un autre membre du COPINH, a été assassiné par balles alors qu'il retournait chez lui à la suite d'une violente éviction. Nelson avait 38 ans, il était agriculteur et père de cinq enfants.

En juin 2016, un soldat déserteur a déclaré au Guardian que Berta Cáceres se trouvait sur une liste de l'armée hondurienne, où figuraient également les noms et photographies d'une douzaine de militant.e.s à éliminer.

Huit personnes ont été arrêtées pour le meurtre de Berta, dont des militaires honduriens et des travailleurs

de la compagnie à l'origine du projet de barrage. Le cas est actuellement devant les tribunaux.

Berta a rappelé au monde que la souffrance qui accable le Honduras aujourd'hui est le résultat d'un impérialisme brutal. Le pays est l'une des premières « républiques de bananes », depuis longtemps soumis au pillage au profit des grandes multinationales et de l'élite locale. Le Honduras est aussi une base militaire états-unienne depuis la guerre du gouvernement Reagan contre le Nicaragua dans les années 1980. Plusieurs centaines de marines y sont déployés, et des soldats entraînés à la tristement célèbre École des Amériques sont impliqués dans les meurtres de militant.e.s.

En 2009, un coup d'État militaire a chassé du pouvoir le président démocratiquement élu, Manuel Zelaya. Depuis lors, le Honduras est devenu la capitale mondiale du meurtre. Zelaya proposait, entre autres, d'augmenter de 60 % le revenu minimum, d'interdire les mines à ciel ouvert tout comme l'utilisation du cyanure, et de donner accès à tous les enfants à une éducation gratuite. Les mouvements sociaux honduriens ont reproché aux États-Unis et au Canada d'avoir légitimé le régime qui a suivi le coup d'État – un régime sympathique aux investissements états-unis et canadiens, mais mortel pour les militant.e.s des droits humains.

En 2014, environ un an avant son assassinat, Berta a accusé Hillary Clinton d'être l'une des responsables des souffrances des Hondurien.ne.s :

« Nous sortons d'un coup d'État que nous ne pouvons pas mettre derrière nous. Nous ne pouvons pas le renverser. Les responsables sont toujours là. Ensuite, il y a eu

la question des élections, comme le dit elle-même Hillary Clinton dans son livre *Le temps des décisions*, où elle décrit pratiquement ce qui va se passer au Honduras. Ça montre l'ingérence néfaste des Nord-Américains dans notre pays »³.

Le meurtre de Berta a eu lieu pendant le cirque de la campagne électorale états-unienne. Greg Grandin, historien spécialiste de l'Amérique latine, a écrit dans *The Nation* :

« Hillary Clinton sera bonne pour les femmes. Demandez à Berta Cáceres. Sauf que vous ne pouvez pas. Elle est morte. [...] J'ai envie de terminer cet article par un appel aux ami.e.s de Bernie [Sanders] : demandez à Hillary Clinton de rendre des comptes. Demandez-lui, chaque fois que c'est possible, dans les mairies, les rencontres, si elle a déjà rencontré Cáceres, ou si elle est fière de l'enfer qu'elle a aidé à normaliser au Honduras. Mais vraiment, il ne faudrait pas réduire l'assassinat de Cáceres à la stupidité de la politique électorale états-unienne. Toute personne de bonne volonté devrait poser ces questions à Hillary Clinton⁴. »

Le Canada est l'investisseur étranger le plus important au Honduras après les États-Unis. Ses intérêts se concentrent dans les mines, les ateliers de misère, le tourisme. Pendant ce temps, des centaines de militant.e.s environnementaux ou queer, de journalistes, d'avocat.e.s, d'agriculteur.trice.s, ont été tué.e.s par les autorités honduriennes depuis le coup d'État.

Le meurtre de Berta a envoyé un message fort aux militant.e.s : aucun d'entre eux n'est en sécurité au Honduras. Avant d'être assassinée, Berta, qui organisait l'opposition lenca au barrage construit par la compagnie canadienne Hydrosys, a déclaré avoir reçu des menaces de mort de la part de Blue Energy, un autre prospecteur hydroélectrique canadien installé sur un site près de chez elle.

Le gouvernement canadien a signé un accord de libre-échange avec le Honduras en 2011 et a fourni de l'assistance technique dans le cadre d'une nouvelle loi minière passée en 2013, qui offre peu de protection aux populations et à l'environnement. Le Canada est le plus gros investisseur dans le domaine des mines au Honduras. La mine d'or Goldcorp San Martin, désormais fermée, est montrée du doigt pour ses graves impacts sur la santé des populations locales.

Bertha Zúniga Cáceres, la fille de Berta, suit désormais les traces de sa mère dans l'action militante, dénonçant les dérives impérialistes dans son pays. Dans les mois qui ont suivi la mort de sa mère, elle s'est vivement opposée au traité de libre-échange entre le Canada et le Honduras et aux compagnies minières canadiennes, notamment devant un sous-comité parlementaire canadien sur les droits humains, lors d'une session spéciale sur le Honduras. Elle a déclaré au Centre canadien de politiques alternatives :

« Le peuple lenca résiste au colonialisme depuis 500 ans... Et maintenant, le génocide commencé par les envahisseurs

espagnols continue à travers le néocolonialisme. Les compagnies s'approprient le territoire et les ressources, pillent les rivières, l'eau, la terre. Trente-cinq pour cent du Honduras a été cédé à des entreprises privées sous forme de concessions. Notre résistance consiste à affronter le capitalisme sauvage, ce monstre qui veut nous soumettre par la militarisation et l'assassinat⁵. »

Ce monstre est à l'œuvre non seulement au Honduras, mais aussi au Brésil, en Colombie, en République démocratique du Congo, au Guatemala, en Inde, au Mexique, au Pérou, aux Philippines... Selon Global Witness, un nombre record de 207 défenseur.e.s du territoire ont été tué.e.s en 2017⁶.

En somme, le militantisme de Berta Cáceres visait à non seulement s'opposer aux barrages et aux mines, mais aussi aux structures d'oppression servant à justifier la destruction de l'eau et des territoires, ainsi que le déplacement et la dépossession des Autochtones. Lors de la remise du prix à l'Opéra de San Francisco, Berta a lancé cet appel à l'humanité :

« Réveillons-nous! Réveille-toi, humanité! Le temps nous est compté. Nous devons libérer notre conscience du capitalisme vorace, du racisme, du patriarcat, qui ne peuvent qu'assurer notre propre autodestruction ».

Notes

1 Telesur (2016). « Berta Cáceres Received Death Threats from Canadian Company », 6 mars, en ligne : <https://www.telesur.tv.net/english/news/Berta-Caceres-Received-Death-Threats-from-Canadian-Company-20160304-0027.html>

2 Watts, Jonathan (2015). « Honduran indigenous rights campaigner wins Goldman prize », *The Guardian*, 20 avril, en ligne : <https://www.theguardian.com/world/2015/apr/20/honduran-indigenous-rights-campaigner-wins-goldman-prize> (page consultée en novembre 2018).

3 DemocracyNow (2016). « Before Her Assassination, Berta Cáceres Singled Out Hillary

Clinton for Backing Honduran Coup », en ligne : https://www.democracynow.org/2016/3/11/before_her_assassination_berta_Caceres_singled

4 Grandin, Greg (2016). « The Clinton-Backed Honduran Regime Is Picking Off Indigenous Leaders », *The Nation*, 3 mars, en ligne : <https://www.thenation.com/article/the-clinton-backed-honduran-regime-is-picking-off-indigenous-leaders/> (page consultée en novembre 2018).

5 Ismi, Asad (2016). « Canada's "Looting of Honduras" », Canadian Centre for Policy Alternatives' Monitor, novembre/décembre, en ligne :

<https://www.policyalternatives.ca/publications/monitor/monitor-novemberdecember-2016>

6 Global Witness (2018). « At What Cost? Irresponsible business and the murder of land and environmental defenders in 2017 », en ligne : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/at-what-cost/>

7 Goldman Environmental Prize (2015). « Berta Cáceres: 2015 Goldman Prize Recipient South and Central America », en ligne : <https://www.goldmanprize.org/recipient/berta-caceres/>



La crise capitaliste : une attaque à l'eau, à l'énergie et à la vie des femmes

Par le Collectif national des femmes du Mouvement des personnes affectées
par les barrages du Brésil¹

Traduction par Ana Veiga

Ce texte vise à apporter quelques éléments de compréhension afin d'éclairer les conflits qui se jouent actuellement dans des secteurs stratégiques tels l'électricité, l'eau et le gaz, ainsi que de réfléchir à l'impact sur la vie des travailleuses du modèle actuellement implanté au Brésil.

Nous voyons bien que la crise capitaliste que nous vivons est de longue durée; la tendance observée suggère que les contradictions et les conflits iront en s'intensifiant, les capitalistes adoptant des mesures de plus en plus violentes sur les territoires et leurs populations. La Chine et les États-Unis se disputent l'hégémonie afin de déterminer qui d'entre les deux exploitera le monde.

Dans ce contexte, la situation géographique de l'Amérique latine et ses richesses naturelles deviennent des avantages convoités par les groupes économiques capitalistes. Nous percevons la tentative de s'appropriier ces ressources naturelles comme une intervention directe de l'impérialisme. Là où ils rencontrent des résistances, ces acteurs économiques organisent des

coups d'État, de concert avec les systèmes judiciaire et législatif, les médias et la bourgeoisie nationale, à l'instar de ce qui s'est passé au Brésil en 2016.

Cette politique économique se résume à la privatisation et la concession à l'initiative privée de ce qui était auparavant sous le contrôle de l'État et par conséquent la perte de la souveraineté nationale.

Au Brésil, cela se traduit par des mesures telles la modification de la législation du travail, l'approbation de la proposition d'amendement constitutionnel visant à geler pour une durée de 20 ans les dépenses en santé et pour l'éducation publique et l'appropriation illicite des ressources naturelles, de même que par des efforts visant à privatiser des entreprises publiques dans des secteurs stratégiques tels que l'eau, l'électricité et les réserves de pétrole « pré-sel » (pré-salifères)². Ces privatisations sont au cœur du principal instrument institutionnel créé, le Programme de partenariats d'investissement (PPI), qui prévoit la privatisation de 145 projets d'infrastructures. Selon le dernier bilan

du gouvernement, 70 projets ont déjà été mis aux enchères³. Les investissements qui seront mobilisés avec ce transfert s'élèvent à 170 milliards de réaux brésiliens [soit environ 24,5 milliards de dollars canadiens, ndlr], tandis que les sociétés fédérales ajoutent 500 milliards de réaux [soit près de 177 milliards de dollars canadiens, ndlr] de fonds propres⁴.

Dans le cas de l'eau et de l'électricité (qui est principalement générée par des centrales hydroélectriques), le gouvernement et les secteurs alliés au coup d'État tentent de privatiser la plus grande compagnie d'électricité en Amérique latine, l'Eletrobrás. Si ce transfert se réalise, l'entreprise privée qui obtiendra la concession d'Eletrobrás aura sous son contrôle 47 centrales hydroélectriques et leurs lacs de retenue respectifs, et détiendra l'accès aux cours d'eau et aux zones forestières entourant les réservoirs, y compris l'Amazonie brésilienne et le fleuve São Francisco. La stratégie de privatisation a permis de créer un vaste « marché de l'eau » en imposant des redevances pour l'utilisation de l'eau des rivières et des lacs.

Nous sommes des **femmes affectées par des barrages membres du MAB**, un mouvement constitué en 1991 qui rassemble des travailleurs et des travailleuses affecté.e.s par des barrages ou menacé.e.s par de nouveaux projets, ainsi que des travailleurs et travailleuses qui subissent les impacts du modèle énergétique brésilien. Nous sommes un mouvement populaire, autonome, basé sur la participation et l'action collective à tous les niveaux, sans distinction de couleur, de sexe, de religion, de parti politique ou de degré d'instruction, qui œuvre à la défense des droits et à la construction d'un projet énergétique populaire.

Nous percevons la tentative de s'approprier ces ressources naturelles comme une intervention directe de l'impérialisme. Là où ils rencontrent des résistances, ces acteurs économiques organisent des coups d'État, de concert avec les systèmes judiciaire et législatif, les médias et la bourgeoisie nationale [...]

Pour ce faire, plusieurs mesures en vigueur imposent des modifications de la législation brésilienne afin de garantir la privatisation et la facturation des services à l'ensemble de la population.

Au même moment, l'État a garanti, par le biais de lois environnementales souples, les conditions nécessaires pour favoriser la mise en œuvre de nouveaux projets par les entreprises privées, sans qu'il y ait beaucoup « d'obstacles » (comme les promoteurs eux-mêmes le disent) dans leur implantation. Actuellement, en raison de la crise du capitalisme, les projets hydroélectriques ne sont pas à l'ordre du jour. Toutefois, le moment actuel requiert une préparation préalable pour mettre en place les conditions en vue de nouvelles centrales, de nouveaux projets éoliens

et solaires, l'extraction et l'exploitation du lithium (matière première pour les batteries rechargeables), ce qui débouchera sur de nouvelles populations affectées, l'approfondissement des conflits et la violation des droits.

Ajoutez à cela la répression contre les personnes touchées par les barrages par le biais de menaces, la criminalisation et l'assassinat de leaders et de figures politiques qui soutiennent et défendent des causes populaires. L'impunité prévaut dans cette situation, de même qu'en ce qui concerne les crimes sociaux et environnementaux commis par de grandes entreprises, tel le cas Vale [entreprise minière multinationale, anciennement Companhia Vale do Rio Doce, ndlr] et BHP Billiton dans la vallée du Rio Doce en 2015, connues pour le crime de Mariana⁵, dont les victimes cherchent encore à être reconnues et indemnisées, tout comme celui des personnes affectées par le barrage de Belo Monte et d'autres travaux d'infrastructure.

Les revers du secteur de l'énergie et son impact sur la vie des femmes

Toutes ces mesures ont profondément affecté l'ensemble de la classe ouvrière au Brésil. Nous avons conscience qu'il s'agit d'une politique prédatrice visant le patrimoine brésilien dont les conséquences sont ressenties quotidiennement par les travailleurs et les travailleuses, avec l'augmentation des tarifs de l'eau, du gaz de cuisine, de l'énergie électrique, des carburants et des aliments.

À titre d'exemple, la privatisation de l'électricité par de grandes entreprises étrangères dans les secteurs de la production, du transport et de la distribution entraîne comme conséquence directe un prix final élevé pour le consommateur. Le tarif de l'électricité a déjà augmenté en moyenne de 85 % entre 2012 et 2018 pour les consommateurs résidentiels et les petites entreprises, alors que pour la même période l'inflation moyenne était de 30 %.

Un autre exemple est celui du gaz à cuisson (propane) produit dans le pays par la société nationale Petrobras, contrôlée par l'État, avec la participation d'actionnaires privés cotés à la Bourse de New York. En 2014, la population a payé en moyenne R\$ 45,00 par bonbonne de 13 kg. Ce chiffre est maintenant de R\$ 90,00. Cette augmentation signifie que chaque famille doit payer en moyenne R\$ 350,00 de plus par année [soit près de 125 \$ CA, ndlr]. Environ 18 milliards de réaux supplémentaires sont transférés de la poche du travailleur aux actionnaires privés de Petrobras. Cette augmentation est due à la modification de la politique et du contrôle des prix de Petrobras, qui a libéré les prix et commencé à adopter comme référence les prix pratiqués dans les pays étrangers et le cours du dollar.

Sur la base de ces deux exemples de la vie quotidienne, nous considérons que les femmes finissent par être les plus touchées par les politiques et mesures actuelles puisque, dans la structure de cette société patriarcale et sexiste, les femmes sont historiquement responsables des soins et du travail domestique. Nous avons répertorié ci-dessous certains impacts qui, selon notre analyse, affectent les femmes :

- » Lorsque les tarifs de l'énergie ou du gaz augmentent, cela entraîne une surcharge de travail pour les femmes, qui cessent d'utiliser de nombreux appareils (tels que laveuse, mélangeur, aspirateur, etc.) afin de réduire leurs factures d'énergie. Dans le cas du gaz pour la cuisine, les femmes doivent remplacer celui-ci par du bois de chauffage et il leur incombe généralement de le collecter. Selon les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistique, plus de 1,2 million de ménages ont commencé en 2018 à utiliser du bois de chauffage ou du charbon de bois pour préparer la nourriture⁶.
- » L'augmentation des prix de l'électricité et du gaz a un effet direct sur la diminution du revenu disponible pour les ménages et sur le budget familial. Afin de faire face à ces



Photographie par Viviana Rojas Flores

augmentations constantes, il est nécessaire de réduire les coûts dans d'autres domaines essentiels tels que la nourriture, l'habillement, les loisirs et le transport, ce qui a une incidence sur la qualité de vie. Comme cela a déjà été constaté dans l'expérience des familles affectées par des barrages et par des spécialistes en matière d'alimentation, la solution trouvée par les ménages est de réduire les dépenses alimentaires afin de pouvoir payer la facture associée à la consommation énergétique⁷ ou pour économiser le gaz et ainsi le faire durer plus longtemps.

- » L'augmentation de la faim est un autre effet pervers de la hausse du prix du gaz. Il existe de nombreux cas de familles qui ne peuvent plus acheter de gaz de cuisson et où les mères en viennent à considérer l'école comme l'unique source de nourriture pour leurs enfants⁸. Ou alors elles se privent de nourriture, comme le rapporte

Maranho dans la recherche qu'elle a effectuée : « Les femmes sont généralement les dernières à se nourrir à la maison. Et afin de pouvoir payer la facture d'électricité à temps, elles économisent de l'argent. Elles mettent donc moins de nourriture dans la casserole et elles doivent se contenter de ce qui reste après que le mari et les enfants aient déjà mangé »⁹.

- » La qualité de l'énergie électrique est un autre aspect important. Les entreprises privées n'investissent pas suffisamment dans la qualité du service fourni. Par conséquent, de nombreux appareils ont été abîmés en raison des coupures de courant constantes, ce qui pénalise encore davantage le travail quotidien des femmes et réduit les revenus déjà serrés des familles qui se voient contraintes d'acheter de nouveaux appareils.

- » L'augmentation des accidents domestiques peut également être liée à la hausse du prix du gaz de cuisson : celle-ci a en effet amené plusieurs personnes à improviser des solutions pour chauffer et cuire des aliments, ce qui a provoqué un grave problème de brûlures chez les populations à faible revenu. Les cas de brûlures ont augmenté de 60 % dans certains États en raison du remplacement du gaz par de l'alcool¹⁰.

- » On anticipe une détérioration continue de la situation au cours des années à venir du fait de l'implantation des compteurs électroniques dans l'ensemble du Brésil. En effet, le moment où le prix de l'énergie sera le plus élevé correspond à celui où les femmes – en particulier celles qui travaillent à l'extérieur – effectuent les travaux ménagers (soit en début de matinée et en fin d'après-midi).

Dernières réflexions

Notre analyse indique que le modèle de marché implanté dans le pays, couplé à la conjoncture de crise actuelle, montre sa perversité sur le quotidien de la classe ouvrière, dans la mesure où il répond aux intérêts des actionnaires au détriment du bien-être de la population. Il devient de plus en plus difficile de payer les factures : pour donner une idée, 30 % du budget d'une famille qui gagne le salaire minimum est destiné à payer les factures d'électricité, d'eau et de gaz.

Pour contrer cela, le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) cherche, dans son plan de lutte, à influencer et à renforcer la résistance des familles affectées par les barrages, à lutter pour leurs droits qui ont été historiquement niés, pour des indemnisations justes, pour la reprise des territoires, pour le droit à l'information et à la consultation préalable aux projets. Le MAB se bat aussi pour transformer les politiques publiques et sociales, pour l'accès à l'eau et à l'électricité et, enfin, pour améliorer la qualité de la vie des populations affectées par les barrages.

Nous avons rejoint la Plateforme ouvrière et paysanne pour l'eau et l'énergie (Plataforma Operária e Camponesa da

Água e Energia) dans des luttes plus larges pour défendre la souveraineté nationale dans les domaines de l'eau et de l'énergie, contre les privatisations, contre les tarifs élevés du gaz, du carburant et de l'électricité, bases d'un projet énergétique populaire. Dans la même veine, nous avons rejoint le Front populaire brésilien (Frente Brasil Popular), où sont menées des luttes pour la défense de la démocratie, contre le coup d'État et pour des changements structurels garantissant une meilleure qualité de vie à l'ensemble de la population.

Au niveau international, l'effort que nous avons fait a été de nous joindre à la lutte des personnes touchées par les barrages dans d'autres pays, notamment en Amérique latine. À cette fin, nous avons mis sur pied, de concert avec des organisations de plusieurs pays, le Mouvement des personnes affectées par les barrages (Movimiento de Afectados por Represas, MAR), où sont mises en commun les luttes et les expériences propres à chacun des pays impliqués. Une unité est ainsi créée autour des droits des peuples, du projet d'énergie populaire, de même qu'une unité quant aux actions contre les entreprises privées qui s'établissent dans les différents pays

pour accumuler des profits au détriment des enjeux sociaux, environnementaux, culturels et économiques.

Nous estimons qu'il est urgent et nécessaire de construire une unité latino-américaine entre les peuples autour des problèmes communs à toutes les populations de la région, mais aussi de montrer la voie à suivre dans la construction de projets de souveraineté nationale dans tous les pays, en y impliquant l'ensemble des personnes affectées par les barrages de même que tous les autres travailleurs et travailleuses.

Les contradictions se révèlent et notre tâche est de les élucider de plus en plus pour, en partant de l'indignation populaire, pouvoir organiser des luttes de résistance qui cherchent à transformer les racines des anciennes structures.

Les femmes, l'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises!

Notes

1 Ont contribué à l'élaboration de cet article : Daiane Carlos Höhn (mabdaiane@hotmail.com), Yara de Freitas (yara.nai05@gmail.com) et Rogerio Paulo Höhn (mabrogerio@hotmail.com).

2 Les champs pétrolifères dits pré-sel se situent dans la croûte terrestre, sous des couches de sel, à environ 7 000 m de profondeur et sont très difficiles à exploiter. (Source : <https://www.alternatives-economiques.fr/brasil-une-nouvelle-diplomatie-energetique/0007500Z.ndlr>)

3 PPI : Balanço de 2017. Publié en décembre 2017.

4 Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos (2018). *Empresas estatais e desenvolvimento: considerações sobre a atual política de desestatização*. Nota Técnica, numéro 189, janvier 2018. En ligne : <https://www.dieese.org.br/notatecnica/2018/notaTec189Estatais.html> (page consultée en novembre 2018)

Les fonds propres désignent les capitaux propres apportés par les actionnaires d'une société. Les fonds propres servent à financer une partie de l'investissement et ils servent de garantie aux

créanciers de la société qui acceptent de financer l'autre partie de l'investissement. (Source : <https://droit-finances.commentcamarche.com/faq/23804-fonds-propres-definition.ndlr>)

5 Le 5 novembre 2015, près de la ville de Mariana, un barrage de déchets miniers de la compagnie Samarco s'est rompu, déversant 55 millions de m³ de boues toxiques dans la vallée du fleuve Rio Doce. Cette coulée de boue a provoqué la mort de 19 personnes et affecté la vie d'environ un million de personnes selon les estimations du MAB, qui accompagne les sinistrés et lutte pour que justice soit faite. (Source : <https://www.bastamag.net/Crime-de-Mariana-Justice-pour-le-peuple-Krenak-et-pour-un-million-de-personnes.ndlr>)

6 « Com preço do gás nas alturas, 17,6 % dos brasileiros usam lenha ou carvão para cozinhar », Brasil 247, 26 avril 2018, en ligne : <https://www.brasil247.com/pt/247/economia/352688/Com-pre%C3%A7o-do-g%C3%A1s-nas-alturas-176-dos-brasileiros-usam-lenha-ou-carv%C3%A3o-para-cozinhar.htm>

7 Neiva, Silva Andréia da. Coelba. Privatização e os impactos da tarifa de energia na economia das famílias camponesas. Trabalho de Conclusão de Curso de Especialização, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, mars 2010.

8 Longo, Ivan (2017). « Crueldade e absurdo », *Revista Fórum*, 30 novembre 2017, en ligne : <https://www.revistaforum.com.br/crueldade-e-absurdo/> (consulté en mai 2018).

9 Maranhão, Lucia Fátima (2010). Barragem, uma ameaça na vida das mulheres trabalhadoras. Trabalho de Conclusão de Curso de Especialização, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, mars 2010.

10 Torres, Camila (2017). « Mais de 60 % dos queimados atendidos em hospital de referência são vítimas de acidentes com gás clandestino e álcool, diz médico », TV Globo- Pernambuco, 13 décembre 2017, en ligne : <https://g1.globo.com/pe/pernambuco/noticia/mais-de-60-dos-queimados-atendidos-em-hospital-de-referencia-sao-vitimas-de-acidentes-com-gas-clandestino-e-alcool-diz-medico.ghtml>

Je suis toi, dans une autre vie

Yo soy tú, en otra vida

Par F. H Daniel

Traduction par Pierre Bernier

Sur ce long sentier qui me voit marcher,
sous le soleil éphémère qui arrache, subtilement,
les cendres de mes pas.

Raconter ce qui s'est passé.
Ce n'est jamais assez,
le bien parmi les biens.

Je suis toi,
dans une autre vie,
peut-être,
sans tradition occidentale,
seuls les vestiges d'un futur fatal.
Rouge, Bleu, Jaune, Noir et l'infini.

Une prière! Qui sera debout?
Les corps illuminés d'ombres?
Que diront-ils?
Un rêve? Des mythes? Les abîmes?
Une maison en ruines?
Un banquet de miettes?

Le Droit? Où est-il?
Là-bas! Par terre.
La fin n'est pas pour toujours.

Nous marchons, visage effacé,
sur ce chemin
qui se termine très loin.

N'ayez pas peur,
ne détournez pas votre regard,
quand j'aurai fini
d'enlever mon masque.

Dans le vide,
ma voix se fait écho.
Le néant enveloppe,
je l'entends,
je le sens.

Le silence demeure,
ferme les portes,
rit des mortes,
comme un loup macabre.

Et mon visage?
Je ne l'ai jamais vu.

*En este largo sendero que me ve caminar,
bajo el efímero sol que me arranca
las cenizas, sutilmente, de mis pasos.*

*Narrar lo que pasó.
Nunca es suficiente,
el bien entre los bienes.*

*Yo soy tu,
en otra vida,
puede ser,
sin la tradición occidental,
solo los vestigios de un futuro fatal.
Rojo, Azul, Amarillo, Negro y el Infinito.*

*¡Una plegaria! ¿Quién estará de pie?
¿Los cuerpos iluminados de sombras?
¿Qué dirán ellos?
¿Un Sueño? ¿Mitos? ¿Los abismos?
¿Una casa en ruinas?
¿Un banquete de migajas?*

*¿El derecho? ¿Dónde está?
¡Allá! En el suelo.
El final no es para siempre.*

*Caminamos, rostro desvanecido,
en este camino
que termina muy lejos.*

*No tengan miedo,
no desvíen la mirada
cuando haya terminado
de quitarme la máscara.*

*En el vacío,
mi voz hace eco.
La nada envuelve,
le escucho,
le siento.*

*El silencio se queda,
cierra las puertas,
ríe de las muertas,
como un lobo macabro.*

*¿Y mi rostro?
Nunca le vi.*

Note de l'auteur :

Dans ce texte, je hausse la voix contre le machisme, contre les disparitions, les féminicides, les enlèvements et les homicides en Amérique latine. J'évoque les femmes et leurs pèlerinages quotidiens sur les routes poussiéreuses, pleines de déchets, vers leurs lieux de travail ou d'étude, et leurs foudroyantes disparitions. Je parle aussi de la façon dont le CDHAL élève la voix et agit afin que ces crimes ne restent pas impunis, dans une société qui n'aime pas regarder sa propre barbarie, son propre visage.

F.H Daniel est né au Mexique en 1992, dans la ville de Cordoba (État de Veracruz). Il a émigré à Montréal en 2008. À travers les arts plastiques, la poésie et la musique, il cherche à lutter contre la désensibilisation des temps modernes et l'oubli de la signification de ce qu'est être humain.

Apolat Talpan Tajpiani et sa mission de lutte permanente pour la vie

Par Claudia Marina Olvera Ramírez, avec la collaboration de Pierre Beaucage

Traduction par Amelia Orellana

Une rencontre pour la défense de la vie et du territoire de la Sierra Nororiental de Puebla

Le 22 octobre 2017, à l'aube, nous sommes partis des onze différentes communautés autochtones et métisses de la vallée de l'Apulco (Apolat) qui font partie de l'organisation Apolat Talpan Tajpiani¹ afin de nous rendre au lieu de réunion. Nous avons fait le chemin ensemble, sur l'autoroute Interserrana. Peu importe qu'elle soit très endommagée par les pluies, aujourd'hui il fait soleil, et nous acquittant du mandat qui nous a été confié en assemblée, nous allons porter la parole de notre organisation à nos frères et sœurs réunis aujourd'hui à San Felipe Tepatlan, sur les rives de la rivière Ajajalpan. On y célèbre la 22^e Assemblée pour la défense de la vie et du territoire des peuples maseual (nahuatl), totonaque et métis.

Nous sommes reçus.e.s dans les maisons, avec un café chaud et du pain, comme le veut la coutume de la Sierra Nororiental de Puebla. Des gens y arrivent de tous les coins de la *sierra*. On se rassemble à l'entrée du village pour la marche qui va

commencer. Une fois dans l'auditorium, deux femmes, des piliers dans cette lutte pour la vie, commencent la prière aux quatre points cardinaux, selon la spiritualité qui se pratique sur ces terres. Des membres du Conseil des anciens s'unissent à elle, puis c'est la Danse des *voladores*. Ensuite, c'est l'heure où nous, les Apolat, présentons la lutte de défense que nous menons depuis près de six ans contre les projets de barrages hydroélectriques. Il est important de transmettre notre expérience, pour la diffuser et communiquer, mais surtout pour que nos frères et sœurs totonaques de l'Ajajalpan sachent qu'ils peuvent compter sur notre appui, tout comme l'ensemble des peuples de la sierra et de l'État voisin du Veracruz. Ils ne sont plus « ceux de là-bas » : nous sommes ensemble, dans une seule lutte pour la vie.

Cela fait déjà plusieurs années que les rivières tumultueuses de la Sierra Nororiental de Puebla suscitent l'intérêt des entreprises hydroélectriques et de l'État mexicain; la Loi sur la réforme énergétique prétend inclure le secteur privé dans une transition vers l'« ère postpétrole ». La construction d'une

dizaine de barrages hydroélectriques de nouvelle génération² est prévue. L'intérêt pour ces barrages va de pair avec les projets miniers à ciel ouvert, dont le fonctionnement nécessite beaucoup d'énergie. Face à cette situation, les organisations nahuas, totonaques et métisses de la région ont, en 2012, senti le besoin d'unir leurs forces au niveau régional; c'est ainsi que le Conseil Tiyat Tlali (soit « Terre », dans les deux langues autochtones) a été créé.

Une dimension internationale : les entreprises canadiennes

Le 12 octobre 2017, pendant que le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, était en visite au Mexique, débutait à Montréal le colloque international « Lutttes autochtones pour le territoire : Amérique latine et Québec ». L'événement a réuni des représentant.e.s de plusieurs peuples autochtones des Amériques, du Chili jusqu'au Québec, afin de mettre en lumière les menaces et destructions auxquelles ces peuples font face sur leurs territoires dû aux projets extractifs, canadiens pour la plupart. L'invitation à participer à ce

Claudia Marina Olvera Ramírez est une jeune militante métisse de Talcozaman, dans la vallée du haut Apulco. Elle est responsable de la pastorale sociale de la Sierra Nororiental de Puebla. En plus de ses occupations agricoles et de son engagement au sein d'Apolat Talpan Tajpiani, elle chante et écrit de la poésie (voir le texte Être femme Apolat Talpan Tajpiani, dans ce même numéro).

Pierre Beaucage est professeur émérite en anthropologie à l'Université de Montréal. Pierre et Claudia, en collaboration avec Leonardo Duran Olguin et Ignacio Rivadeneira Pasquel, ont également publié, au sujet des luttes pour le territoire dans la Sierra, l'article intitulé « Con la ayuda de Dios. Crónica de luchas indígenas actuales por el territorio en la Sierra Nororiental de Puebla » dans le Journal de la Société des Américanistes (2017, Vol. 103, no 1, p. 239-260).



Les représentant.e.s des communautés discutent de la situation et de la stratégie à suivre

Photographie par Miriam Bautista Gutiérrez

colloque nous était parvenue au mois de mai et nous, les Apolat Talpan Tajpiani, avons décidé d'y participer avec d'autres camarades de la Sierra. Le message qu'a transmis la camarade qui nous représentait lors de cet événement était : « Il ne peut avoir de dialogue au sujet de la mine, car la vie ne peut être négociée ». C'est une entreprise canadienne, Almaden Minerals, qui détient la majeure partie des concessions dans la Sierra Nororiental de Puebla, soit 72 % du total. Ce colloque fut un espace qui a servi à se connaître, à apprendre et à partager au sujet des luttes d'autres peuples d'Amérique latine et du Canada qui subissent les mêmes assauts³.

La deuxième bataille de l'Apulco

La tumultueuse rivière Apulco parcourt le territoire nahua, dans une région intermédiaire entre la haute et la basse montagne. En 1862, menés par Juan Francisco Lucas, les autochtones de la Sierra y ont gagné une importante victoire contre les forces de l'Intervention française. En 2012, l'entreprise OLCLE est arrivée à Cuauhximaloyan (Municipalité de Xochiapulco) en annonçant son intention de construire un barrage hydroélectrique. En 2013, l'entreprise Gaya a fait l'annonce de son projet dans le village de San Juan

Tahitic (Municipalité de Zacapoaxtla). En novembre 2014, l'entreprise Ingenierios civiles y Asociados (ICA) a présenté une étude d'impact environnemental pour un projet de grande envergure sur l'Apulco : quatre barrages qui affecteraient 26,5 kilomètres du lit de la rivière et, par conséquent, le bassin de l'Apulco.

La mobilisation du haut de la vallée de l'Apulco a tout d'abord commencé au niveau communautaire. Les habitant.e.s de San Juan Tahitic ont la réputation d'être très combattifs⁴. Dès que la population a pris connaissance du projet de Gaya, elle l'a refusé. Un jour, les habitant.e.s sont allé.e.s « accueillir » les ingénieurs responsables du projet en leur bloquant le chemin, exigeant que leur décision soit respectée. Une résolution a été rédigée puis remise au Conseil municipal. Celle-ci demandait au maire et à la municipalité de respecter la décision de la population de San Juan Tahitic. Gaya a cessé les travaux et à ce jour ne les a pas repris. À Cuauhximaloyan, la population avait été informée par les gens des villages voisins qui affrontaient déjà des projets miniers à ciel ouvert. Quand l'entreprise est revenue pour les informer des « bontés » de son projet, la réponse de la communauté et de ses autorités a été un refus catégorique.

Les habitant.e.s de Talcozaman, quant à eux, se sont mobilisés face aux quatre projets hydroélectriques d'ICA. Ils et elles avaient déjà une expérience de lutte contre une concession minière dans leur chef-lieu, à Tetela de Ocampo, et étaient appuyés par Tiya Tlali et par la Pastorale sociale. Des assemblées ont été organisées et ont réuni les habitant.e.s des communautés riveraines de la rivière. Une résolution a été rédigée et envoyée au ministère de l'Environnement et des ressources naturelles (Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, SEMARNAT). Les études d'impact environnemental présentées par ICA y étaient fortement critiquées et les lacunes dont faisait preuve le projet ont mené à son rejet par le ministère. Le promoteur a réagi en présentant un projet « amélioré », où il reconnaissait l'ampleur du complexe qui liait les quatre barrages et supprimait la ligne de haute tension à Cuetzalan en la remplaçant par une autre, allant vers Zacapoaxtla.

Les communautés ont répondu en novembre 2015 en se réunissant en assemblée. Elles ont alors décidé que la lutte pour la vie et le territoire devait être permanente, que les communautés, à travers leurs assemblées communautaires, formeraient des comités de défense du territoire; elles ont aussi convenu de transmettre ce message aux communautés qui n'avaient pas encore été informées afin qu'elles puissent elles-mêmes prendre les décisions concernant leurs territoires. C'est ainsi qu'ont surgi les assemblées de l'Apulco, qui deviendraient par la suite les « comités de défense » actuellement nommés Apolat Talpan Tajpiani.

À l'initiative des communautés de la municipalité de Cuetzalan, dans la vallée du bas Apulco, un document d'analyse de la nouvelle étude d'impact environnemental concernant le projet des quatre barrages a été rédigé. Des années auparavant, ces communautés avaient formé le Comité d'aménagement territorial de Cuetzalan, qui avait décidé d'interdire les mégaprojets miniers et hydroélectriques sur le territoire de la municipalité. En septembre 2016, une première victoire a

été obtenue : le ministère a rejeté l'étude d'impact environnemental déposée par l'entreprise, parce qu'elle ne tenait pas compte de l'environnement de la vallée de l'Apulco.

Par ailleurs, lors de l'assemblée du mois d'avril 2016, des habitant.e.s du chef-lieu de Xochiapulco se sont présenté.e.s, avisé.e.s de la rencontre par leurs voisin.e.s de Cuauhximaloyan. Les gens de Xochiapulco venaient demander le soutien de l'assemblée : une entreprise engagée par la Commission fédérale de l'électricité (CFE) était en train d'installer un nouveau réseau d'énergie électrique en direction de leur village et, selon des amis ingénieurs qui avaient été consultés, les caractéristiques de l'ouvrage portaient à croire qu'il n'était pas destiné à l'approvisionnement local. Les deux assemblées suivantes ont donc eu lieu à Xochiapulco, où on a appris que le territoire était sous concession minière, en plus d'être visé par l'industrie hydroélectrique. Xochiapulco s'est jointe au mouvement, tout comme les autres communautés affectées de la vallée de l'Apulco, de l'Ateno et du Zempoala⁵.

L'étape suivante a été de passer d'une opposition à l'échelle communautaire à une prise de position au niveau municipal. C'est ainsi que les autorités de Zacapoaxtla et Xochiapulco, en conseil ouvert, ont déclaré leurs municipalités « interdites aux mégaprojets ». Le cas de Xochiapulco est intéressant. Dans sa déclaration du 30 avril 2016, le maire y a rappelé le rôle central joué par les autochtones de la région lors de la victoire contre les envahisseurs français dans les années 1860 : « Récupérons le protagonisme historique ! », a-t-il lancé.

Caractéristiques de la lutte pour la défense des rivières et des territoires dans la vallée de l'Apulco

La lutte pour la défense du territoire a eu, jusqu'à maintenant, une ampleur moindre dans la haute vallée de l'Apulco, comparativement à ce qui se passe dans la basse montagne. Une des raisons est que la population du Haut

Apulco (culturellement plus hétérogène que les territoires nahua et totonaque situés plus bas) se définit comme étant métisse, et qu'elle est plus influencée par le discours de « progrès » transmis par les médias de masse et le gouvernement. De plus, au cours des XIX^e et XX^e siècles, certaines communautés ont pris part à des luttes agraires qui ont laissé la région divisée. Plus récemment, dans les années 1970-80, une expérience de mobilisation politique a eu un effet décourageant sur les communautés locales : l'Union paysanne indépendante (Unión Campesina Independiente, UCI) et le « Flambeau paysan » (Antorcha Campesina, AC), deux groupes aux discours radicaux qui ne rejetaient pas les tactiques violentes, se sont livrés à une lutte obstinée. Le résultat a finalement été l'élimination de l'UCI, et l'AC est depuis restée au pouvoir dans la municipalité de Huitzilán de Serdán. Les municipalités voisines, démobilisées, sont retournées vers les partis traditionnels. C'est ainsi que le travail de conscientisation et d'organisation a pratiquement dû repartir de zéro, avec l'appui essentiel des organisations régionales comme Tiyat Tlali.

Les actions pour la défense de la vie : un regard sur le territoire

Les actions incluent une large gamme de démarches administratives ou légales, autant que des pressions politiques ou des actions directes. Chaque région possède des caractéristiques spécifiques et sa propre histoire. C'est la Haute Sierra, une zone d'agriculture de subsistance et de forte migration, qui a subi le premier assaut de l'extractivisme, par le biais du capital minier transnational et mexicain. Une réponse s'est organisée au niveau local, autour de la contestation légale et juridique (Tetela contre la compagnie minière mexicaine Frisco, l'*ejido*⁶ Tecoltemic contre la minière canadienne Almaden Minerals) et l'action directe (l'expulsion de JDC Minerales, compagnie chinoise, de la municipalité de Zautla). Ce type de lutte a, à ce jour, été suffisant pour mettre fin à l'offensive des minières : le seul projet qui continue ses opérations, quoi qu'il ait été freiné lors de sa

phase exploratoire, est celui d'Almaden Minerals à Santa María Zotolan, dans la municipalité d'Ixtacamaxtitlán.

En ce qui a trait aux pressions politiques, la mise en place d'un projet exige, selon la loi, que le maire appose sa signature pour autoriser le changement d'affectation des terres. Dans six municipalités⁷, les pressions faites sur les autorités ont été suffisantes pour que les municipalités se déclarent « interdites aux mégaprojets ». Dans d'autres municipalités, comme celle d'Olintla, où les autorités appuyaient la construction du barrage, les opposant.e.s ont attendu les élections et appuyé le candidat qui ne permettrait pas l'installation de mégaprojets. Les maires sont toutefois l'objet de beaucoup de pressions, tant politiques qu'économiques, et ils peuvent changer d'avis. Ainsi, le maire de San Felipe Tepatlán qui, en 2015, avait rejeté par écrit le barrage Comexhidro-Deselec, a décidé le 10 octobre 2016 d'autoriser le changement d'affectation des terres. La réponse n'a pas tardé à suivre : le 23 octobre, pour montrer que la lutte continuait, l'organisation totonaque Makxtum Kgalhaw Chuchutsipi a organisé une rencontre pour « célébrer la vie en défendant nos rivières ». Un an plus tard, le 20 octobre 2017, l'Assemblée pour la défense de la vie et du territoire se réunissait de nouveau à San Felipe Tepatlán. De telles actions directes peuvent donc être organisées en appui aux démarches légales lorsque celles-ci sont paralysées, de même que pour augmenter les pressions politiques lorsque ces dernières s'avèrent insuffisantes.

Ainsi, en décembre 2012, des camarades de toute la région sont allé.e.s soutenir le rassemblement organisé par les autochtones du village d'Ignacio Zaragoza contre le barrage de Grupo Mexico. Malgré la répression immédiate, cette action, grâce à son impact médiatique, a contribué à l'abandon du projet par l'entreprise quelques mois plus tard. Cet objectif est celui qu'avaient les Cuetzaltecos lorsqu'ils et elles ont, pendant dix mois, occupé un campement devant le futur site de la sous-station électrique de Cuetzalan, alors que les

autorités municipales avaient accepté la construction d'une ligne de haute-tension dans la municipalité.

Nous, les comités de défense de l'Apulco, avons exprimé notre solidarité en leur apportant des provisions et en faisant une prière sur les lieux.

Jusqu'à maintenant, la stratégie adoptée par les communautés autochtones et métisses a fonctionné! Tout au long de l'Apulco ainsi que dans toute la Sierra, les mégaprojets ont été arrêtés. Frisco a interrompu ses explorations minières à Tetela tout comme la compagnie Minera Autlan à Cuetzalan et à Tlalauquitepec. Grupo Mexico a abandonné son projet hydroélectrique à Olintla et Gaya a vu son projet suspendu à San Juan Tahitic. Les projets d'ICA, dans la vallée de l'Apulco, et de GESA, dans la vallée du Zempoala, ont été rejetés par la SEMARNAT. En septembre 2017, à Cuetzalan, les autorités municipales se sont adressées par écrit au Conseil Maseual Altepe Tajpiani afin de signaler qu'elles ne renouvelleraient pas le permis de construction de la sous-station électrique.

Toutes les compagnies n'abandonnent cependant pas. Malgré le mouvement d'opposition dans la municipalité de Ixtacamaxtitlan et l'injonction obtenue par l'*ejido* Tecoltemic, l'entreprise minière canadienne Almaden Minerals non seulement continue ses forages d'exploration, mais elle a également engagé un cabinet d'avocat.e.s afin d'échapper à son obligation d'accepter

une consultation préalable de la communauté et de payer les redevances prévues (7,5 %). À la suite de l'annonce faite par l'entreprise d'étendre ses opérations au village voisin de Loma Larga, la communauté s'est mobilisée pour empêcher le passage de la machinerie. Comme l'exploitation à ciel ouvert du « Ixtaca Site » contaminerait toute la vallée de l'Apulco, les Apolat Talpan Tajpiani ont offert tout leur appui aux habitant.e.s de Ixtacamaxtitlan. Le patronat laisse libre cours à sa colère, injuriant ces protestataires qui « empêchent l'investissement et le développement »⁸.

Les projets de vie

D'où vient la capacité d'organisation des peuples de la Sierra Nororiental à orchestrer des marches, des rassemblements et des assemblées? On trouve la réponse en observant la célébration des fêtes patronales : la sélection des responsables (*mayordomos*), la réciprocité entre les familles, la collaboration avec les autorités locales. Tout cela permet de mobiliser les talents et les ressources nécessaires à la fabrication des figures de cire monumentales, au transport du mat destiné à la danse du *volador*, à l'exécution des danses rituelles (costumes, musique, pratiques), à l'approvisionnement en nourriture et en boisson pour tout.e.s les participant.e.s. Bien que l'agriculture suscite la coopération entre plusieurs foyers (échange de journées de travail), que le système de parrainage permet de tisser un dense réseau de relations de respect mutuel, la fête est une occasion de coopération

à grande échelle. À travers elle, l'identité collective se renforce d'année en année. Ainsi, suivant le même modèle que la fête patronale, chaque assemblée pour la défense de la vie et du territoire a comme hôte un des villages participants. L'union entre peuples, entre communautés ou entre régions dépasse les limites des paroisses, des municipalités et même des États.

D'autres relations régionales et globales, issues des nouvelles pratiques économiques et politiques (coopératives, comités, assemblées), sont actuellement en train d'émerger dans la Sierra. On peut observer comment la vision du monde et les valeurs autochtones et paysannes fondamentales ne sont pas effacées par la pénétration de la modernité (éducation, communications), et qu'elles peuvent servir de base à une modernité qui soit appropriée par la majorité.

Les assemblées des Apolat Talpan Tajpiani sont un espace qui permet également de grandir : au point de vue des connaissances (un sujet particulier est étudié à chaque réunion), de l'autonomie et de l'autodétermination (on pratique le dialogue et on adopte des ententes), de la spiritualité (on y reconnaît la vie en toute chose) et de la coexistence avec les autres. Tout ceci n'est pas vu comme une réussite de plus pour le mouvement, sinon comme ce qu'il y a de plus important dans cette lutte pour la vie et pour le territoire : les projets de vie, qui sont la vie même.

Notes

1 Apolat Talpan Tajpiani signifie « les gardien.ne.s des terres de l'Apolat ».

2 L'eau y est canalisée sur plusieurs kilomètres avant d'activer la turbine dans la salle des machines. Les conséquences directes sont l'inondation en amont du barrage et, en aval, la disparition de la rivière sur des kilomètres.

3 Le colloque a été filmé par Stephen Schnoor de l'Université McGill et peut être visionné de manière intégrale en ligne : <http://cicada.world/events/colloquium-2017>

4 Dans les villages voisins, on dit, pour rigoler, que pour aller à Tahitic, il vaut toujours mieux apporter un sac en bandoulière. Il pourrait servir au retour pour y mettre notre tête.

5 Tecuicuilco, de Tetela de Ocampo; Atzalan, de Xochiapulco; Xilita, Xalacapan et Las Lomas (avec une concession minière) de Zacapoaxtla; Huahuaxtla et Apulco de Xochitlán et Cuautapehual de Nauzontla. Les communautés de Xilita y Cuautapehual sont également affectées par le projet hydroélectrique San Antonio que veut construire l'entreprise Generación Eléctrica San Antonio (GESA) sur les rivières Ateno et Zempoala, dans les municipalités de Xochitlán, Zoquiapan, Atlequizayan, Nauzontla et Zapotitlan. C'est pour cela qu'ont été organisées les assemblées des Apolat Talpan Tajpiani à Zoquiapan, auxquelles des habitant.e.s de Xochitlan ont également participé.

6 Les *ejidos* mexicains sont des communautés constituées sur les terres des grands domaines qui ont été

redistribuées lors de la réforme agraire qui a suivi la révolution mexicaine de 1910-1917.

7 Cuetzalan, Zoquiapan, Xochiapulco, Tuzamapan, Zacapoaxtla et Ayototxo.

8 Lors d'une entrevue au journal Reforma, Jacobo Meckler, président d'Amexhidro, (Asociación Mexicana de Empresas Hidroeléctricas) se plaint amèrement : « Il y a des projets freinés, quatre barrages hydroélectriques à Puebla et Veracruz, 240 mégawatts ». Son collègue, Adrián Escofet, président de l'Association mexicaine d'énergie éolienne (Asociación Mexicana de Energía Eólica), va encore plus loin, accusant des « groupes étrangers » de provoquer les conflits.

Être femme Apolat Talpan Tajpiani¹

Femmes autochtones, métisses.

Femmes communautaires

Par Claudia Marina Olvera Ramírez

Traduction par Pierre Bernier, Joëlle Gauvin-Racine et Emma Saffar

Je t'envoie un texte. Avec mon cœur et ma pensée.

En espérant qu'un peu de nous, de nous toutes, puissent se rendre jusque là-bas. Mais surtout pour faire savoir aux femmes de ces terres que pour être femme défenseure du territoire, il n'est pas nécessaire de cesser d'être femme.

Nous ne sommes pas en train de laisser derrière ou de mettre de côté ce que nous sommes, ce que nous faisons, ce que nous voulons faire ou ce que nous avons fait.

Nous apprenons les concepts spécifiques au sujet de la défense du territoire.

Nous redonnons de la valeur à la communauté, la solidarité, la communication, la confiance en l'autre. À la responsabilité, la gratitude, la spiritualité.

Et nous avons vu et on nous a enseigné.

Que toutes ces valeurs et ces façons de vivre se retrouvent dans les cultures originelles, celles-là mêmes que nous vivons, parfois inconsciemment. Celles que nous délaissions parfois. Et alors nous les reprenons, nous les revalorisons, et nous les vivons.

Que nous allons, que nous vivons en marchant, protégées par nos grands-mères, accompagnées par nos mères et nos sœurs, en plus d'être guidées par nos filles.

Car ce que nous faisons, nous le faisons en grande partie pour celles qui s'en viennent, qui déjà sont en marche.

Oui, nous nous portons à la défense de la vie, c'est dans notre nature.

En tant que mères, vocation vivante dans notre cœur, mission choisie. En tant qu'épouses.

Celles d'entre nous qui célébrons et accomplissons la parole, résolues à protéger la vie, la protéger de la mort, de ces projets de mort qui ne peuvent qu'être combattus et vaincus en célébrant la vie elle-même.

Professionnelles, intellectuelles, paysannes, jeunes femmes, petites filles, grand-mères, femmes de communauté... Chacune en faisant le travail qui est le sien, pas plus importante l'une que l'autre, l'une complétant l'autre... Celles qui marchent, celles qui cuisinent, celles qui prient, celles qui enseignent, celles qui souffrent, celles qui sont heureuses.

Doña² Margarita repoussant féroce-ment les ingénieurs de San Juan Tahitic, quelle force de femme, quelle intelligence.

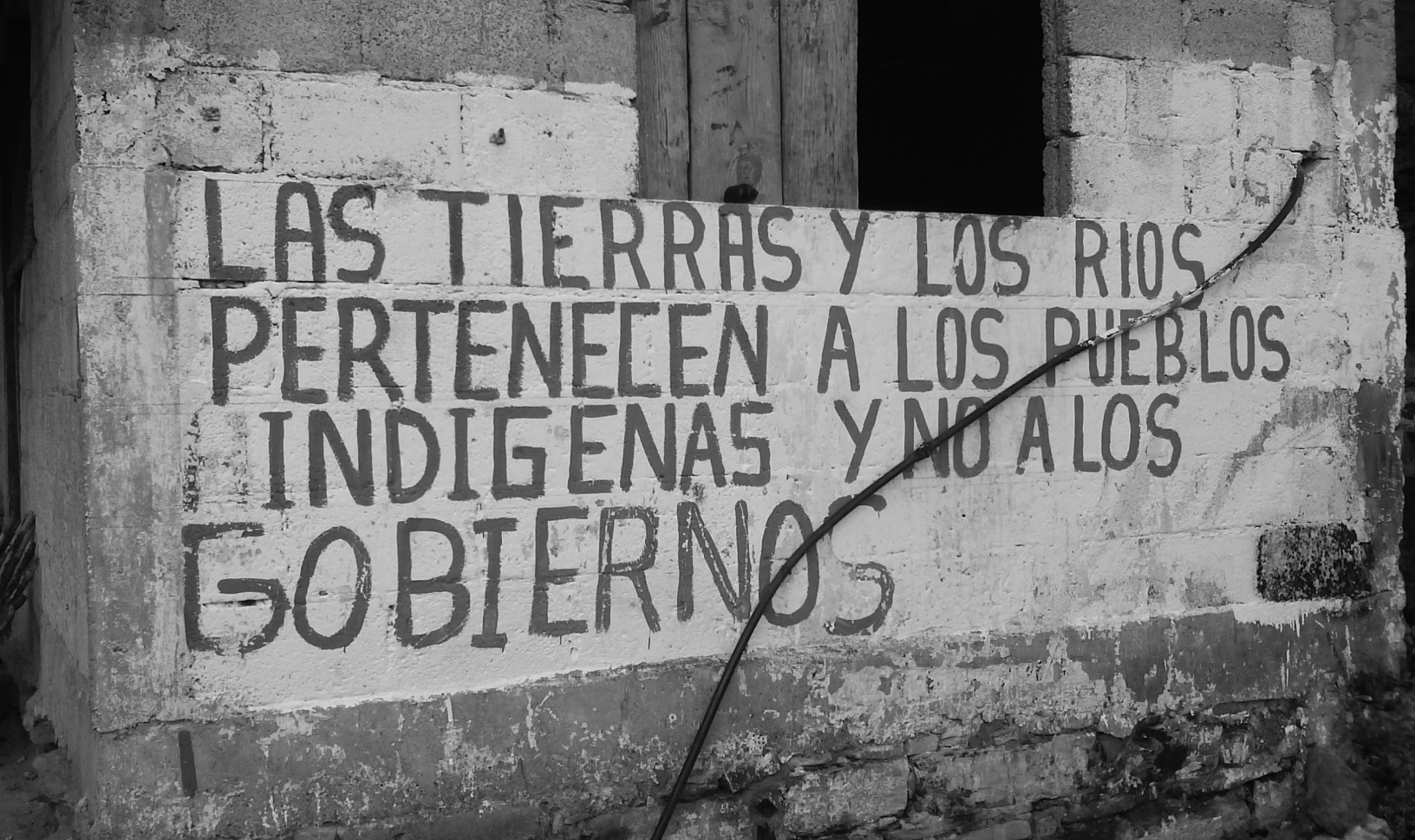
À Xalacapan, avec cette femme qui nous offre l'itacate³ en sachant que ça nous donnera des forces, et sa fille qui nous réchauffe l'âme par son intérêt et son travail à l'assemblée, servir pour apprendre et apprendre en servant.

À Xochiapulco, doña Gloria accomplissant son rôle de figure d'autorité; et la maîtresse d'école, nous ouvrant les portes de sa maison, hôtesse incomparable, qui sait cette chose importante : qu'on défend la vie en honorant nos nourritures et nos boissons les plus sacrées.

« Les femmes » de Cuauimaloyan, la ruse inégalable de chacune d'elles, et évidemment doña Evencia, la juge de paix, figure d'autorité de la communauté. Femme qui dirige, car elle est ainsi, exerçant le pouvoir au service de son peuple, comme on le lui a demandé; elle sait obéir, elle défend ce qu'on lui a confié.

Talcozaman : avec ses femmes dont la sagesse est grande, qui savent écouter, qui savent qu'on ne peut plus attendre, car la vie, si on n'en prend pas soin, meurt, ou alors elle peut tomber gravement malade et rester ainsi affaiblie. Que le vent appelle à l'aide, et qu'il est inconcevable que le territoire soit exilé sur sa propre terre, par des acheteurs qui

Claudia Marina Olvera Ramírez est une jeune militante métisse de Talcozaman, dans la vallée du haut Apulco. Elle est responsable de la pastorale sociale de la Sierra Nororiental de Puebla. En plus de ses occupations agricoles et de son engagement au sein d'Apolat Talpan Tajpiani, elle chante et écrit de la poésie.



**Les terres et les rivières appartiennent
aux peuples autochtones et non aux gouvernements**

Photographie par Miriam Bautista Gutiérrez

voient de la marchandise en toute chose, ou parce qu'il est symbole de pouvoir pour d'autres.

Huahuaxtla et Cuautapehual : là-bas, des femmes coopératrices, entrepreneures, travailleuses, « battantes », comme on dit ici.

Las Lomas : je me demande, en voyant cette dame, la mère du maître d'école : est-ce que cette femme n'est pas à l'origine du fait qu'on soit ici, aujourd'hui, est en train de défendre la vie? Et la réponse vient, immédiate : mais oui, évidemment, c'est elle qui l'a enseigné!

Tecucuilco : c'est l'amour d'une terre qui enlace, la décision d'une femme qui est un exemple pour nous toutes, qui sait ouvrir si grand les bras, qui embrasse le monde, au-delà de sa famille ou de ses propres problèmes, de ces problèmes dont on peut presque mourir. Reyna et son grand cœur fort comme les pierres de la rivière Apolat, qui savent laisser glisser l'eau de la vie mais qui restent fermes pour veiller sur son cours.

Nos pères, frères, amis, compagnons, fils, filleuls, neveux, compères. Ils ne forment qu'un avec nous, il manquerait un morceau à notre territoire ou un

battement à notre cœur si j'oubliais de les nommer. Si nous sommes, c'est avec eux. S'ils sont, c'est avec nous.

Nous sommes celles-là et d'autres encore, nous sommes si nombreuses que mon texte – tellement limité par ces codes écrits – ne parvient pas à les dire toutes, ne leur rend pas justice. Toutes celles qui soutiennent, construisent et sont la raison d'être de nos foyers, et qui construisent à leur tour notre grande maison commune, notre territoire, sans lequel n'existeraient pas les femmes Apolat Talpan Tajpiani.

Notes

1 Apolat Talpan Tajpiani signifie « gardien.ne.s des terres de l'Apolat ». C'est le nom d'une organisation qui rassemble différentes communautés autochtones et métisses de la cuenca de la rivière

Apulco (Apolat) dans la Sierra Norte de Puebla, au Mexique (voir l'article que l'auteure cosigne avec Pierre Beaucage, dans ce même numéro).

2 Traitement de respect en langue espagnole.

3 Provisions de nourriture qu'on emporte ou qu'on nous offre pour le voyage. Le mot vient du náhuatl ihtacatl.

Chanson de rébellion

Par Sharon Pringle Félix

Traduction de Matthias Gagnon

À qui revendique sa négritude

Toi, noiraude, viens ici!
Noiraude, moi?
Appelle-moi Noire
Pourquoi dégrades-tu ma couleur?

héritage muselé
obscur génétique oubliée
éprouvettes aussi blanches que la boue
peau imprégnée de dépouillements

Toi, la brune, viens ici!
Brune, moi?
Non!

Ne vois-tu pas ma couleur?
la cannelle est brune
moi je suis noire comme le poivre
épice de lutte et de tambours
pigment de résistance à la pâleur de la beauté

Toi, la mulâtre, viens ici!
Mulâtre, moi?
Non!
Appelle-moi Noire.
Ne vois-tu pas le fond de ma couleur?

Noire comme la légende ignorée
violée dans le port pourri de l'exil
abusée au son de ceux qui font commerce de l'humanité
et dans mes yeux de tempête se pétrifiait la poésie insurgée

mémoire noire
Afrique migrante

culture écroulée
musique ignorée
lutte à pic

Toi, *Chombita*¹, viens ici!
Chombita, moi?
Non!
Ni *chombita*, ni noiraude, ni brune, ni mulâtre.
Moi, appelle-moi Noire.

Sharon Pringle Félix est née en 1977. Elle a grandi dans la région de La Chorrera au Panama. Animatrice de radio et journaliste, elle œuvre aussi en éducation populaire. Autant de pratiques où elle embrasse les principes du féminisme décolonial et de l'écologie politique. Si elle se souvient bien, elle écrit depuis l'âge de 14 ans. Pour elle, la poésie est une voie pour défendre le « territoire femme » et revendiquer ses racines noires et autochtones.

Canción de Rebeldía

Por Sharon Pringle Félix

A quienes reivindican su negritud

¡Negrita, ven acá!
¿Negrita yo?
¡No!
dime Negra
¿Por qué degradas mi color?

*herencia enmudecida
oscura genética olvidada
tubos de ensayo tan blancos como el lodo
piel impregnada de despojos*

¡Morena, ven acá!
¿morena yo?
¡No!

*dime Negra
¿Acaso no notas mi color?
morena es la canela
yo Negra como la pimienta
sazón de lucha y tambora
pigmento de resistencia a la palidez de la belleza*

¡Mulata, ven acá!
¿Mulata yo?
¡No!
dime Negra
¿Es que no ves el fondo de mi color?

*Negra como la leyenda ignorada
violada en el mohoso puerto del destierro
abusada al son de quienes comercian la humanidad
y en mis ojos de tormenta se petrificaba la insurrecta poesía*

Memoria negra
África migrante

*cultura desplomada
música ignorada
lucha en picada*

¡Chombita¹, ven acá!
¿Chombita yo?
¡No!
Ni chombita, ni negrita, ni morena, ni mulata
A mi dime Negra.

1 Au Panama, femme d'ascendance afro antillaise.

Territoire, travail, participation et violence : impact des activités extractives dans la vie des femmes

Par le Grupo Regional de Género y Extractivas¹

Traduction par Nathalie Montero Zubieta,
avec la contribution de Pierre Bernier

Durant la dernière décennie, en Amérique latine, la tendance suivie par les gouvernements a été d'attirer des investissements vers le secteur extractif et d'affaiblir les législations – ou d'en adopter de plus laxistes – dans le but de faciliter les activités minières ou l'exploitation des hydrocarbures. Ceci a eu pour conséquence un accroissement des activités extractives dans la région et a fait en sorte que l'Amérique latine conserve son statut de fournisseur et d'exportateur de matières premières vers d'autres économies globales. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Comisión Económica para América Latina y el Caribe, CEPAL), l'Amérique latine continue de rassembler les pays ayant le plus d'inégalités au monde, le modèle extractiviste ayant entraîné une augmentation des inégalités dans la région². On n'a pas su profiter du boom économique de la dernière décennie pour établir les bases d'une croissance inclusive, solide et durable.

La croissance économique associée au modèle extractiviste n'est pas durable; de plus, elle entraîne l'exclusion, la pauvreté, les inégalités et la discrimination³. L'extraction intensive des

ressources non renouvelables – minières ou pétrolières – a non seulement des impacts importants sur l'environnement, elle affecte aussi directement les moyens d'existence des communautés qui dépendent des ressources naturelles, détériorant ainsi leur qualité de vie en plus de violer leurs droits et de générer de la pauvreté. On observe en Amérique latine une convergence vers cette reprimarisation de l'économie chez les gouvernements; tant les néolibéraux, les réformistes, les postnéolibéraux que les socialistes du XXI^e siècle y ont participé. Chez ces derniers, l'État joue un rôle plus actif dans la perception de la rente pétrolière pour investir l'excédent dans des programmes sociaux, justifiant ainsi le modèle extractiviste comme « nécessaire » pour un développement national⁴.

Par le biais de l'extractivisme, le système patriarcal continue de s'en prendre à la vie des femmes qui sont, dans une large mesure, affectées par les projets des entreprises extractives. Dans les pays qui dépendent des industries extractives, les écarts entre les sexes se sont accentués⁵. À mesure que les compagnies extractives s'introduisent dans les territoires, les inégalités sociales et surtout la

violence systémique contre les femmes se font plus agressives, contrastant ainsi avec les opportunités que ces entreprises prétendent créer. Certains impacts, notamment sur la santé des femmes et leur emploi du temps, sont de plus en plus visibles et évidents. D'autres, cependant, demeurent partiellement invisibilisés, même s'ils compromettent notamment l'exercice du droit des femmes à une vie libre de violence de même qu'à l'accès à la propriété de la terre, qu'il s'agisse de propriété privée ou de propriété sociale. Ainsi, le développement extractiviste se perpétue et se maintient grâce au modèle patriarcal qui le soutient et le renforce.

Conflits socioenvironnementaux et violations des droits humains

Il est important de souligner que l'extractivisme a entraîné l'apparition de plusieurs conflits socioenvironnementaux graves en Amérique latine. De fait, le nombre de conflits reliés à la protection des droits à la terre, au territoire et à un environnement sain ne cesse d'augmenter, comme le souligne la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH), reconnaissant l'existence de formes de discrimination et formes de violences

¹ Le **Groupe régional de genre et extractives** (Grupo Regional de Género y Extractivas, GRGE), formé en 2017, regroupe des organismes et des femmes de la société civile de l'Amérique latine et des Caraïbes. C'est un espace de coordination d'initiatives offrant du soutien aux femmes affectées par des activités extractives. Le groupe coordonne des actions avec des organisations de femmes autochtones, œuvre à rendre visible la problématique de genre, mène des études, cherche à renforcer les réseaux de femmes et diffuse les luttes des défenseuses.

spécifiques à l'égard des femmes autochtones, tribales et afrodescendantes en lien avec les activités d'extraction, d'exploitation et de développement⁶. Dans plusieurs de ses rapports, la CIDH mentionne que la présence de tiers étrangers aux communautés, de même que la pression que ceux-ci et les entreprises exercent sur les terres et les ressources naturelles, fragilisent l'harmonie que les populations entretiennent avec leur milieu de vie et provoquent la désintégration des réseaux et du tissu social des communautés.

Femmes rurales face à l'extractivisme : de l'exclusion à la résistance

Les femmes rurales en Amérique latine sont en position de lutte constante : qu'elles soient paysannes, autochtones, afrodescendantes, agricultrices, pêcheuses, sans revenu ou étudiantes, toutes, dans leurs diversités, se retrouvent en résistance face aux activités extractives et à leurs répercussions sur leurs territoires.

Dans les régions rurales, des activités économiques durables permettent aux femmes, de même qu'à la nature, de vivre sainement et d'assurer le bien-être de leur famille et de la communauté. Les impacts des industries extractives sur la qualité de la terre, de l'eau et de l'air ont des conséquences directes sur ce bien-être. Cela affecte aussi leur autonomie dans ses dimensions physique, économique et politique.

En plus de la précarisation du travail, la vie des femmes rurales en Amérique latine est marquée par la surcharge due à la division sexuée du travail qui leur attribue les soins aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes malades; par l'invisibilisation du travail que réalisent ces femmes dans les domaines reproductifs, productifs et d'autoconsommation; par le peu d'accès aux moyens de production, à la terre, à l'eau, aux semences et intrants; par la faible participation politique et le peu d'autonomie économique et décisionnelle, entre autres⁷.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner de voir les entreprises extractives et les gouvernements utiliser fréquemment les promesses d'emploi et de développement comme arguments pour obtenir le consentement des communautés pour la mise en œuvre de projets d'extraction sur leurs territoires. Il n'est pas rare non plus de voir que l'atteinte des objectifs de développement durable⁸ soit orientée de façon à « raviver » les économies plutôt que les droits humains. Il ne faut pas se surprendre non plus du fait que le modèle extractiviste prenne part au processus de mercantilisation de la participation des femmes et, sous le couvert de préoccupations pour l'équité de genre, mette en œuvre des processus qui ont un impact régressif sur les droits des femmes. En effet, la participation des femmes s'y inscrit plus souvent qu'autrement dans une logique assistentialiste, alors que dans les faits, leur participation n'est pas considérée, ce qui se traduit notamment par l'exclusion des femmes des mécanismes de prise de décisions. Par ailleurs, le faible éventail d'emplois destinés aux femmes tend à renforcer les stéréotypes de genre.

La répression envers les femmes défenseuses du territoire et des droits humains

Les formes de répression et de violence exercées envers les femmes défenseuses couvrent un large éventail, et peuvent mener jusqu'à la mort, comme le souligne un récent rapport de Global Witness. L'organisme a dénombré, pour l'année 2017 seulement, pas moins de 207 assassinats de défenseur.e.s de la terre et de l'environnement. L'Amérique latine est la région qui compte le plus grand nombre de personnes assassinées, avec 60 % de ce total⁹.

Le Réseau national des défenseuses des droits humains au Mexique (Red Nacional de Defensoras de Derechos Humanos en México, RNDDHM) s'est penché sur les agressions perpétrées contre les femmes défenseuses des droits humains dans ce pays au cours des dernières années. Il a recensé, pour la période allant de 2012 à 2014, cent cas d'agressions envers des défenseuses des

droits humains engagées dans la défense de la terre, du territoire et des ressources naturelles¹⁰. Cette organisation a identifié les principaux responsables des agressions à l'égard des défenseuses des droits humains : sans surprise, il appert que l'État et ses différentes institutions publiques sont responsables du plus grand nombre d'attaques envers les femmes défenseuses. Selon les chiffres de la RNDDHM, 299 fonctionnaires ont été impliqués dans des agressions à l'égard des défenseuses de droits humains entre 2012 et 2014. Les défenseuses identifient comme leurs principaux agresseurs les autorités des trois paliers du gouvernement mexicain; les policiers arrivent en tête de liste¹¹.

Un des types d'agressions perpétrées par les acteurs étatiques consiste en la criminalisation et la judiciarisation des activités des défenseuses. Dans un rapport de 2015, l'Initiative mésoaméricaine de femmes défenseuses des droits humains (Iniciativa Mesoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Humanos, IM-Defensoras) a identifié trois formes ou patrons de criminalisation qui visent à neutraliser les activités des défenseuses : a) la calomnie et les campagnes de dénigrement, b) la stigmatisation, la ségrégation et l'ostracisme et c) la judiciarisation à proprement parler¹².

Il est important de mettre en lumière les cas et formes d'atteinte aux droits des défenseuses en vue de renforcer les efforts de prévention, plutôt que de prendre uniquement des mesures lorsqu'une agression a lieu. Il est ainsi essentiel d'exercer une vigilance constante vis-à-vis des politiques publiques et des acteurs privés en ce qui concerne les actions pouvant affecter les femmes autochtones et leurs territoires.

Les femmes s'organisent dans leurs communautés : quelques cas

Une des activités que nous avons réalisées au sein du Groupe régional de genre et extractives (GRGE) a été le webinaire « Mujeres frente al extractivismo : experiencias latinoamericanas », réalisé en mars 2018 lors de la Journée internationale des femmes. Par leurs témoignages, des femmes défenseuses du territoire du Mexique, de l'Amérique centrale et du Pérou ont partagé les stratégies et les formes d'organisations que les groupes de femmes élaborent actuellement.

L'organisation mexicaine Tlalyaochihuah, A.C. a décrit le conflit à l'intérieur de la communauté de Naranjillo, dont la population est majoritairement féminine en raison de la forte migration masculine vers les États-Unis. Dans cette communauté, ce sont les femmes qui doivent assumer quotidiennement les soins et la subsistance des membres de leur famille, tout en organisant la résistance face aux activités minières. Malgré cela, la propriété de la terre reste majoritairement entre les mains des hommes.

Delfina Tawan Catip, femme awajun qui dirige au Pérou l'Association interethnique de développement de la Selva

péruvienne (Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana), a partagé de précieuses expériences de femmes qui résistent dans leurs territoires et luttent contre les projets extractifs, mettant en lumière l'importance du rôle joué par les femmes autochtones dans la lutte anti-extractiviste et la défense des territoires et des droits. Malgré le fait que les entreprises tentent de « masculiniser » leurs échanges avec les peuples autochtones, ces femmes s'organisent afin que leur participation soit effective et non invisibilisée.

Claudia Castro, membre du Réseau centraméricain de femmes rurales, autochtones et paysannes (Red Centroamericana de Mujeres Rurales, Indígenas y Campesinas, RECMURIC), a, quant à elle, fait ressortir la différence entre la réalité pratique et juridique : les femmes cultivent la terre qui ne leur appartient pas et, de plus, elles ne sont pas admissibles au crédit. Dans son pays, le Salvador, la femme sans terre est subordonnée à l'homme : c'est pourquoi il est nécessaire d'améliorer l'accès des femmes à la terre et aux autres moyens de production.

Dans la même veine, il existe plusieurs autres expériences où la résistance des femmes rurales naît de processus d'organisation dans leurs communautés en faisant face à l'extractivisme : en réalisant des activités de mobilisation et de confrontation, telles que des marches et des manifestations, en bloquant l'accès aux mines, aux puits pétroliers, aux barrages hydroélectriques, aux centrales et aux routes. Ceci les amène à relever d'autres défis : exercer un leadership politique, élaborer des plaidoyers, initier le dialogue, en assumant les risques d'être criminalisées ou assassinées.

En ce sens, il est important et nécessaire de prêter attention aux processus qui menacent les territoires, les détecter, les dénoncer et s'organiser pour y faire face. De même, il est essentiel que des groupes, tels le GREG, rendent visible la féminisation de la lutte contre l'extractivisme dans la région en tant que stratégie d'accompagnement des femmes dans leur résistance, en soulignant toujours la place centrale que les femmes occupent comme protagonistes de leur processus de lutte.

Notes

1 Cet article a été écrit par Beatriz Olivera (Fundar Centro de Análisis e Investigación), Hilda Salazar (Mujer y Medio Ambiente), Rocío Ávila (Experta), Dolores Rojas (Böll México), Cristina García (Centro Mexicano de Derecho Ambiental) et Mayra Dongo (Derecho, Ambiente y Recursos Naturales).

2 Comisión Económica para América Latina y el Caribe/ CEPAL. « Hacia una nueva gobernanza de los Recursos Naturales para América Latina y el Caribe », en ligne : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/40157/1/S1600308_es.pdf (page consultée en septembre 2018).

3 Gudynas, Eduardo (2015). *Extractivismos. Ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la Naturaleza*. Bolivia : Centro de Documentación e Información Bolivia (CEDIB), 453 p.

4 Ibid.

5 Hailu, Degol. « La brecha de género en países dependientes de industrias extractivas », en ligne : <http://www.undp.org/content/undp/es/home/blog/2015/7/28/The-gender-gap-in-extractive-dependent-countries.html> (page consultée en septembre 2018).

6 Commission interaméricaine des droits humains (2015). *Pueblos indígenas, comunidades afrodescendientes y recursos naturales : protección de derechos humanos*

en el contexto de actividades de extracción, explotación y desarrollo, en ligne : <http://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/IndustriasExtractivas2016.pdf>

7 Le peu de mécanismes existants qui permettent aux femmes rurales d'accéder à la terre, que ce soit par héritage ou cessation gratuite, en est un exemple concret. Le pourcentage de femmes propriétaires varie d'un pays à l'autre, mais demeure relativement bas : Pérou (12,7 %), Honduras (14,4 %), Mexique (32 %), Nicaragua (19,9 %), à titre d'exemple. Source : Nobre, M. et Hora, Karla (2017). Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (2017). « Atlas de las mujeres rurales de América Latina y El Caribe : Al tiempo de la vida y los hechos », en ligne : <http://www.fao.org/3/a-i7916s.pdf> (page consultée en septembre 2018).

8 Objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals, SDGs) est le nom couramment utilisé pour les 17 objectifs établis par les États membres des Nations Unies et qui sont rassemblés dans l'Agenda 2030 [ndlr]. Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Objectifs_de_d%C3%A9veloppement_durable

9 Global Witness « ¿A qué precio? Negocios irresponsables y el asesinato de personas defensoras de la tierra y del medio ambiente en 2017 », en ligne : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/enviromental-activists/a-qu%C3%A9-precio/> (page consultée en septembre 2018).

ronmental-activists/a-qu%C3%A9-precio/ (page consultée en septembre 2018).

10 Red Nacional de Defensoras de Derechos Humanos en México « Informe : Agresiones contra defensoras de derechos humanos en México. Diagnóstico nacional », en ligne : http://im-defensoras.org/wp-content/uploads/2017/03/INFORME_interactivo.pdf (page consultée en novembre 2011)

11 Idem. (Ces données ne portent pas exclusivement sur les cas d'agressions des femmes défenseuses de la terre et de l'environnement, elles couvrent les agressions envers les femmes défenseuses de droits humains, toutes catégories confondues, ndlr).

12 Iniciativa Mesoamericana de Mujeres Defensoras de Derechos Humanos (2015). « Agresiones contra Defensoras de Derechos Humanos en Mesoamerica, Informe 2012-2014 », en ligne : <http://im-defensoras.org/wp-content/uploads/2016/04/283951300-Informe-2012-2014-de-Agresiones-contra-Defensoras-de-DDHH-en-Mesoamerica.pdf> (page consultée en novembre 2011) (Ces données ne portent pas exclusivement sur les cas d'agressions des femmes défenseuses de la terre et de l'environnement, elles couvrent les agressions envers les femmes défenseuses de droits humains, toutes catégories confondues, ndlr).



Participation des femmes à la gouvernance territoriale

L'expérience d'une leader péruvienne Yánesha Ashaninka

par Dagoberto Hernández Acevedo

Traduction par Claudia Valcarel,
avec la contribution de Joëlle Gauvin-Racine

Nous souhaitons, dans cet article, partager quelques réflexions sur l'importance du territoire en tant que lieu où prennent place des activités, mais aussi où se tissent des relations et où des cultures se développent. Nous voulons aussi souligner l'importance de considérer la participation de chacun.e des membres de la collectivité dans l'usage et la gestion des ressources, c'est-à-dire dans la gouvernance territoriale. Ces dernières années, dans certaines communautés andines et amazoniennes du Pérou, la participation des femmes à la prise de décision dans leur communauté a acquis une importance significative face aux conflits liés aux activités extractives. L'expérience de Ketty Marcelo López, présidente de l'Organisation nationale des femmes autochtones andines et amazoniennes du Pérou (Organización nacional de mujeres indígenas andinas y amazónicas del Perú, ONAMIAP)¹, que nous avons interviewée, illustre bien cette dynamique et les enjeux qu'elle soulève.

Les communautés autochtones et la transformation de la vie dans les campagnes péruviennes

Chez le peuple quechua andin, lorsqu'existent le respect, l'équilibre et la réciprocité entre les humains, les plantes et les animaux (sauvages et domestiques), de même qu'entre les esprits protecteurs des forêts et des montagnes (Ayllus) et la Terre-Mère (Pachamama), on dit qu'il y a Sumac Causay. Du Sumac Causay, à la fois vision du monde et philosophie face à la vie et à la nature, découlent les bases du *Buen Vivir* [le « Vivre bien », NdT]². Au cours des dernières décennies, ces relations de solidarité entre les habitant.e.s des communautés andines et celles qu'ils et elles entretiennent avec la flore et la faune se sont transformées; cette transformation est étroitement liée à l'ouverture des économies nationales, qui a mis ces dernières à la disposition du libre marché.

Près de 40 ans se sont écoulés depuis qu'a été introduite l'idée que l'agriculture des pays du Sud, qu'elle soit traditionnelle, intensive ou semi-intensive, devait être modernisée et rendue plus efficace de

façon à ce que les producteurs puissent atteindre un meilleur niveau de vie. Cette volonté d'intégrer l'agriculture traditionnelle, familiale ou de subsistance à l'économie de marché a mené au développement d'un marché foncier vorace. La délivrance de titres de propriété sur des terres individuelles (parcellisation) est au cœur des mécanismes ayant facilité ce processus, y compris sur des territoires dotés d'une structure et d'une organisation communales (ex. : le cas du Pérou et de ses communautés autochtones et paysannes). Il faut préciser que la délivrance de titres fonciers était un préambule à l'ouverture des marchés nationaux à la concurrence mondiale par le biais d'accords commerciaux bilatéraux ou plurinationaux. C'est ainsi qu'est né le vorace marché des terres agricoles, où les principaux intéressés et concurrents cherchant à acquérir les terres sont des entreprises des secteurs primaire et secondaire. Parmi celles-ci figurent celles du secteur alimentaire, avec d'immenses oligopoles, ainsi que l'industrie minière et celle des hydrocarbures (principalement le pétrole et le gaz naturel). Il n'est donc pas surprenant que, parallèlement à cet essor des

Dagoberto Hernández Acevedo est biologiste de formation et s'intéresse particulièrement à l'environnement et à sa conservation. Grâce à l'enseignement supérieur public et gratuit au Mexique, il a pu consacrer son énergie et ses recherches aux questions sociales et environnementales, particulièrement à la gouvernance du territoire. Il tient de sa mère, sociologue et féministe, le fait d'avoir développé une perspective de genre. Il est actuellement coopérant technique sur la sécurité alimentaire et le changement climatique chez Oxfam, au Pérou.



Illustration par Daniza Curich

projets extractifs, on observe un nombre grandissant de conflits avec les communautés où les entreprises cherchent à mener ces activités³.

L'agriculture familiale continue d'être cruciale pour l'alimentation au Pérou; près de 70 % des produits agricoles sont issus de la petite agriculture, et les femmes forment un peu plus de la moitié de ce secteur⁴. Il est clair que la conformation sociale des communautés autochtones ainsi que leurs territoires se trouvent dans un processus de transformation, peut-être irréversible. Un grand nombre d'hommes vivent à l'extérieur de leur collectivité d'origine, ayant quitté pour aller travailler dans les villes. On assiste ainsi au Pérou, à l'instar de ce qui est observé dans d'autres pays d'Amérique latine, à une féminisation de la ruralité, qui contribue à l'expansion de la participation des femmes dans des domaines où cela était auparavant impensable; ainsi, il y a de plus en plus de cheffes communales.

Pour détailler et illustrer ce qui a été mentionné dans les paragraphes précédents, nous aurons recours à des extraits de l'interview que nous avons réalisée avec la présidente de l'ONAMIAP, Ketty Marcelo López.

La vision d'une leader Yánesha Ashanika du Pérou

Ketty Marcelo López est une leader du peuple Yánesha Ashaninka dans la région de Junín, et la dirigeante de la communauté de Pucharini. En tant que membre du conseil d'administration de la Centrale des communautés natives de la jungle centrale (Central de Comunidades Nativas de la Selva Central, CECONSEC), elle a fait face à la compagnie minière qui contamine les fleuves Chanchamayo et Perené, et elle a contribué au Conseil régional des femmes de la jungle centrale. Elle est actuellement présidente d'ONAMIAP, dont elle est une des fondatrices. Elle participe activement à la défense des droits territoriaux dans le cadre du Pacte de l'union des organisations autochtones du Pérou (Pacto de Unión de organizaciones indígenas del Perú). Elle a aussi

participé à des conférences des Nations unies (COP 20, 21, 22 et 23) ainsi qu'à l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones.

Au sujet des rôles des femmes et leur transformation, Ketty Marcelo López confie :

« Avant le colonialisme, nous vivions dans une complémentarité entre homme et femme. L'homme allait à la chasse, à la pêche, à la chacra [lopin de terre, NdT] et la sœur restait pour s'occuper des enfants, préparer le masato⁵. Nous avons cependant réalisé qu'il y avait beaucoup de machisme dans les communautés. Nous, les femmes, en sommes venues à comprendre que les rôles peuvent être partagés. Le mari devrait aussi aider aux tâches domestiques, tout comme nous pouvons planter le yucca, récolter les bananes, accompagner notre mari à la pêche. Nous avons commencé à comprendre et à apprendre, pour nous former nous aussi ».

Il est important qu'ils [les hommes] reconnaissent les contributions des femmes par rapport au territoire. Souvent, ce sont les femmes qui connaissent les limites [des terres], ce sont les femmes qui savent où trouver des remèdes, où trouver les graines pour l'artisanat... mais dans certains endroits, il y a encore de la résistance.

En regard des changements dans les communautés et de la participation des femmes à la prise de décision concernant le territoire, Ketty remarque :

« Petit à petit, dans certaines régions, nous voyons un changement. On fait peu à peu une place à la participation des femmes, mais il est nécessaire d'effectuer un travail préalable de sensibilisation dans la communauté. Il est important qu'ils [les hommes] reconnaissent les contributions des femmes par rapport au territoire. Souvent, ce sont les femmes qui connaissent les limites [des terres], ce sont les femmes qui savent où trouver des remèdes, où trouver les graines pour l'artisanat... mais dans certains endroits, il y a encore de la résistance.

Les femmes sont plus attachées au territoire que les hommes. Les hommes ont souvent dû émigrer pour l'économie, pour le travail en ville. Celles qui ont alors la charge du travail à la ferme, en plus du travail domestique, ce sont les femmes. C'est alors encore plus douloureux pour elles quand les maris ou les fils reviennent et veulent vendre ou morceler la terre; c'est nous, les femmes, qui l'avons défendue parce que [la femme] a le sentiment que [la terre] fait partie de sa vie. C'est une question de protection et de soin, sinon quoi d'autre est-ce que je vais laisser à mes enfants? C'est la relation d'harmonie, de nécessité et de respect pour le territoire qui fait la différence ».

Face à l'extractivisme, renforcer les capacités des femmes et sensibiliser des hommes

Ketty Marcelo raconte que certaines de ses bases font face à un conflit direct avec des compagnies d'huile de palme à Santa Clara de Uchunya, et à l'exploitation minière dans la région de Madre de Dios, où la communauté autochtone de Tres Islas est durement touchée. Le *modus operandi* des entreprises pour obtenir l'acceptation des communautés commence par la division de celles-ci en usant d'un double discours, puis elles passent à la livraison conditionnelle de denrées et de matériel en échange de la non-exécution du processus de consultation préalable paradoxalement appelée « libre et informée »⁶.

À moyen et à long terme, ces accords communauté-entreprise entraînent, par leur présence « indispensable » et en se substituant progressivement à des fonctions qui relèvent de l'État, une délégitimation de processus qui eux-mêmes ne sont pas encore très solides (i.e. le consentement préalable, libre et éclairé).

Comment agir face à une telle situation? Voici la réponse de Ketty Marcelo :

« Ce que nous nous faisons, c'est de renforcer les capacités des femmes en matière de droits individuels

et collectifs afin qu'elles puissent exercer ces droits au sein de leurs communautés, au sein de leurs organisations territoriales ».

Nous demandons ensuite à Ketty comment l'ONAMIAP et ses bases font face aux activités extractives dans leur région.

« Nous savons que la règle qui prime dans la communauté est le statut communal (droits coutumiers). Donc, avec l'ONAMIAP, nous effectuons un travail de sensibilisation au niveau communal pour qu'ils [les hommes] puissent approuver la participation des femmes au sein du comité directeur la communauté. Nous avons atteint 40 % de participation féminine dans certaines communautés, ce qui nous permet de placer trois femmes dans le comité directeur, qui compte sept membres au total. Notre rôle est aussi de les préparer [les femmes élues]. Que les entreprises arrivent ou non, face à toute menace, qu'il s'agisse d'invasion ou d'industries extractives, nous, les femmes, sommes toujours là, présentes, mobilisées ».

Ketty Marcelo se rend compte que le travail de sensibilisation des femmes comme des hommes demande beaucoup d'énergie.

Nous lui demandons ensuite son avis sur les communautés qui sont en conflit avec les entreprises extractives :

« Nous organisons, parce que la chose la plus importante est que la communauté soit unie. Puisque souvent, l'entreprise arrive et, se rendant compte des divisions et désaccords existants entre les membres de la communauté, elle en profite : elle offre quelque chose d'un côté et de l'autre... et les femmes, nous avons beaucoup résisté à ces « incitatifs » (pots de vin). Je recommanderais donc tout d'abord que la communauté ait un plan de vie pour les vingt prochaines années. Pour savoir où

nous allons, ou comment, sur le plan économique... ce que nous voulons en éducation, ce que nous voulons en santé, pour la conservation du territoire. Si nous avons un plan de vie communautaire, nous ne nous laisserons pas facilement acheter par ces « incitatifs ». Le plan de vie devrait être connu de l'ensemble de la communauté, pas seulement du chef de la communauté ou du conseil de direction. Cela fait toute la différence. Nous nous reconnaissons en tant que peuples autochtones, sujets de droits et d'obligations envers l'État; les dettes historiques et le fait d'être unis dans la communauté sont des choses à prendre en compte. Il faut aussi souligner la contribution importante des femmes, nous qui avons toujours été plus prudentes et plus fortes face à tous les processus d'extractivisme affectant les communautés ».

Construire leur propre conception de la lutte féministe en tant que femmes autochtones

Pour terminer l'entretien, nous avons demandé à Ketty si elle se considérait comme une féministe ou comme une antimachiste. Voici l'extrait :

« Aïe aïe aïe, quelle question difficile!!!

J'ai commencé tout récemment à comprendre ce qu'était le féminisme... Ce que je sais, c'est que je suis une femme autochtone qui lutte pour défendre à la fois les droits individuels – en ce qui a trait à la violence envers les femmes –

et les droits collectifs, l'aspect de notre attachement au territoire. Nous prenons conscience que de nombreux droits pour les femmes autochtones ou non autochtones ont été acquis, dans le monde entier, grâce à la lutte féministe, avec laquelle nous ne sommes pas en désaccord ».

La leader Ketty Marcelo raconte qu'elles ont parlé du féminisme communautaire ou de l'écoféminisme dans des discussions ou des ateliers, sans toutefois encore parvenir à une conclusion. Son groupe et elle souhaitent continuer à construire leur propre concept de lutte (féministe) au-delà de l'adoption de discours occidentaux. Elle fait remarquer que oui, elles savent où elles vont, mais qu'il leur est encore difficile de comprendre la proposition féministe actuelle et son large éventail d'acteurs, d'intérêts et de luttes.

Une réflexion en guise de conclusion

L'ONAMIAP, comme d'autres organisations au Pérou et dans le reste de l'Amérique latine, contribue de façon significative à donner aux femmes et aux hommes de nombreuses communautés autochtones et paysannes des régions andines et amazoniennes des moyens d'actions pour favoriser leur autonomisation.

Comme le souligne l'entretien avec Ketty, un sentiment d'attachement au territoire, qui serait plus profond chez les femmes, est très répandu dans une grande partie du Pérou. Je ne m'aventure pas, étant un homme, à suggérer une analogie entre le corps et la défense du territoire, parce

que je sens que cela serait contribuer à des rôles de genre prédéfinis. Je considère que la défense du territoire n'est pas la tâche d'une seule : c'est une tâche collective, qui nous concerne tous et toutes, et qui ne doit pas se limiter aux communautés autochtones et paysannes, mais inclure aussi les habitant.e.s des zones urbaines.



Illustration par Daniza Curich

Notes

1 <https://onamiap.org>. Ketty Marcelo a participé à la Rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » qui a eu lieu à Montréal du 27 au 29 avril 2018.

2 Asociación Andes, en ligne : <http://www.andes.org.pe> (page consultée en septembre 2018).

3 Observatorio de Conflictos Mineros de América Latina "OCMAL", en ligne : <https://www.ocmal.org>.

4 Maletta, Héctor (2017). « La pequeña agricultura familiar en el Perú. Una tipología microregio-

nalizada ». IV Censo Nacional Agropecuario 2012 : *Investigaciones para la toma de decisiones en políticas públicas*. Libro V. Lima, FAO », en ligne : <http://www.fao.org/3/a-i6759s.pdf> (page consultée en septembre 2018).

5 Boisson fermentée à base de bagasse de yucca, manioc ou cassave. Les femmes mâchent habituellement la bagasse restante du yucca pour accélérer la fermentation, qui peut atteindre des concentrations d'alcool de 6 à 8 pour cent.

6 Fait référence à la consultation préalable, libre et informée (consulta previa libre e informada, CPLI). En français, on parle davantage du consentement préalable, libre et éclairé (CPLE). La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones consacre le droit des peuples autochtones au consentement préalable, libre et éclairé.

Discours trompeurs de l'industrie minière à l'égard des femmes : un exemple argentin

Par Annie Lamalice

Dans la province argentine de Catamarca, située dans le Nord-Ouest andin, l'arrivée du plus imposant projet minier du pays, baptisé « Bajo la Alumbra »¹, a créé un profond conflit socioenvironnemental qui perdure depuis la fin des années 1990. Ce conflit oppose l'Assemblée de l'Algarrobo, un regroupement de citoyens et de citoyennes de la petite ville d'Andalgalá, à un consortium minier canado-suisse qui a l'appui des différents paliers du gouvernement argentin.

Les propos et les témoignages rapportés dans cet article ont été recueillis lors d'un séjour de recherche dans la province de Catamarca en Argentine en 2013^{1,2}. Il en ressort que les retombées du méga-projet sont faibles et mal distribuées; les inégalités socioéconomiques et de genre se sont même accrues à plusieurs plans. Fait marquant, alors les voix des femmes sont celles qui s'élèvent le plus fortement contre le projet, l'industrie minière utilise différentes tactiques afin de se présenter comme l'alliée des femmes.

Le conflit autour de la plus grande mine à ciel ouvert d'Argentine

Le mouvement d'opposition au projet minier qui s'est développé à Andalgalá s'inscrit dans un contexte de luttes socioenvironnementales d'envergure en Argentine, et plus globalement en Amérique latine. Les revendications

mises de l'avant ont beaucoup évolué depuis les années 1990, des préoccupations avant tout économiques ayant progressivement laissé place aux enjeux environnementaux et à un rejet du modèle extractiviste porté par l'industrie minière actuelle. Les militant.e.s contre l'activité minière accusent le projet d'être à la source de fortes divisions sociales qui caractérisent depuis deux décennies la vie à Andalgalá. Ils et elles soutiennent que l'arrivée du projet minier a coïncidé avec l'émergence de nombreux problèmes, dont l'augmentation de la violence, de la consommation de drogues, de la prostitution et de l'insécurité :

« Jusqu'à ce que Minera Alumbra s'installe ici, nous ne connaissions pas le problème de la drogue. Je fais face à trois poursuites judiciaires pour avoir dit publiquement ce que je suis en train de dire [...]. Nous étions un peuple qui vivait dans un paradis sans aucun problème social. Quand le projet est arrivé, on a commencé à avoir des problèmes avec la drogue, la traite des femmes, la prostitution infantile et tout ce fléau social qui en est le produit ».³

Ces paroles d'un militant de l'Assemblée de l'Algarrobo expriment la colère et l'amertume ressenties face aux changements qui affectent la population locale.

De nombreux.ses militant.e.s soutiennent que tant que l'industrie minière demeurera sur leur territoire, la paix sociale restera impossible à Andalgalá.

Le rôle majeur des femmes dans le mouvement d'opposition à la mine

Les femmes et enfants ont été les premières victimes des mesures néolibérales imposées à l'Argentine à travers, notamment, les programmes d'ajustements structurels (PAS). Déjà vulnérabilisées par la domination masculine, les femmes sont considérées comme de la main-d'œuvre malléable et bon marché par les promoteurs de la libéralisation économique et de l'industrialisation. Il n'est donc pas surprenant qu'elles aient été les premières à se mobiliser pour s'opposer au modèle de développement néolibéral et à l'extractivisme. Elles jouent d'ailleurs un rôle déterminant au sein des mouvements socioenvironnementaux latino-américains, ce qui leur offre une possibilité de sortir de leur marginalisation.⁴

Le cas de l'Assemblée de l'Algarrobo illustre bien cette dynamique. Non seulement les femmes y sont nombreuses, mais elles y exercent en outre un leadership singulier. À l'intérieur du mouvement social, les femmes sont considérées comme parti-

Annie Lamalice est candidate au doctorat en géographie sur la thématique de la souveraineté alimentaire chez les Inuits du Nunavik. Elle est également membre du Conseil du système alimentaire montréalais, au sein duquel elle défend le droit à l'alimentation pour toutes et tous. Son travail de maîtrise a porté sur le cas de la plus grande mine à ciel ouvert en Argentine, « Bajo la Alumbra », particulièrement sur les effets d'un tel projet sur les femmes.

culièrement courageuses et plus aptes à défendre ce qui leur tient à cœur. Les militantes parlent de leur rôle dans le mouvement social en le comparant à celui d'une mère au sein de la famille, c'est-à-dire en l'associant à la défense de la vie. Une militante de l'Assemblée exprime bien cette vision :

« Défendre la terre, défendre la biodiversité, ça concerne évidemment la mère, la femme avec sa possibilité de donner la vie. Ce parallèle entre femmes et Terre-Mère se fait beaucoup. Alors, je crois qu'en ce sens, il y a un *empowerment* des femmes à travers la participation politique et la reconceptualisation de son rôle social ».

Ce sont les femmes qui se mettent le plus en danger au cours des blocages routiers ainsi que des affrontements avec la police et l'armée. Cette participation leur a valu d'être les plus touchées par la judiciarisation de l'activité politique des opposant.e.s à la mine. De la trentaine de militant.e.s de l'Assemblée de l'Algarrobo actuellement aux prises avec des poursuites judiciaires, les deux tiers sont des femmes. En réponse à la judiciarisation observée dans la foulée de manifestations et d'affrontements survenus en février 2010, un groupe de militantes a décidé de fonder les Femmes du silence (*las Mujeres del Silencio*). Pendant environ deux ans, entre 2010 et 2012, elles ont défilé chaque mercredi avant-midi dans les rues d'Andalgalá, foulard et ruban adhésif sur la bouche afin de dénoncer la criminalisation de la lutte et le bâillon que leur impose le gouvernement en les empêchant de manifester contre l'industrie minière.

Les femmes impliquées dans l'Assemblée de l'Algarrobo et dans le groupe *las Mujeres del Silencio* considèrent que la lutte contre les mégaprojets miniers correspond à leur rôle de protectrices du bien commun. Avec tout le courage qui les caractérise, elles prennent la responsabilité de s'opposer au modèle extractif, qu'elles considèrent dommageable pour leur territoire. Leur action se veut un moyen d'approfondir la lutte en remettant en question le pouvoir des

entreprises minières, de même que la complicité des politiciens et des forces de l'ordre avec ces dernières.

Les discours de l'industrie minière sur les femmes

Avant l'arrivée de mégaprojets d'extraction, il existait une longue histoire d'activité minière souterraine dans la province de Catamarca. Selon la tradition, les femmes n'avaient pas le droit de pénétrer sur les sites miniers. Selon une croyance locale, leur présence pouvait rendre la Terre-Mère jalouse et engendrer des accidents dans la mine. Ce temps est révolu et les femmes jouent aujourd'hui un rôle de plus en plus important dans l'industrie minière en Argentine, ce qui se traduit notamment par la tenue d'événements comme le Forum international sur les femmes travaillant dans l'industrie minière qui en était à sa troisième édition en septembre 2013 dans la ville de Catamarca.

Dans l'allocution qu'elle a prononcée lors de l'événement, la secrétaire corporative de l'Association ouvrière minière argentine (*Asociación Obrera Minera Argentina, AOMA*), Maria Elena Isasmendi, a affirmé que les traits de caractère et le tempérament des femmes représentent une plus-value pour l'industrie minière :

« L'entreprise inclut la femme pour respecter le principe d'égalité des chances. Mais finalement, on se rend compte que dans la mine, la travailleuse minière est plus dédiée, plus délicate et plus responsable dans ses tâches. Et la machinerie utilisée par les femmes coûte moins cher en entretien car elles en prennent davantage soin ».

Quant au consortium *Minera Alumbrera*, il utilise abondamment l'image des travailleuses minières dans son matériel de communication et dans ses rapports de « responsabilité sociale de l'entreprise » afin de faire valoir les opportunités économiques créées pour les femmes et le caractère émancipateur de l'industrie minière pour celles-ci.

Déjà vulnérabilisées par la domination masculine, les femmes sont considérées comme de la main-d'œuvre malléable et bon marché par les promoteurs de la libéralisation économique et de l'industrialisation. Il n'est donc pas surprenant qu'elles aient été les premières à se mobiliser pour s'opposer au modèle de développement néolibéral et à l'extractivisme.

Cette tentative d'intégrer les femmes dans l'industrie minière va encore plus loin que le recrutement de travailleuses : on tente de faire des femmes les promotrices de cette activité. Ainsi, lors de l'acte inaugural du 3^e Forum international sur les femmes travaillant dans l'industrie minière, l'allocation du ministre de la Production et du Développement de la province de Catamarca, Angel Mercado, reprenait les arguments véhiculés par les femmes du mouvement d'opposition à la mine en les intégrant dans un surprenant contre-discours :

« Je vais profiter de cet événement pour remercier toutes les femmes auxquelles on doit aujourd'hui de pouvoir encore parler d'industrie minière à Catamarca [...]. Je veux que nous remercions toutes ces femmes qui savaient que s'il y avait un avenir pour leurs enfants, un avenir meilleur, un avenir auquel ils puissent rêver, c'était à travers l'industrie minière. Elles sont sorties dans les rues, elles ont lutté

Nombre d'emplois occupés par les hommes et femmes dans le projet « Bajo la Alumbra » en 2012, par département⁵

Départements	Hommes	Femmes	Total
Andalgalá	110	12	122
Belén	180	14	194
Santa Maria	150	14	164
Départements restants	175	19	194
Total pour la province de Catamarca	615	59	674

Source : Minera Alumbra 2012

Les femmes sont ainsi présentées par l'industrie minière comme des atouts à plusieurs égards : en plus d'être des salariées dévouées et émancipées, elles seraient les défenseuses des projets miniers. Sans oublier qu'elles permettent au passage de réduire les frais d'entretien de la machinerie!

Face au leadership et à la grande capacité d'organisation des femmes au sein du mouvement socioenvironnemental contre l'extractivisme, l'industrie minière articule un contre-discours en récupérant à son compte l'imagerie et l'imaginaire de femmes fortes et émancipées.



La réalité du travail des femmes au sein de l'industrie minière

Les témoignages recueillis auprès de travailleuses du projet minier contredisent cependant le portrait dressé par l'industrie. Sur le plan économique, l'installation du mégaprojet minier a créé très peu d'emplois pour les femmes. Comme en témoignent les chiffres présentés dans le tableau ci-dessous, seulement 8 % des postes au sein du projet « Bajo la Alumbreira » sont occupés par des femmes. De plus, selon une travailleuse minière que nous avons interrogée dans le cadre de notre recherche, aucune femme n'occupe un poste de direction :

« Je n'ai jamais vu une femme directrice. Elles atteignent des postes moyens. Je ne sais pas si c'est à cause du machisme ou... je ne sais pas... peut-être à cause de nos conditions... nous nous marions, nous sommes mères, nous avons des enfants qui tombent malades ou nous devons aller à l'école. Peut-être que c'est ça qui nous limite ».

L'horaire de travail en alternance – sept à dix jours à la mine suivis de sept jours au domicile – constitue un casse-tête pour les femmes, qui sont considérées comme les responsables du bon fonctionnement de leur maison et de leur famille. Cette situation entraîne un stress important. Lorsqu'on lui demande ce que cela représente pour une femme de travailler à la mine, cette travailleuse répond ainsi :

« Un défi impressionnant. Parce que d'un côté tu es une professionnelle, mais de l'autre côté tu es une mère et une épouse. Et il faut essayer de

concilier ces deux parties. Parce que nous les femmes, nous nous sentons coupables de devoir aller à la mine plusieurs jours. Nous y allons parce que c'est pour le travail, mais toujours en pensant aux enfants, à la maison, en se demandant s'ils se sont bien couchés, si mon mari est allé à leur pièce de théâtre à l'école [...] ».

Nous observons donc que les discours véhiculés par l'industrie minière divergent des témoignages recueillis auprès des femmes qui travaillent au sein des projets miniers. Ces dernières, en plus d'être écartées des principaux bénéfices économiques générés par l'activité minière, ressentent une pression sociale et un sentiment de culpabilité lorsqu'elles laissent leurs enfants derrière elles une semaine sur deux. On est plutôt loin de l'émancipation des femmes évoquée dans les discours et le visuel mis de l'avant par l'industrie minière.

Conclusion : des inégalités de genre renforcées par le projet minier

En regardant de plus près la situation des femmes travaillant dans l'industrie minière et celle des militantes impliquées dans l'Assemblée opposée au mégaprojet, de même la situation qui prévaut au sein de la population locale dans son ensemble, nous observons que les effets induits par l'industrie minière sont vécus différemment par les hommes et par les femmes et que les retombées économiques et sociales sont inégalement distribuées. Si les inégalités engendrées par une mauvaise répartition des ressources se manifestent à différentes échelles, nous remarquons néanmoins que les femmes sont celles qui généralement subissent davan-



Exemple de matériel de communication utilisant l'image de travailleuses minières⁶

tage les conséquences négatives de ces projets extractifs. Or, les différents paliers de gouvernement semblent avoir tout misé sur l'industrie minière tandis que les autres secteurs économiques ont perdu des appuis, ce qui laisse présager une accentuation des inégalités socioéconomiques et de genre dans les années à venir. D'autant plus qu'Andalgalá doit maintenant faire face à un nouveau mégaprojet minier, nommé « Agua Rica », qui menace de démarrer à quelques kilomètres du cœur du village...

Notes

1 Lamalice, Annie (2014). *Extractivisme et développement inégal, le cas de l'industrie minière dans la province de Catamarca en Argentine*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.

2 Lamalice, Annie et Klein, Juan Luis (2016). Efectos socioterritoriales de la mega minería y reacción social : el caso de Minera Alumbreira en la provincia de Catamarca, Argentina. *Revista de geografía Norte Grande*, (65), 155-177.

3 Tous les extraits d'entrevue ont été traduits librement de l'espagnol.

4 Canovas, Julie (2008). *Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine. Des alternatives à un système globalisé?* Paris, L'Harmattan.

5 Minera Alumbreira. (2012). *Informe de Sostenibilidad 2012*. Minera Alumbreira YMAD-UTE & Xstrata copper.

6 Minera Alumbreira. « Revistas comunitarias », en ligne : <http://www.alumbreira.com.ar/publicaciones/revistas-comunitarias/> (Page consultée le 15 octobre 2018).

Femmes autochtones leaders de la défense des droits humains face aux mégaprojets en Amérique latine

Par Nancy R. Tapias Torrado

Traduction par Emma Saffar

Le 3 mars 2016, la nouvelle de l'assassinat de Berta Cáceres a provoqué la consternation au Honduras et dans plusieurs autres pays, bien au-delà des frontières de l'Amérique latine. Berta Cáceres, leader autochtone lenca et défenseure des droits humains, était cofondatrice et coordonnatrice générale du Conseil civique d'organisations populaires et autochtone du Honduras (Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras, COPINH). Cet événement tragique a contribué à accroître la visibilité du travail important de Berta Cáceres pour la défense des droits humains, ainsi qu'à exposer la situation de précarité et les violences auxquelles elle a dû faire face.

Ces dernières années, la dégradation de la situation des défenseur.e.s des droits humains (DDH) sur le continent américain a eu des répercussions significatives pour celles et ceux qui se dressent pour contrer les abus associés aux mégaprojets. Un grand nombre de ces personnes sont des femmes, et elles sont souvent autochtones, afrodescendantes ou paysannes.

La gravité de la situation que doivent affronter ces défenseur.e.s exige une amélioration du soutien, de la collaboration et de la protection qui leur sont offerts. Pour ce faire, il est cependant

indispensable de mieux comprendre leur expérience de leadership dans la défense des droits humains face aux mégaprojets. Le présent article, qui comporte trois parties, se veut une contribution dans ce sens.

La première partie présente le contexte général dans lequel travaillent les DDH en Amérique latine et les violences auxquelles ils et elles font face. La seconde expose le contexte de relations de pouvoir asymétriques et défavorables dans lequel s'inscrivent l'expérience de leadership et les luttes menées des défenseures autochtones. Enfin, la troisième énonce quelques idées en guise de conclusion.

Avant de poursuivre, il est important de préciser que les défenseur.e.s des droits humains (DDH) sont des personnes qui, individuellement ou collectivement, œuvrent à dénoncer les violations des droits humains et à organiser des actions visant à arrêter ces violations de même qu'à promouvoir la pleine jouissance de ces droits. Les DDH sont défini.e.s par ce qu'ils et elles font, et non par un statut particulier (par exemple, s'ils et elles reçoivent une rémunération ou font partie d'un organisme). Leurs actions s'inscrivent dans l'exercice du « droit à défendre les droits humains », droit reconnu dans l'article 1 de la Déclaration

sur les défenseurs des droits humains, adoptée il y a 20 ans par l'Organisation des Nations unies (ONU)¹. S'agissant d'un droit en tant que tel, il existe à cet égard des obligations spécifiques pour les États et des responsabilités pour les acteurs non étatiques, incluant les entreprises.

Contexte général : une situation urgente

D'après des données publiées par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, trois assassinats de DDH sur quatre comptabilisés en 2016 ont eu lieu dans les Amériques². En 2017, on a dénombré 312 assassinats de DDH dans le monde, dont 67 % ont été commis dans le contexte de mégaprojets; plusieurs des personnes assassinées étaient des autochtones et/ou des femmes³. L'année précédente, sur les 200 assassinats de personnes défenseures du territoire et des ressources naturelles, 60 % ont eu lieu en Amérique latine; 40 % des meurtres ont été perpétrés contre des autochtones et 10 % contre des femmes⁴. Au cours des années antérieures, les chiffres étaient légèrement moins élevés, mais tout aussi alarmants.

Malheureusement, les assassinats ne sont qu'une des nombreuses formes d'attaques contre les DDH. Ils et elles

Nancy R. Tapias Torrado est une avocate colombienne spécialisée en droits. Elle vit actuellement à Montréal, où elle effectue le travail de terrain pour son doctorat en sociologie avec l'Université d'Oxford, en Angleterre. Sa recherche porte sur les victoires des femmes autochtones à la tête des luttes pour la défense des droits humains face aux abus des mégaprojets en Amérique latine, qui font face à une violence extrême.

Autel en l'honneur de Berta Cáceres, réalisé pendant la manifestation de dénonciation de son assassinat qui s'est tenue devant l'Ambassade du Honduras en Angleterre, le 7 mars 2016.

Photographie par Nancy Tapias



subissent également des menaces, des violences sexuelles, de la criminalisation, de la diffamation, la destruction de leurs cultures agricoles, etc. Entre 2015 et 2017, on a dénombré plus de mille cas d'attaques envers des femmes et des hommes qui défendaient les droits humains contre des abus commis par des entreprises : 66 % ont eu lieu en Amérique latine et 58 % étaient dirigés contre des autochtones; 39 % de ces agressions ont eu lieu dans le contexte de projets liés au secteur minier; 19 % étaient associées au secteur des énergies renouvelables et 18 % à celui de l'agro-industrie. Les types d'attaques les plus fréquents ont été les assassinats (28 %), la criminalisation (28 %) et les menaces de mort (25 %)⁵.

Lorsque la personne défenseuse est une femme autochtone, on observe que les agressions sont accentuées. Berta Cáceres, par exemple, a été continuellement intimidée; elle a été criminalisée, menacée de mort et de viol. Au cours des semaines précédant son assassinat, elle a déposé 33 plaintes au Bureau du procureur du Honduras (Ministerio Público de Honduras) pour les menaces les plus récentes qu'elle avait reçues, mais aucune n'a fait l'objet d'une enquête.

L'expérience spécifique des femmes défenseuses face aux mégaprojets

Dans ce panorama alarmant, l'expérience des femmes qui exercent un leadership dans la défense des droits humains face aux abus causés par les mégaprojets est aussi définie par qui elles sont et par ce qu'elles font, ainsi que par les dynamiques qui caractérisent le contexte dans lequel elles mènent leurs

actions. Ce sont des femmes autochtones, des leaders et des défenseuses de communautés marginalisées qui, dans leurs actions, affrontent de puissants adversaires et font face à une violence extrême. Ces défenseuses autochtones ont pourtant remporté des victoires personnelles et collectives très importantes, mais souvent à un prix élevé pour elles-mêmes, leurs familles et leurs organisations. C'est l'ensemble de ce contexte qu'il faut comprendre afin de leur offrir une protection, une collaboration et un appui qui soient adéquats et efficaces.

Voici quelques éléments à considérer pour mieux comprendre la situation :

Il y a en Amérique latine 670 peuples autochtones reconnus. Plus de 500 ans de discrimination et de pillage de leurs

ressources ont fait d'eux le secteur le plus marginalisé de la société. De plus, la survie physique et culturelle des communautés autochtones est gravement compromise par l'arrivée des mégaprojets sur leurs territoires. Les actions des femmes leaders autochtones pour la défense des droits humains sont donc cruciales, non seulement pour freiner les abus d'aujourd'hui, mais également pour éviter leurs conséquences sur les générations futures. Ces femmes ont conscience « d'être les défenseuses d'aujourd'hui et les ancêtres des générations à venir »⁶.

La croissance économique de plusieurs pays d'Amérique latine est assujettie aux mégaprojets. Il n'existe pas de seuil particulier pour définir un mégaprojet; la Commission interaméricaine des droits

humains (CIDH) considère, d'une part, son ampleur ou sa dimension et, d'autre part, l'impact humain et social du projet, en tenant compte de la situation particulière des populations autochtones ou tribales affectées⁷. Ces projets peuvent inclure des mines, des infrastructures, des parcs éoliens, des barrages hydroélectriques, etc. En dénonçant les abus causés par les mégaprojets, les femmes autochtones défenseuses des droits humains affrontent donc les acteurs les plus puissants au monde : les États-Unis, les entreprises, le crime organisé, les leaders machistes, pour ne nommer que ceux-là.

La défense des droits humains par des leaders autochtones s'exerce dans un contexte d'une violence extrême qui peut prendre de multiples formes, qui parfois s'entrecroisent et s'additionnent les unes aux autres. Elles incluent, entre autres, la violence contextuelle générale (homicides, féminicides, militarisation, etc.), les inégalités, la corruption, l'impunité, les représailles et la répression des défenseur.e.s des droits humains qui va en augmentant en Amérique latine.

Les obstacles, les discriminations et les violences que doivent affronter les femmes à la tête des luttes pour défendre les droits humains sont nombreux et affectent plusieurs aspects de leur vie. Malgré la visibilité croissante des femmes, il est courant que les États et les entreprises cherchent encore à négocier avec des leaders masculins. Ainsi,

l'exclusion des femmes autochtones des instances décisionnelles continue de prévaloir. Bien que les rôles joués par les femmes leaders soient fondamentaux dans l'organisation des luttes de leurs communautés contre les abus des mégaprojets, il arrive souvent qu'elles ne soient pas reconnues, soutenues ou valorisées. Elles sont aussi fréquemment critiquées et dénigrées, parce qu'elles ne respectent pas les rôles traditionnels assignés aux femmes et parce qu'elles sont autochtones.

Malgré ces contextes défavorables et ces relations de pouvoir inégales et désavantageuses, les défenseuses remportent de nombreuses victoires en matière de droits humains. Berta Cáceres, par exemple, a été reconnue comme « la militante qui a forcé la main à la Banque mondiale et à la Chine »⁸, après que ces acteurs économiques se soient retirés du projet hydroélectrique Agua Zarca sur le territoire lenca, reconnaissant le caractère conflictuel de celui-ci⁹. Les victoires obtenues par Berta Cáceres et d'autres femmes leaders dans des cas similaires incluent également : la création d'organisations militantes, leur impact sur les décisions des entreprises et les politiques de l'État, de même que la transformation positive de la réalité de leurs communautés. Il faut reconnaître les succès de ces défenseuses des droits pour comprendre leur expérience dans son intégralité et tirer des leçons de leurs réussites afin de pouvoir les multiplier.

Des idées en guise de conclusion

Comme l'a dit Berta Cáceres en de nombreuses occasions, la lutte des femmes autochtones qui sont à la tête de la défense des droits humains face aux abus des mégaprojets en est une « contre le système raciste, capitaliste et patriarcal »¹⁰. Il est fondamental – particulièrement pour celles et ceux qui se sentent appelé.e.s à agir en tant qu'allié.e.s de ces défenseuses – de prendre en compte la complexité de cette lutte, et de considérer tant leurs expériences de succès que leurs expériences de violence et de discrimination. Cette compréhension est essentielle pour aborder la situation de ces femmes d'une manière plus efficace et ainsi pouvoir contribuer à l'améliorer.

Les agressions contre les leaders autochtones en réponse à leurs actions pour la défense des droits humains sont des manifestations de relations et d'engrenages de pouvoir, ainsi que de collusion entre les pouvoirs étatiques et non étatiques, légaux et illégaux. Mieux comprendre l'expérience des femmes défenseuses des droits humains, en tant que victimes de violences mais aussi en tant que leaders dans un contexte où elles font face aux acteurs les plus puissants du monde, est impératif.

Notes

1 Declaración sobre las Defensoras y los Defensores de los Derechos Humanos, ONU. [Entrée en vigueur : 9 décembre 1998], en ligne : <https://www.ohchr.org/sp/issues/srhrdefenders/pages/declaration.aspx>

2 Oficina de la ONU para los Derechos Humanos y Comisión Interamericana de Derechos Humanos (2017). La Oficina de la ONU para los Derechos Humanos y Comisión Interamericana de Derechos Humanos lanzan un plan de acciones conjuntas para contribuir a la protección de las personas defensoras de derechos humanos en las Américas, 26 octubre 2017, en ligne : <http://www.ohchr.org/SP/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22301&LangID=S>

3 Front Line Defenders (2017). Annual Report on Human Rights Defenders At Risk in 2017, en ligne : <https://www.frontline>

linedefenders.org/en/resource-publication/annual-report-human-rights-defenders-risk-2017

4 Global Witness (2017). Defenders of the Earth : Global killings of land and environmental defenders in 2016, 13 juillet 2017, en ligne : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/defenders-earth/>

5 Business & Human Rights Resource Center (2018). Attacks on defenders in the area of business and human rights : 2016 vs. 2017, février 2018, en ligne : <https://www.business-humanrights.org/en/key-findings-from-the-database-of-attacks-on-human-rights-defenders-feb-2017>

6 Notes de terrain.

7 Commission interaméricaine des droits humains (2015). Pueblos indígenas, comunidades afrodescendientes y recursos naturales: protección de derechos

humanos en el contexto de actividades de extracción, explotación y desarrollo, 31 décembre, en ligne : <http://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/IndustriasExtractivas2016.pdf>

8 BBC Mundo (2016). « Honduras: matan a Berta Cáceres, la activista que le torció la mano al Banco Mundial y a China », 3 mars, en ligne : http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/04/150423_honduras_berta_caceres_amforb-banner

9 Sinohydro Group (2013). Response to report by Rights Action about alleged violence & intimidation against Lenca indigenous communities related to the constructions of Agua Zarca dam, Honduras, 25 novembre, en ligne : <https://www.business-humanrights.org/it/node/77673>

10 Berta Cáceres acceptance speech (2015) Goldman Prize ceremony, en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=AR1kwx8b0ms>

Les femmes autochtones philippines sur la ligne de front

Par International Indigenous Peoples Movement

for Self-Determination and Liberation

Traduction par Roselyne Gagnon

La façon dont s'entrecroisent la discrimination et la marginalisation historiques des femmes et celle des peuples autochtones est une réalité qui à ce jour demeure enchevêtrée pour la communauté mondiale. Les multiples couches d'oppression dont sont victimes les femmes autochtones n'affectent pas que ces dernières : elles empêchent aussi la société dans son ensemble d'atteindre l'objectif d'un monde véritablement libre.

En tant que femmes, les chaînes du sexisme et les préjugés résultant de la culture et des relations de pouvoir patriarcales les accablent; pour les peuples autochtones dont elles font partie, les droits territoriaux et l'autodétermination demeurent les questions les plus pressantes, questions qui ne sont toujours pas résolues. Partout dans le monde, les nombreux cas de violation des droits humains des femmes autochtones, incluant les agressions sexuelles, les viols collectifs, l'esclavage sexuel, les meurtres, les enlèvements, le harcèlement et l'intimidation, s'ajoutent au nombre croissant d'homicides et de déplacements forcés subis par les peuples autochtones. Les femmes autochtones se trouvent ainsi à faire face à un ensemble d'attaques comportant de multiples facettes.

Nous avons cependant eu la preuve à maintes reprises que l'oppression donne naissance à des espoirs d'émancipation ainsi qu'à de grandes luttes. Nous avons aussi assisté, historiquement, à la montée des femmes autochtones, qui s'organisent et prennent les devants pour protéger et défendre leurs droits et leurs communautés.

Les défis

Aux Philippines, le plus haut fonctionnaire du gouvernement est connu pour ses sorties empreintes de misogynie envers les femmes – et les autres voix dissidentes – qui le critiquent. Dans une de ses nombreuses déclarations misogynes, le président Duterte a suggéré aux soldats de l'armée philippine de tirer dans le vagin des femmes rebelles; selon lui, « sans vagin, elles n'auront aucune utilité »¹. Il a aussi traité Agnès Callamard, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de « fille de prostituée » et « d'idiote » après l'avoir entendue critiquer sévèrement les exécutions extrajudiciaires endémiques liées à la « guerre contre la drogue » du gouvernement philippin².

La discrimination et le sexisme se traduisent dans des politiques gouvernementales qui, depuis longtemps, s'en prennent à la fois aux femmes, à l'environnement et aux peuples autochtones. La libéralisation de l'économie du pays a ouvert les grandes industries nationales et les services publics (énergie, mines) à la concurrence, priorisant les entreprises privées (locales et multinationales) pour la construction et l'exploitation de mégabarrages, de barrages hydroélectriques, de centrales géothermiques et au charbon; ces projets prennent principalement place dans des communautés autochtones. L'accaparement en masse de terres sous la forme de plantations de palmiers à huile, de bananiers et d'ananas, de même que le zonage économique et l'écotourisme contribuent à mettre les peuples autochtones dans une position vulnérable.

La loi philippine sur l'exploitation minière de 1995 a institutionnalisé encore davantage le pillage extractiviste en autorisant la propriété étrangère (à 100 %) des terres riches en minéraux. Si la situation actuelle laisse déjà à désirer, alors que les investissements étrangers dans les plus grands projets d'extraction et d'énergie se présentent sous la forme d'aides et de prêts nationaux, le

Le **Mouvement international des peuples autochtones pour l'autodétermination et la libération** (International Indigenous Peoples Movement for Self-Determination and Liberation, IPMSDL) est un réseau international de défenseur.e.s des droits des peuples autochtones, d'allié.e.s et d'organisations populaires autochtones engagées dans la promotion des droits des peuples autochtones à l'autodétermination, à la terre et à la vie. L'IPMSDL défend le droit des peuples autochtones à se gouverner eux-mêmes, sans impérialisme, sans oppression de l'État et sans violation des droits humains. Le réseau a été fondé en 2010 et son secrétariat est basé aux Philippines. www.ipmsdl.org

pire s'annonce avec le changement constitutionnel vers le fédéralisme actuellement proposé, qui ouvrira la porte à la propriété étrangère des sociétés et des entreprises à la hauteur de 100 %. Par ailleurs, l'intensification de la militarisation dans les communautés autochtones se fait généralement sous le couvert d'opérations anti-insurrectionnelles et antiterroristes. Cette militarisation a eu comme résultats d'innombrables violations des droits humains, et l'impunité qui s'ensuit. Ces attaques seraient liées aux mégaprojets énergétiques et d'extraction des grandes entreprises.

Les militant.e.s, les défenseur.e.s des droits humains, les travailleurs et les travailleuses, les paysan.ne.s ainsi que d'autres groupes marginalisés, y compris les peuples autochtones, sont activement pris pour cible par le gouvernement et les forces armées. Les opérations militaires et paramilitaires soutenues par l'État dans les zones montagneuses et forestières ont entraîné des déplacements forcés, des évacuations et des assassinats, principalement de leaders autochtones.

Les femmes autochtones, discriminées mais inébranlables, attaquées mais déterminées, ont choisi d'étendre leur unité et d'être aux premières lignes de la lutte des peuples.

Beverly Longid

Beverly « Sakongan » Longid est une femme igorot de Bontok-Kankanaey, dans la province de Mountain. Elle est actuellement coordonnatrice mondiale du Mouvement international des peuples autochtones pour l'autodétermination et la libération (International Indigenous Peoples Movement for Self-Determination and Liberation, IPMSDL) et coprésidente du Partenariat des organisations de la société civile pour l'efficacité du développement (CSO Partnership for Development Effectiveness, CPDE). En février 2018, Longid a eu une surprise lors de la publication, par le ministère de la Justice, d'une « liste terroriste » renfermant plus de 600 noms : le sien y figure aux côtés de ceux d'au moins 30 autres militant.e.s et organisateur.trice.s communautaires autochtones, de même que de ceux de la rapporteuse spéciale des Nations unies pour les droits des peuples autochtones, Vicky Corpuz, et de l'ancienne secrétaire du Pacte pour les peuples autochtones d'Asie, Joan Carling.

« Je dénonce cette tentative du gouvernement philippin de menacer, de harceler, d'intimider et de faire taire les militant.e.s. Nos luttes pour les droits, la liberté et la justice des peuples autochtones sont justes et

légitimes. C'est le gouvernement Duterte qui est coupable de terrorisme pour avoir perpétré des meurtres et des attentats à la bombe, et pour son rôle dans la militarisation des communautés à travers le pays », a déclaré Longid.

Longid soupçonne le gouvernement de l'avoir mise en cause en raison de son implication, depuis les années 1980, dans l'organisation de campagnes pour la reconnaissance et le respect des droits des peuples autochtones. Elle a travaillé sans relâche pour les droits des peuples autochtones de la Cordillera, d'abord comme présidente de la Cordillera Peoples Alliance dans les années 1990, puis comme responsable de la solidarité internationale de Katribu (une alliance de peuples d'organisations autochtones aux Philippines) et comme membre des conseils d'administration de deux fondations : Foundation for Philippines Environment et Ibon Foundation, un groupe de réflexion menant des recherches sur des enjeux socioéconomiques.

« L'impunité règne dans le pays et ces déclarations et actions témoignent du mépris total des droits humains, du bien-être et des intérêts de la population et de l'État de droit, minant notre droit à nous exprimer librement ainsi que d'autres libertés fondamentales », a-t-elle déclaré.

En tant que coordonnatrice mondiale d'IPMSDL, elle a critiqué l'afflux de projets extractifs de sociétés transnationales sur les terres ancestrales des peuples autochtones, la militarisation croissante et la dégradation de l'environnement qu'elle entraîne, ainsi que les violations des droits humains dans les communautés. Elle continue, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, de demander des comptes aux États et aux entreprises, tout en se mobilisant pour la libération des peuples autochtones et leur droit à l'autodétermination.

Photographie par Bayan Hongkong & Macau





Bai Bibyaon Ligkayan Bigkay

« Bai Bibiaon », comme la surnomment plusieurs, est reconnue comme la seule femme cheffe lumad à la tête du mouvement pour l'affirmation des droits des peuples autochtones aux terres ancestrales. Elle a aussi joué un rôle de premier plan dans la lutte des Lumads pour préserver la riche biodiversité et les ressources naturelles du Pantaron, chaîne de montagnes de Davao. « Nous ne sommes pas intéressés par l'entrée de grandes entreprises minières, ni par tout l'argent qu'elles avaient à offrir », a-t-elle déclaré.

Bai signifie « leader des femmes autochtones lumads », et Bai Bibiaon reste fidèle à son titre d'icône historique du leadership féminin dans la défense des peuples autochtones, elle qui s'est dressée devant Alsons Logging Company et d'autres grandes entreprises menaçant de piller les forêts luxuriantes du peuple lumad, les forêts vierges et les sources immaculées de Pantaron.

« Ce dont nous avons besoin, c'est de retourner sur notre terre natale. Ce que nous voulons, c'est que les militaires, qui se comportent comme l'armée privée des grandes entreprises, se retirent de nos communautés », a déclaré Bai Bibiaon. En 2016, sa communauté et elle ont fui vers le centre-ville de Davao, craignant la présence

militaire. « Nous craignons les bombardements aériens. L'armée a arrêté les civils lumads innocents ».

Éduquant les générations futures, elle leur transmet des leçons d'unité contre l'exploitation minière et forestière à grande échelle, la présence de l'armée et ses abus contre le peuple lumad, de même que la flamme de la lutte pour la défense des terres ancestrales.

Betty Belen

« Ce sont principalement les femmes qui subissent le triple fardeau lorsque de telles entreprises arrivent. Nous subissons des abus, du harcèlement sexuel lors des opérations militaires [...]; nous perdons notre gagne-pain, nous qui n'avons pas reçu d'éducation formelle. Nous perdons nos sources de nourriture. Nous sommes déplacées partout, nous ne savons pas si ça ira jusque dans les cieux... Enfin, nous perdons nos tribus. Nous ne savons même pas qui sont nos cousins ou nos frères et sœurs ».

C'est ainsi que Beatrice « Betty » Belen, dirigeante autochtone du peuple uma de Lubuagan, Kalinga, se souvient de la situation de vulnérabilité dans laquelle le projet d'énergie géothermique de la compagnie Chevron les a mises. Avec ses

Photographies par Carlo Manalansan (gauche) et Bulatlat.com (droite)

compatriotes kalingas, elles ont construit une barricade dans leur village, tenant bravement tête à Chevron et s'opposant à l'installation d'équipements sans le consentement des peuples.

« Quel genre d'avenir avons-nous avec ça? C'est un gros projet qui va venir ici, sur nos territoires. Le projet va soutirer l'eau et nous, où allons-nous prendre notre eau pour boire? Où les rizières trouveront-elles l'eau dont elles ont besoin? Les gens, la terre et l'eau sont interconnectés, de même que les forêts. Où allons-nous trouver de l'ombre? De l'eau? Où trouverons-nous notre nourriture si nos terres sont perdues à cause de votre invasion? »

La perte de terres, de forêts et d'eau aggrave la pauvreté des femmes autochtones, tout en augmentant leur charge de travail domestique et leurs responsabilités associées à la subsistance. Ainsi, en tant que dirigeante d'Innabuyog – Gabriela (une alliance d'organisations de femmes autochtones de Cordillera), elle éduque les femmes sur les enjeux interconnectés des droits des femmes et des droits des peuples autochtones et les mobilise afin de renforcer les capacités des communautés à défendre les terres et les ressources.

Eufemia Cullamat

Dirigeante autochtone lumad de la tribu des Manobos, âgée de 58 ans, présidente de Kasalo-Caraga (regroupement d'organisations des peuples autochtones de Caraga, au nord de Mindanao), Eufemia Cullamat rappelle comment certaines femmes de sa tribu souffrent de la militarisation qui accompagne l'intrusion de sociétés minières, bien qu'on déguise celle-ci en opérations antiterroristes.

« Une femme lumad manobo a perdu son bébé souffrant de cardiopathie rhumatismale. Elle s'est plainte de stress excessif, de tension et de peur en raison du détachement militaire construit à quelques mètres de leur domicile », a déclaré Cullamat. « Toutes les nuits, des soldats en tenue de combat errent dans leur quartier, épiant par les fenêtres. Dans la matinée, elle s'inquiète pour son mari agriculteur qui pourrait être arrêté arbitrairement et torturé, suspecté d'être un rebelle, tout comme les autres membres de sa communauté », a-t-elle ajouté. Le bébé est décédé un soir d'état d'alerte accru.

Dans cette noirceur, Callumbat se souvient comment elle et d'autres dirigeants lumads de différents villages se sont unis dans les années 1990 pour former Mapasu, ou Malahutayong Pakigbigso alang sa Sumusunod (qui signifie « la lutte persistante pour la prochaine génération »). Unies pour

lutter pour leurs terres et leurs droits, une trentaine de communautés lumads de la province ont décidé de créer des écoles communautaires destinées non seulement à offrir une instruction de base, mais également à éduquer les gens à propos des droits humains et de leurs droits en tant qu'autochtones. On y enseigne aussi l'agriculture durable.

Récemment, en juin 2018, plus de 300 familles lumads manobos de sa tribu ont été évacuées en raison de la militarisation, de peur que le massacre public de leurs administrateurs scolaires et de leurs dirigeants locaux de 2015 ne se reproduise.

« Parfois, la peur s'immisce. Mais je sais que si je me retire de notre combat, rien ne pourra advenir. Nous devons nous battre pour nous-mêmes et pour nos enfants ».



Photographie tirée de hongkongnews.com.hk/news/fight-for-our-land-pinoy-tribal-leader/

Notes

1 Rauhala, Emily (2018). « Duterte makes lewd threat to female rebels in Philippines », Washington Post, 12 février, en ligne : https://www.washingtonpost.com/world/asia-pacific/duterte-tells-philippine-soldiers-to-shoot-female-rebels-in-their-vaginas/2018/02/12/fd42c6ae-0fb0-11e8-827c-5150c6f3dc79_story.html?utm_term=.facb6c0cfc83

2 Baldwin, Clare et R.C Marshall, Andrew (2017). « All the president's women : Duterte's fiercest critics and surly political heir », Reuters, 14 septembre, en ligne : <https://www.reuters.com/article/us-philippines-duterte-women/all-the-presidents-women-dutertes-fiercest-critics-and-a-surly-political-heir-idUSKCN1BP0RV>



Genres de territoires, valse d'oppressions

Par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie

Parce que le territoire nous habite autant que nous l'habitons. Nos corps et nos entrailles sont (dé)formés par des moules hétéro-normés, nos psychés sont marquées par une éducation raciste, ces territoires sont traversés par les autoroutes du colonialisme.

La civilisation qui est la nôtre s'est construite à travers trois piliers : l'exploitation (et la financiarisation¹) des ressources, la colonisation (et le racisme) ainsi que la domination hétéropatriarcale (et l'hétéronormativité). Ces trois systèmes interdépendants se renforcent les uns les autres. Ils fondent le système social, politique et économique actuel,

de concert avec d'autres rapports de pouvoir et dimensions de l'oppression. Parce qu'ils sont liés, il faut les affronter simultanément pour espérer les comprendre et les ébranler. Ils valent les uns avec les autres, s'entremêlent, s'entrechoquent, se rencontrent, créent des rapports d'oppression qui s'imbriquent les uns les autres et se recoupent à des intersections. C'est de ces points de rencontre que nous partons.

Ancré dans une perspective féministe anticoloniale, ce texte explore brièvement les interactions entre le(s) territoires, le(s) sexe(s) et le(s) genre(s)

aujourd'hui, sur le territoire nommé Québec, soumis à l'intensification de l'exploitation de la nature et des humains qui y habitent.

Territoire(s), entre pillages et ravages, normativité et assimilation

Le territoire, qu'il soit un corps ou une terre, est le lieu de tous les combats. On se l'approprie, on le contrôle, on le pille jusqu'à la dernière miette. Et pourtant, bien qu'il soit omniprésent et qu'il nous façonne, il reste mystérieux dans sa définition. Il ne cesse d'être un

Nous faisons partie du collectif **Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)**. Nous sommes féministes, à l'étroit dans les moules qui nous sont imposés. Nous sommes blanches, habitantes de territoires voués à la destruction, de territoires tachés du sang de la colonisation, qui se poursuit encore. Nous constatons, subissons, dénonçons et, malgré tout, participons, aux rapports de domination qui façonnent nos communautés, les sociétés humaines, nos vies.

**La capitalisation s'est
mêlée à plusieurs
dances, et les terres
sur lesquelles nous
habitons ont été
tantôt envoûtées
par sa puissance,
tantôt enrôlées de
force – tout comme les
peuples autochtones,
parcourus d'une
multitude de petites
et grandes résistances.**

espace à définir, un espace d'identités, d'inter-influences, de réciprocités, de pluralités, de multiplicités, d'affectivités sans cesse en (re)construction.

Parce que nous vivons dans un monde où les arbres sont vus comme des signes de dollar, la nature est devenue ressources et investissements.

À travers l'exploitation des ressources naturelles, les éléments qui composent le territoire ont été étiquetés suivant des valeurs abstraites. Les animaux se vendent pour leur fourrure, la forêt se compte en billots, les roches sont cotées en bourse, les rivières sont autant de barrages hydroélectriques potentiels... Le capitalisme, imposant une définition monétaire des territoires et des espèces qui les peuplent, n'a que faire de leur protection, quelles qu'en soient les prétentions du développement durable. La propriété de la terre est peut-être un des pires fléaux : terre clôturée, quadrillée, vendue, « no trespassing », « ça c'est à moi, va-t'en chez vous »...

Parce que nous habitons sur des terres non cédées et que la colonisation continue aujourd'hui d'être un pilier de nos sociétés, et ce, depuis plus de 500 ans.

La capitalisation s'est mêlée à plusieurs dances, et les terres sur lesquelles nous habitons ont été tantôt envoûtées par sa puissance, tantôt enrôlées de force – tout comme les peuples autochtones, parcourus d'une multitude de petites et grandes résistances. Sur les rivières, des canots puis des bateaux de guerre ont navigué. La menace s'est instaurée partout, soit insatiable de ces êtres voulant avaler jusqu'à la dernière gouttelette, extraire jusqu'à la dernière poussière d'or, jusqu'au bout du monde. Vastes vagues de destruction, de domination, l'œuvre coloniale – commencée ici par les Français et les Anglais – a continué de plus belle avec le Canada (sans parler de leurs autres empires coloniaux), ses gouvernements tout aussi racistes, ses désirs d'assimilation et de contrôle, « d'un océan à l'autre ». Ce rapport au territoire prend source dans des inégalités de pouvoir, une domination de l'Autre, des autres.

La valse s'accélère, les colons continuent à envahir l'espace...

Parce qu'on se fait mettre, sans cesse, dans des boîtes avec des étiquettes : « genre », « race », « handicap », « sexe », « étranger », entre autres catégories sectaires.

Les colons envahissent non seulement l'espace, mais également la définition des genres, des sexes, des « races », des identités. Il n'est pas étonnant que l'appropriation coloniale du continent « américain » soit aussi passée par la répression et l'élimination de différents rapports sociaux, de multiples sexualités et expressions de genre qui existaient chez certains peuples autochtones. En témoignent plusieurs récits de missionnaires et d'explorateurs qui ont été rapportés par des historien.ne.s. Un d'entre eux raconte, dans des termes colons, comment la nation Choctaw respectait les personnes transgenres et certaines pratiques et comportements homosexuels². De pair avec la colonisation, on a assisté à l'imposition d'une

norme hétérosexuelle; ainsi, l'attitude des missionnaires, par exemple vis-à-vis des Hopis et de certaines de leurs pratiques sexuelles, considérées bestiales. Cela est allé jusqu'à une justification rhétorique des génocides, qui ciblaient ces identités de genre dites déviantes et la présence de pratiques érotiques non hétérosexuelles. Et c'est la « nature » qui sert, une fois de plus, à justifier des normes sociales érigées, au détriment des territoires, des peuples, des femmes, des personnes racisées, des queers, de toutes celles et ceux qui vivent des oppressions basées sur le genre.

**Marionnettes du genre :
jouer le rôle de la femme,
et puis quelle(s) femme(s)?**

Parce que les oppressions de genre et les oppressions de la nature sont reliées et que la destruction des unes ne va pas sans la destruction des autres.

On n'a pas cessé de vouloir enfermer « la » femme dans un bocal hermétique. Et pourtant, les identités sont multiples et reliées à la complexité du monde, non universel. Plusieurs identités « femmes » existent, sont appropriées et appropriables. Qui peut définir son identité sinon chaque personne elle-même? Qui peut m'imposer qui je suis?

« La » femme n'existe pas. Néanmoins, nous croyons que des rapports sociaux de pouvoir produisent une catégorie sociale « femmes », à travers une domination qui impose une place, un rôle à jouer. Le genre « femme » est construit socialement et politiquement, au-delà de la diversité des identités et des expériences. Ainsi, on constate que les femmes vivent des impacts différenciés d'un modèle économique basé sur l'extractivisme.

Nous savons que ce n'est pas nouveau et nous constatons que ça continue et que ça s'amplifie. Les inégalités structurelles déjà existantes se trouvent accentuées dans une économie extractiviste : renforcement des inégalités socioéconomiques entre les femmes et les hommes; vulnérabilité des femmes à la dépossession des terres et moyens de subsistance; hausse

du travail non rémunéré et difficultés de conciliation vie sociale-famille-travail; hausse de la violence envers les femmes (sexuelle, conjugale, familiale et institutionnelle); exposition aux risques environnementaux et sanitaires; impacts sur la santé; masculinisation exacerbée des espaces de pouvoir et féminisation intensifiée de la pauvreté; augmentation de la criminalisation et de la répression de la résistance des femmes, pour n'énumérer que celles-ci. Le système extractif approfondit les divisions genrées (rôles au sein des familles, des couples, des sociétés, des relations sociales) et entretient une binarité qui convient à l'exploitation des ressources. Ce sont des hommes qui sont en majorité les acteurs dominants de l'extractivisme : promoteurs, propriétaires, travailleurs, actionnaires, gestionnaires... Ils définissent les règles et s'approprient le territoire, leur terrain de jeu.

Divisions et binarité : encore une question de profit?

Nous appelons à la destruction de ce modèle productiviste qui est aussi générateur d'inaptitudes et de handicaps. Générateur d'inaptitudes, notamment à travers les multiples contaminations environnementales et les accidents de travail. Générateur de handicaps, par la configuration des infrastructures propres à l'industrie extractive, qui crée des emplois destinés à des personnes dites valides, toujours en fonction de la norme prescrite, c'est-à-dire des personnes pensées comme des êtres productifs et producteurs. Ces emplois renforcent la conception du handicap et son exclusion (du système productif travaillant). Les possibilités d'exister et les rôles conventionnels proposés et valorisés dans l'hétéropatriarcat occidental s'approfondissent au sein du système extractif. Il s'agit dès lors de détruire non seulement les dominations, oppressions et injustices, mais aussi les rôles que nous avons intégrés.

Ces rôles conventionnels nous renvoient à la division du monde qui nous est habituellement enseignée en termes de dualités : homme/femme, hétérosexuel/homosexuel, nature/culture, raison/nature, corps/esprit, rationalité/animalité, raison/émotion, humain/nature, civilisé/primitif, public/privé, soi/l'autre, nous/les autres, classe ouvrière/bourgeoisie, ville/campagne... et la liste continue. Nous apprenons à associer le genre féminin à la nature, à la passivité. La femme à sauver? (D'autant plus si elle est « voilée » pourrions-nous ironiser...). Alors qu'aux hommes on réserve la force, la raison, l'appropriation des richesses. La vision binaire du monde va de pair avec l'essentialisation de la femme.

Pourtant, il est possible de penser des alternatives identitaires, en dehors de la catégorie « femme », tout en reconnaissant que ce groupe social est structuré par des rapports de domination et d'oppressions. Ce sont ces rapports qu'il nous faut détruire. Également, nous souhaitons penser l'être humain comme appartenant à la terre, et non en dehors de celle-ci, la contrôlant. Imaginer et faire exister d'autres formes d'identités, peut-être mouvantes, changeantes, d'autres possibilités d'être, d'autres orientations.

Entrer dans la danse

Mais à cette valse, d'autres éléments se joignent, ils s'invitent, leur pilant sur les pieds, un croc-en-jambe au passage, désorganisant la cadence et refusant de suivre les pas aux 1-2-3... D'une beauté infinie, vastes comme les territoires, multiples comme la biodiversité, nous avons pris l'habitude de les nommer luttes, résistances, solidarités. Invisibilisées, réprimées par les conflits de valeurs, le savoir-vivre normatif et les lois, elles existent pourtant et sont bien vivantes. Elles prennent plusieurs formes, s'adaptent aux différents contextes, créant une diversité s'exprimant dans les rapports sociaux et les



Photographie par le PASC

façons de vivre des identités multiples. Et les femmes, parmi d'autres personnes marginalisées, occupent souvent la première ligne de ces résistances pour le territoire.

Nous, vivantes, habitantes de territoires dévastés, colonisés, sommes traversées par des rapports de pouvoirs et de domination. Nous en sommes parties prenantes. Nous voulons faire tomber les masques. Nous souhaitons confronter les mille visages de la domination.

Notes

1 Nous faisons référence ici non seulement à la marchandisation de la nature, mais aussi à l'entrée des ressources dans l'économie spéculative, notamment par la vente en bourse d'actions, dans le but d'accumuler du capital.

2 GAARD, Greta (1997). « Toward a queer ecofeminism », *Hypatia*, vol. 12, no 1.

Honduras : Corps et territoires en résistance

Textes par Jackie McVicar

Photographies par Luis Bockner

Traduction par Caroline Hugny

En février 2018, l'écrivaine militante Jackie McVicar et le photographe Louis Bockner se sont rendus au Honduras pour documenter les récits des résistant.e.s au gouvernement de Juan Orlando Hernandez, qui a pris le pouvoir de manière frauduleuse, et la crise « postélectorale » à laquelle le pays est confronté. Près de 40 personnes ont été assassinées entre le moment des élections, en novembre 2017 et la prise de pouvoir deux mois plus tard. Jusqu'à présent, un seul cas a été traité par les autorités. Il a mené à la capture d'un officier de police, accusé du meurtre d'un jeune de seize ans, tué par balles sur le chemin de l'église.

Les propos de la cinquantaine de personnes interrogées par Jackie et Louis, des habitant.e.s du Nord et de l'Ouest pour la plupart, mettent bien en évidence que la crise qui a suivi ces élections n'est qu'une partie d'une situation dramatique en réalité bien plus vaste et remontant au moins au coup d'État de 2009.

Chaque jour, des centaines de Hondurien.ne.s affecté.e.s par les politiques néolibérales décrétées pour satisfaire les intérêts du Canada et d'autres pays, des politiques qui mettent

en danger leur vie et leurs moyens de subsistance, se voient obligé.e.s de fuir cette crise. Ils et elles sont prêt.e.s à prendre des risques importants pour émigrer et demander l'asile, convaincu.e.s qu'au Honduras, il n'y a aucun avenir pour eux, pour elles.

Les visionnaires, les organisateurs et organisatrices des communautés, les leaders interviewé.e.s font courageusement partie de la résistance, mais se trouvent à devoir choisir entre leurs luttes et leur survie.

Leurs corps, leurs territoires sont attaqués.

Voici cinq portraits tirés de ces rencontres. Portraits de cinq femmes : portraits de résistance, de détermination farouche et de courage incompréhensible dans un système où il n'y a pas de place pour elles.

Albertina López Melgar

Planes, Terrena Blanca

« Nous, les communautés d'ici, on s'organise pour défendre nos ressources naturelles », dit Albertina López Melgar, membre

du Mouvement élargi pour la justice et la dignité (Movimiento Amplio para la Justicia y la Dignidad, MADJ). « Dans cette expérience, on a eu beaucoup de joie et beaucoup de peine. On a vécu de tout. C'est ce qu'on a choisi, de défendre notre territoire pour ne pas que l'eau soit contaminée ».

Albertina et d'autres membres de sa communauté du secteur de Pajuiles ont érigé, il y a plus d'un an et demi, le « Campement digne pour l'eau et la vie » afin de lutter contre l'implantation d'un projet hydroélectrique dans la cordillère Nombre de Dios et sur la rivière Mezapa. Plus de vingt personnes de la communauté ont encouru des poursuites criminelles et un plus grand nombre encore ont été réprimées par les forces de l'ordre de l'État hondurien, qui répondait ainsi aux intérêts de la compagnie Hydrocep et de son propriétaire, Jason Hawit. D'autres ont été séquestré.e.s et assassiné.e.s, des actes qui n'ont fait l'objet d'aucune enquête ou condamnation. Albertina elle-même, à six mois de grossesse, a été violemment arrêtée par la police. Elle a été détenue pendant seize heures, jusqu'à ce que ses avocats puissent la faire libérer. Les résistant.e.s ont réussi, avec l'aide du MADJ, à mettre

Journaliste, photographe et cinéaste canadien, **Louis Bockner** a travaillé étroitement avec de nombreuses publications et organisations environnementales. Il est jardinier, pêcheur et un grand amoureux de la nature, passion qu'il aime partager avec ses quatre nièces.

Jackie McVicar accompagne et relate depuis plus de dix ans les luttes des défenseur.e.s des terres, des peuples autochtones et des mouvements sociaux pour les droits humains en Amérique centrale.



en place des recours légaux pour freiner le projet, mais le promoteur bénéficie du soutien de l'État et fait tout son possible pour le mener à terme.

« Dans notre pays, les institutions ne représentent pas le peuple, elles représentent les intérêts économiques des grandes entreprises qui ne nous apportent aucun développement. Elles apportent le développement économique à un petit groupe seulement. Nous, on a juste droit à la destruction ».

Même dans ces conditions, Albertina et le reste du Campement digne continuent la lutte.

« C'est une très belle expérience grâce aux communautés, à leur unité. De voir comment, quand on sonne l'alarme, quand on appelle à l'aide, les gens viennent... les gens sont là. Attentifs. Alertes. Parce qu'on est conscientisé.e.s et bien décidé.e.s à lutter pour notre territoire ».

Gloria Orellana

Agua Blanca Sur

« La seule chose qu'il nous reste, c'est de lutter, lutter, lutter. Il faut que ce soit constant. Parce qu'une bataille qu'on ne livre pas est une bataille que l'on perd ».

Pour Gloria Orellana, la crise actuelle au Honduras a beaucoup à voir avec le coup d'État de 2009.

« Avec ce qui s'est passé en 2009, nous avons compris que nous avons été dépossédé.e.s de notre souveraineté, de ce territoire qui nous appartient. On est venu violenter nos droits, mais nous restons là. Nous luttons pour que nos droits soient respectés ».

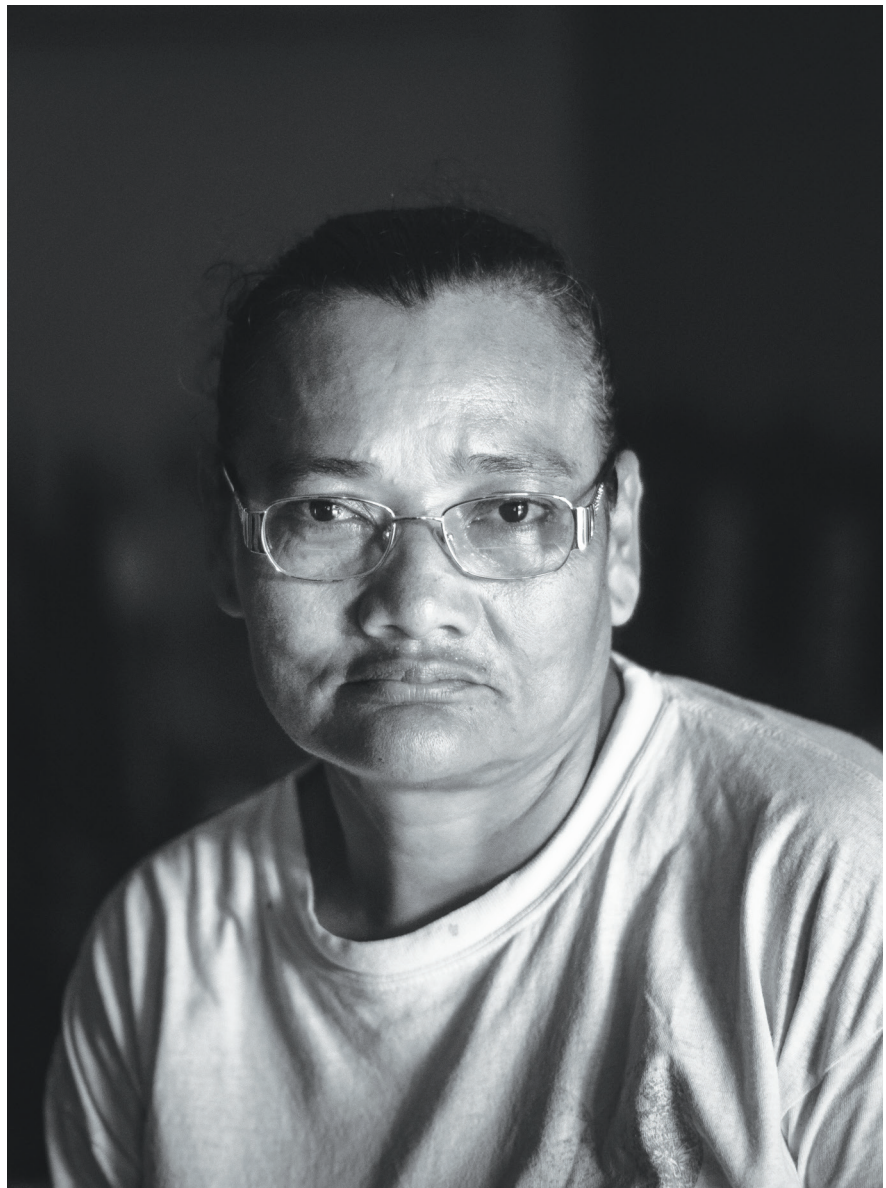
Gloria s'implique activement dans le mouvement social; elle parle de sa participation à la lutte pour la réforme agraire, la souveraineté routière, l'accès à l'eau, à l'éducation et à un système de santé publique. Toutes ces luttes lui ont valu, ainsi qu'à d'autres militantes, de nombreuses agressions de la part de la police militaire.

« Il faut se rappeler que nous nous battons contre un système. Un système patriarcal qui ne profite qu'aux riches ».

« Nous continuons à avancer, parce que nous savons que maintenant, avec les élections postcoup d'État, ce gouvernement en place, lui, il ne se préoccupe pas des biens communs ni du peuple. Ce qui nous convient à nous, les citoyen.ne.s, ça ne lui va pas du tout à lui ». Le gouvernement de Juan Orlando Hernandez est revenu au pouvoir fin janvier 2018 à la suite d'un processus électoral marqué par les illégalités, la fraude et la violence d'État. Comme il l'avait déjà fait après le

coup d'État de 2009, le Canada a reconnu et appuyé les résultats contestés des élections. Il donne ainsi à ce gouvernement brutal toute la légitimité pour maintenir son pouvoir par des institutions qui provoquent de l'insécurité et des politiques répressives qui transforment les résistants et les

résistantes en délinquant.e.s ou en cibles de la violence. « Quand nous revendiquons nos droits, quand nous réclamons ce que le gouvernement nous doit, la seule chose qu'il nous donne, c'est la répression et la mort. C'est ça qu'il nous donne ».



María Carmela Caballeros

Azacualpa

« J'ai des frères là-bas et je suis pas d'accord qu'on les chasse de là ». María Carmela Caballeros parle rapidement, avec conviction. « Il y a mes beaux-parents, mes beaux-frères, et nous, on ne veut pas qu'ils soient obligés de partir ».

La mine à ciel ouvert San Andrés appartient à la compagnie Aura Minerals, dont le siège social se situe à Toronto. L'entreprise a acquis la mine en août 2009, quelques semaines après le coup d'État perpétré par les militaires qui a chassé Mel Zelaya du pouvoir. La compagnie a donc commencé à agrandir l'exploitation en pleine période d'agitation sociale et politique. Aujourd'hui, la seule chose qui fasse obstacle à l'expansion continue de Aura Minerals, expansion qui verrait toute la communauté d'Azacualpa déplacée et relocalisée, est un petit cimetière juché au sommet d'une colline remplie d'or.

« Cette colline, nous voulons la défendre, les morts comme les vivants ».

Selon le rapport 2016 de la Loi sur les mesures de transparence du secteur extractif (Ley de Medidas de Transparencia del Sector Extractivo, ESTMA), Aura Minerals a versé au gouvernement hondurien une somme de 2,48 millions de dollars US, montant correspondant à la « taxe de sécurité » de 2 %, que les entreprises doivent payer en vertu de la Loi sur les mines adoptée en 2013. La taxe de sécurité sert à financer l'entraînement et l'armement des forces de sécurité honduriennes, qui mènent depuis le coup d'État de 2009 des actes de violence dictés par l'État. Le Canada a joué un rôle important dans l'élaboration de la Loi minière hondurienne qui a imposé cette taxe.

Le Canada a aussi fourni un appui diplomatique et politique à la compagnie Aura Minerals pendant des années, comme il l'avait fait pour les anciens propriétaires de la mine. En 2016, Aura Minerals s'est



enregistrée aux îles vierges britanniques et n'est donc plus considérée comme une entreprise canadienne. S'installer offshore ou vendre une mine après avoir été impliqué dans de graves violations des droits humains est une tactique communément employée par les minières canadiennes pour échapper aux procédures judiciaires ou aux sanctions économiques qui pourraient être prises contre elles.

Dilma Consuelo Soto

*Tribu Francisco du peuple Tolupan,
Département Yoro*

« Nous défendons notre territoire parce que les terres ont été accaparées par les propriétaires terriens. Nous défendons la forêt parce que les entreprises continuent d'exploiter la nature ».

Consuelo et sa communauté autochtone sont entrées en 2002 dans la lutte pour la protection de leurs terres, leurs arbres et leurs eaux. En 2013, ses camarades Ricardo Soto Funez, María Enriqueta Matute et Armando Funez ont été assassiné.e.s par des mercenaires à la solde d'une minière de la région. En 2015, Luis de Reyes Marcía, le mari de Consuelo, a été assassiné par balles en réponse à son militantisme. Aujourd'hui, Consuelo continue de faire face à de très graves dangers à cause de son opposition ouvertement affichée.

« Il y a tellement d'entreprises qui occupent notre territoire. Nous, les Autochtones, nous sommes abandonné.e.s par le gouvernement. Le gouvernement ignore le peuple tolupan, notre peuple ».

Dilma Consuelo raconte les maladies qui accablent les enfants, le manque de soins de santé – il y a bien un centre médical, mais il n'est pas toujours ouvert, ce qui met en danger la vie des malades – à cause du peu d'importance que l'État accorde à leur communauté. « Je suis indignée ».

« Nous autres, les femmes, avons commencé à nous organiser à cause de toute la destruction que nous voyons. Nous manifestons pacifiquement et nous le faisons par amour pour le peuple ».



Karen García

Durugubuti - San Juan Tela

« Nous sommes contre l'injustice, et c'est ce que nous vivons aujourd'hui dans notre pays », dit Karen García, coordonnatrice de l'organisation Espoir de la femme garifuna et membre de l'Organisation noire fraternelle hondurienne (Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH).

Les communautés garifunas¹ de la côte nord du Honduras subissent des violences ancrées dans le racisme systémique. À Durugubuti (connu sous le nom de San Juan Tela), elles ont été expulsées successivement par les entreprises bananières, puis celles d'agrocombustibles comme Palma Africana et, aujourd'hui, par les compagnies de tourisme, pour la plupart canadiennes, qui veulent s'installer sur leurs territoires ancestraux.

« Dans la majorité des communautés garifunas, nos camarades sont persécutés. Parfois par les militaires, parfois par des propriétaires terriens, toujours à cause de la problématique liée à nos terres. Notre ennemi, chaque fois, c'est l'État. Parce que c'est lui qui octroie à d'autres les terres des Garifunas, nos terres ».

En mars 1937, un massacre à Durugubuti a fait 19 mort.e.s parmi la communauté garifuna. Les maisons ont été pillées et les femmes et les jeunes filles violées. L'attaque était organisée par le parti national. La justice n'a jamais été complètement rendue, et cette violence d'État se perpétue aujourd'hui à travers des politiques économiques, par exemple les Zones d'emploi et de développement économique (ZEDE), mieux connues sous le nom de « cités modèles », qui menacent de déplacer les communautés garifunas.



« Ces entreprises viennent de partout et nous portent énormément préjudice à nous, les Garifunas, parce que leurs affaires les amènent à s'installer en bord de mer ».

Randy Jorgenson, un Canadien qui a fait fortune grâce à ses magasins de vidéos pornographiques, est l'un des plus féroces promoteurs de la violence quand il s'agit de voler les territoires garifunas pour développer des projets touristiques. Au fil des années, il a usé

de chantage, de menaces, d'actions judiciaires arbitraires, tout ça pour vendre la côte nord du Honduras aux retraités canadiens.

« Nous devons rester solidaires les unes des autres ».

Notes

¹ Peuple des Caraïbes, les Garifunas sont issu.e.s du métissage, dans l'île Saint-Vincent, entre des esclaves africain.e.s en fuite et les Autochtones calliponas; ils furent déportés sur la côte centraméricaine à la fin du XVIII^e siècle. [ndlr]

Récits transformateurs

Femmes, territoires et communication : le pari de La Sandía Digital

Par Monica Montalvo Méndez

Traduction par Geneviève Messier

Au Mexique, tout comme dans le reste de l'Amérique latine, des centaines de combats contre l'extractivisme sont livrés. Des projets miniers, éoliens, de fracturation hydraulique (*fracking*) et de barrages, entre autres, portent atteinte au droit des communautés paysannes et autochtones à l'autodétermination et au choix du type de développement de leur territoire. Beaucoup de ces combats sont menés par des femmes et celles-ci jouent un rôle clé dans la défense du territoire. Ce rôle va de l'organisation d'activités de diffusion et d'éducation pour sensibiliser la population aux impacts de l'extractivisme à des actions de mobilisation (marches, manifestations, blocage de l'accès aux mines, barrages, centrales et routes), où elles exercent différentes formes de leadership.

Ces femmes font pourtant face à des obstacles particuliers, dont celui de ne pas être propriétaires des terres [entre autres en raison de régimes fonciers qui n'accordent pas aux femmes un accès égal aux droits de propriété foncière, ndlr]. Au Mexique, seulement 19 % des femmes vivant dans des zones rurales sont propriétaires de la terre. Cette situation empêche leur pleine inclusion dans la vie communautaire, tout particulièrement dans la prise de décisions, et fait en sorte qu'elles ne sont pas consultées par les promoteurs des projets extractivistes.

La communication sous différentes formes fait partie des stratégies employées par les femmes pour défendre leur territoire. Elle a notamment servi à diffuser de l'information au sujet d'événements et de situations qui bafouent leurs droits culturels et collectifs. La Sandía Digital est une collective¹ formée au Mexique par des femmes qui, par le biais de la production audiovisuelle, du cinéma, des médias libres, des arts plastiques et de la communication communautaire, mise sur une transformation de la réalité.

L'objectif de ce texte est d'exposer, à partir des expériences de La Sandía Digital, les défis que nous, les femmes, rencontrons tant dans la défense de la terre que dans les processus de communication. Il aborde l'importance d'ouvrir des espaces pour raconter des histoires « autres », si nous voulons transformer le monde.

Les femmes et la communication : manque d'accès et faible représentation

La Campagne pour les droits de la communication dans la société de l'information fait valoir que

« toute personne a le droit de s'exprimer, d'être écoutée, d'être reconnue, d'être représentée avec

dignité, de recevoir de l'information basée sur la transparence, la diversité, la participation et la justice sociale et économique »².

Au Mexique, une forte concentration du secteur des communications est entre les mains de peu d'acteurs. Le rapport « Qui tire les ficelles des médias? », produit par le Centre national de communication sociale (Centro Nacional de Comunicación Social, CENCOS) et Reporters sans frontières, mentionne que onze familles possèdent la majorité des médias les plus influents, qu'elles accaparent les plus grands pourcentages d'audience et qu'elles reçoivent la moitié des investissements en publicité officielle³.

Une étude réalisée par Aimée Vega Montiel, en plus de confirmer la forte concentration des médias dans les mains de quelques-uns, démontre également que ces protagonistes sont principalement des hommes. Il subsiste donc encore des conditions d'inégalité et de marginalisation dans l'accès des femmes aux médias en tant que propriétaires, directrices et preneuses de décisions⁴.

Dans son rapport de 2015, le Projet mondial de monitoring des médias (GMMP) précise que seulement 24 % des personnes interviewées, entendues, vues

Défenseuse des rivières et anthropologue, **Monica Montalvo Méndez** est présentement étudiante au doctorat en développement rural à l'Universidad Autónoma Metropolitana – Xochimilco, dans la ville de Mexico. Depuis 2012, elle s'implique dans les espaces de médias libres comme le Colectivo Hijos de la Tierra. Elle collabore avec la Sandía Digital depuis mars 2018 pour un projet de diagnostic du rôle de la communication dans les luttes socioenvironnementales.

ou mentionnées dans les médias écrits et audiovisuels sont des femmes, alors que 76 % sont des hommes. Dans les nouvelles abordant la politique et le gouvernement, les femmes ne représentent que 16 % des personnes apparaissant dans les communiqués, et seulement 4 % des nouvelles remettent en question les stéréotypes de genre⁵.

Les médias de masse contribuent à renforcer la vision stéréotypée des femmes dans la société, par le biais des discours présents dans des émissions, séries et messages publicitaires, où les femmes sont présentées dans des rôles de mères et d'épouses, comme des objets sexuels ou comme des victimes. Nous, les femmes, ne faisons la manchette que lorsqu'on nous tue (et c'est toujours notre faute).

Si les femmes en général sont perçues ainsi, qu'en est-il des femmes paysannes et autochtones, qui défendent le territoire et qui ne correspondent pas aux critères (blanche, blonde, mince, de classe sociale élevée) imposés par les médias de masse? Elles sont invisibilisées ou criminalisées pour la simple raison que ce que l'on peut voir à la télévision, en plus de véhiculer des stéréotypes machistes, est classiste et raciste.

Selon Vega Montiel, les médias sont une des principales institutions pouvant permettre aux femmes d'obtenir des droits essentiels comme la liberté, l'équité, l'inclusion et la participation dans l'espace public⁶. En ce sens, invoquer son droit de communiquer implique non seulement de promouvoir une représentation appropriée des femmes et de leur pouvoir comme agentes sociales dans les contenus médiatiques, mais aussi de reconnaître et d'encourager leur pleine participation dans l'industrie des communications comme propriétaires, directrices et créatrices.

Il y a clairement un parallèle à faire entre la propriété de la terre et la propriété de la parole : les femmes défendant la terre et les femmes qui exercent leur droit à la communication ne dénoncent pas seulement les projets extractifs sur leur territoire ou la cooptation des espaces de

communication, elles remettent aussi en question la place réservée aux femmes dans la société et affirment la nécessité d'assumer des rôles de premier plan.

Plus de femmes derrière et devant la caméra. Voilà sur quoi mise la Sandía Digital et ce qu'elle cherche à favoriser par ses activités.

Le chemin parcouru par la Sandía

La Sandía Digital est née en 2011, avec l'intention d'être une collective formée de femmes. Depuis ses débuts, la Sandía a cherché à donner de la visibilité aux luttes et aux projets de collectifs, de mouvements et de communautés situées en marge du débat public, en particulier sur les questions de développement, d'équité de genre, de défense du territoire, des biens communs et des droits humains.

La collective offre de l'accompagnement, la formation et la production – principalement de façon participative – à des groupes de femmes, des membres de communautés rurales et autochtones, et à des personnes engagées dans des mouvements sociaux; elle documente et diffuse leurs luttes et leurs réalités par le biais de productions audiovisuelles. Chemin faisant, La Sandía Digital s'est rendue dans les États de Guerrero, Morelos, Michoacán, San Luis Potosí, Oaxaca et dans la ville de Mexico, et a travaillé avec des mouvements comme CECOP, Cherán, Frente Wirikuta, Amilcingo et des organisations comme Telar de raíces, Copevi, HIC-AL, WITNESS, Tlachinollan et Ojo de agua.

Depuis mars 2018, la Sandía a entrepris de réaliser une étude diagnostique portant sur le rôle de la communication dans les luttes socioenvironnementales au Mexique, avec l'objectif d'alimenter une réflexion collective et critique des récits autour du développement et du progrès, ainsi que sur les stratégies et outils de communication qui sont utilisés pour la défense du territoire.

Parmi les autres expériences de la Sandía, il y a Voix de femmes (*Voces de Mujeres*), un laboratoire d'appropriation d'outils audiovisuels et numériques visant



Photographie par La Sandía Digital

la production de récits alternatifs. Le projet cherche à rendre visible le rôle transformateur des femmes dans leurs communautés, en tant que protagonistes et productrices de leurs propres histoires. Il cherche aussi à changer la façon dont les femmes sont représentées dans les médias. À cette fin, une caravane de laboratoires audiovisuels est en cours de réalisation dans la république mexicaine, à l'intérieur de laquelle des outils photo, radio, vidéo, audio et de rédaction sont partagés. Le projet s'est réalisé grâce à la convergence de diverses collectives : Luchadoras TV, Social TIC, Subversiones et WITNESS. Quarante et une femmes de quatorze États à l'intérieur du pays ont participé aux deux éditions de la caravane en 2015 et 2017.

Avec sa propre voix

« Dans un monde rempli de récits qui ne représentent pas les différences, nos histoires existent »

Voces de Mujeres, 2017

Dans un monde plein de mensonges et de désinformation, le récit de nos histoires et leur diffusion sont aujourd'hui des pratiques essentielles : elles sont indispensables devant « le danger d'une histoire unique », pour reprendre les paroles de l'écrivaine nigériane Chimamanda Ngozi Adichie.

Adichie nous prévient que la répétition d'une histoire unique nous rend vulnérables et influençables :

« Nous avons besoin de voir des histoires dans lesquelles nous pouvons nous identifier, où nous

racontons nos peurs mais aussi nos rêves et espoirs. Raconter nos histoires nous permet de nous trouver dans les yeux des autres ».

Elle souligne que :

« les histoires ont été utilisées pour déposséder et pour calomnier, mais elles peuvent aussi être utilisées pour donner du pouvoir et pour humaniser. Les histoires peuvent briser la dignité d'un peuple, mais les histoires peuvent aussi réparer cette dignité brisée »⁷.

L'audiovisuel est une fenêtre et un miroir; la Sandía Digital offre un chemin pour se retrouver devant et derrière la caméra et pour raconter nos histoires, celles que l'on a tenté de nous refuser durant des dizaines d'années.

Toutefois, le travail de la Sandía Digital fait face à deux défis importants :

- » être productrices/réalisatrices dans un monde (l'audiovisuel) où les hommes constituent toujours la majorité;
- » produire du matériel qui nous représente, qui rompt avec les stéréotypes sur les femmes et qui nous présente comme des agentes de changement et pas seulement comme des victimes ou de la chair à vendre.

Conclusion

Les médias de masse invisibilisent les conflits produits par les projets extractivistes et leurs conséquences, ainsi que les voix des personnes affectées qui défendent le territoire. En plus de

reproduire des stéréotypes, ces médias génèrent des récits racistes, classistes et sans perspective de genre, qui discriminent et délégitiment les personnes qui mènent les luttes.

La lutte pour la défense du territoire et la lutte des femmes, alliées à la communication, ont un fabuleux potentiel : elles nous permettent de dénoncer ce monde patriarcal et anthropocentrique et de mettre en lumière ces mondes que nous défendons et construisons.

Les récits qui s'opposent actuellement au sein de la lutte pour les territoires et dans la lutte pour le droit à la communication des femmes reflètent une « guerre » de civilisations. Le pari de la Sandía Digital est la création de récits transformateurs. Des récits qui ouvrent l'imaginaire vers un monde qui est juste pour tous les êtres vivants, incluant ceux et celles d'entre nous qui sont en périphérie du pouvoir : les femmes, les peuples autochtones et les écosystèmes. Nous voulons récupérer, habiter et prendre soin des espaces de communication, tout comme nous défendons nos corps et les territoires.

Nous ne voulons pas deux récits parallèles, mais plutôt la possibilité d'écouter, de voir et de sentir cette diversité d'histoires, qui laissent entrevoir nos particularités, mais qui nous rappellent aussi ce que nous partageons. Cela nous permet de mener à bien ce désir, sur lequel nous misons, de transformation de la réalité.

Notes

1 Les collectives représentent un mode d'organisation présent au sein de certains groupes de femmes. Dans les collectives de femmes, le changement social n'est pas qu'un but extérieur, mais il est aussi visé à l'interne, au sein même des groupes [ndlr].

2 Red de Investigadoras por la Vida y la Libertad de las Mujeres (2008). *Por los Derechos Humanos de las Mujeres y las Niñas : su acceso a la Comunicación y la Información. Lineamientos y Mecanismos para una legislación de medios de comunicación con perspectiva de género*, Mars, en ligne : <http://amerialatinagenera.org/newsite/images/leydemediosconperspectivade-genero.pdf>

(Cette campagne, également connue sous le nom de Campagne CRIS, a pris forme dans la foulée du Sommet mondial sur la société de l'information organisé par les Nations Unies à Genève et à Tunis, ndlr).

3 Media Ownership Monitor Mexico. « Propiedad de los medios », en ligne : <https://mexico.mom-rsf.org/es/> (page consultée en octobre 2018).

4 Vega Montiel, Aimée (2014). « Igualdad de género, poder y comunicación : las mujeres en la propiedad, dirección y puestos de toma de decisión », *Revista de Estudios de Género*. La ventana.

5 WACC (2015) « ¿Quién figura en las noticias? », Proyecto de Monitoreo Global de Medios (GMMP), en ligne : https://www.cimacnoticias.com.mx/sites/default/files/gmmp_global_report_es.pdf (page consulté en octobre 2018).

6 Vega Montiel, Aimée (2014). Op Cit.

7 Chimamanda Adichie (2009). « Le danger d'une histoire unique », conférence dans le cadre de l'événement TEDGlobal Ideas Worth Spreading, juin, en ligne : https://www.ted.com/talks/chimamanda_adichie_the_danger_of_a_single_story?language=fr

Incantation (pour rompre le charme du silence)

Par Joëlle Gauvin-Racine

je reviens de loin
le sais-tu
j'arrive de la chambre du silence
je suis sortie par la porte restée entrebâillée

je ne dors plus

j'entre dans le pays de la parole
bouillante
dévalant la pente raide
parole précipice
aspérité
parole cassée en mille miettes
et qui s'élève quand même

car qui dira
si nous nous taisons toutes?

qui dira la déferlante
la beauté
la honte
l'hospitalité
la rivière
et les poissons
morts dedans
les eaux usées

qui dira l'usure
l'époque
l'enfance
la trahison
la trahison de l'enfance
qui la dira

qui dira la grafigne
les ronces
le sang
la rédemption
le ciel
qui refuse de refléter ma solitude

ainsi je sors
j'enfile mon manteau d'ambiguïtés tenaces
je cours rejoindre les humains rassemblés sur le pont
contemplant la glace

qui hurlera la glace qui fond
si les animaux sont réduits au silence?

alors parle
parle pour dire le chemin lumineux de la bête ancestrale
les comptes à rebours qui n'en finissent plus

parle
même s'il est sans doute déjà trop tard pour dire non
il n'est trop tard pour dire
que nous ne consentions pas

parle avec les mots qui viennent
froids
désolée
encore la même histoire
enrageante
obsolète

bouche cousue
corps tendu
qui n'en peut plus
de retenir la flèche inaudible

parle
avant le renoncement
avant l'épuisement

parle
il reste une lumière sur la table
et les hommes peut-être
ont encore une oreille
sur leurs ventres féroces

parle à l'aube en suspens
la lutte parfois s'estompe dans les premières lueurs
et la soif apparaît
dans sa splendeur

la famine est profonde
le printemps bruissant
le lit défait

et la femme se lève
elle revient à la parole première

Joëlle Gauvin-Racine a grandi à Québec, où elle a étudié en anthropologie. Sa trajectoire a été marquée par son implication dans des luttes écologistes et par des séjours au Mexique, où elle a côtoyé des communautés autochtones en résistance dont la dignité et la vision du monde l'ont grandement inspirée. Depuis cinq ans, elle vit et crée sur une terre dans la région de L'Islet. En 2018, elle a été finaliste du prix de poésie Geneviève-Amyot.

Des femmes autochtones et paysannes résistent au développement des mégaprojets hydroélectriques en Bolivie : une histoire encore peu connue

Par Viviana Herrera Vargas

Malgré la place prépondérante occupée par Evo Morales sur la scène internationale comme défenseur des droits de la Terre-Mère et des peuples autochtones, son gouvernement est contesté chez lui, car son discours ne concorde pas avec les politiques mises en place en Bolivie. Les femmes autochtones et paysannes boliviennes forment l'un des groupes qui contestent ce double discours en luttant contre les mégaprojets d'extraction et d'énergie promus par les politiques publiques boliviennes. Ce texte vise à faire connaître la résistance menée par les femmes en Bolivie, tout en remettant en question la façon dont l'État agit et justifie l'implantation, sans consultation préalable, de mégaprojets hydroélectriques. Pour ce faire, nous déconstruirons le discours associant ces projets au développement des communautés et à une « énergie propre », tout en mettant en lumière le travail de Lidia Antty, une femme paysanne qui lutte contre deux mégaprojets hydroélectriques en Amazonie bolivienne.

Mégaprojets hydroélectriques, politiques publiques et intégration régionale

Le plan de développement national inscrit dans le projet d'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-

Américaine (IIRSA)/Cosiplan cherche à transformer la Bolivie en une puissance énergétique régionale d'ici la fin 2025¹. On espère ainsi générer davantage de devises en exportant de l'énergie électrique vers les pays voisins. Pour y arriver, le gouvernement envisage la construction de quatre mégaprojets hydroélectriques : El Bala (3 676 MW) qui est situé dans le parc national du Madidi; Rositas (600 MW), qui entraînera l'inondation de vastes zones de forêts tropicales et deux centrales hydroélectriques en Amazonie, Cachuela Esperanza (900 MW) sur le fleuve Beni et le barrage Binacional (300 MW) situé sur le fleuve Madeira entre la Bolivie et le Brésil. Ces mégaprojets seront construits dans des aires protégées et ceci sans consulter les peuples qui y habitent, ce qui signifie « l'occupation des territoires amazoniens et la transformation des territoires »².

« Le développement de la mort »

Bien que l'exportation de l'énergie électrique vers le Brésil soit la principale raison de la construction de ces mégaprojets, ces derniers s'inscrivent, selon le discours du gouvernement, dans la logique de projets d'énergie propre qui contribueront au développement des communautés locales en leur facilitant, entre autres, l'accès à l'électricité et à l'eau potable. Lidia Antty³, une femme

paysanne qui mène le réseau de femmes amazoniennes et la concertation contre la construction du projet hydroélectrique Cachuela Esperanza et Binacional, n'est pas dupe de la manœuvre politique qui se cache derrière ce discours. Selon elle, « le gouvernement dit que ces projets apporteront du développement à l'Amazonie, mais en fait, c'est le développement de la mort »⁴. En effet, les catastrophes socioenvironnementales déclenchées par l'installation et la mise en œuvre des barrages de Belo Monte, Jirau et Santo Antonio au Brésil ont mis en évidence les mégarisques liés aux mégaprojets hydroélectriques. De plus, les dernières recherches sur ces mégaprojets construits dans les forêts tropicales décrivent ces barrages géants comme des « usines à méthane »⁵, car celles-ci « peuvent générer plus de gaz à effet de serre que des centrales au charbon »⁶. L'argument selon lequel il s'agit d'une énergie propre est ainsi fortement remis en question.

La mise en place des mégaprojets hydroélectriques entraîne également des conséquences sociales telles que la disparition des modes de vie et des cultures de ces communautés, le déplacement forcé, les inondations, la précarisation du travail en raison des offres d'emploi des entreprises de construction de mégaprojets, la prostitution et l'exploitation

Viviana Herrera Vargas a fait sa maîtrise en Études internationales à l'Université de Montréal. Elle est canadienne d'origine colombienne et est présentement conseillère en recherche au Centre d'études sur le développement professionnel et agricole (Cedla) par l'entremise de Cuso International à La Paz, en Bolivie. Elle s'intéresse à l'intersection du genre, de l'ethnicité/race, de la classe sociale et du statut migratoire dans l'analyse des processus de la migration, des conflits armés et des impacts des mégaprojets d'infrastructure.



Dans la région amazonienne, le gouvernement envisage la construction de mégaprojets hydroélectriques dans des aires protégées, et ceci sans consulter les peuples qui y habitent.

Photographie tirée de [Pexels.com](https://www.pexels.com)

sexuelle et commerciale des enfants et des adolescent.e.s vivant à proximité des mégaprojets. On pense aussi à la catastrophe sociale et environnementale déclenchée par la construction du mégaprojet hydroélectrique Ituango en Colombie.

Face à ces initiatives agressives de développement de mégaprojets hydroélectriques qui visent des territoires qui leur appartiennent, les communautés et les femmes affirment qu'elles vont lutter pour empêcher qu'elles se réalisent.

Les femmes et la résistance en Amazonie bolivienne : loin de La Paz, près du Brésil

Alors que les conséquences néfastes de la construction des mégaprojets pourraient les rendre impuissantes et vulnérables, les femmes paysannes et autochtones sont au contraire devenues des dirigeantes dans leurs communautés. Elles se sont engagées dans un processus de résistance et de protestation continu contre la pression qu'exercent ces projets extractifs sur leurs terres et les matières

premières qu'elles contiennent, notamment l'eau. Leurs demandes constituent des appels d'envergure qui visent à alerter, d'un côté, les communautés potentiellement affectées par ces projets et, de l'autre, la société bolivienne tout entière.

Alors qu'on parle, dans d'autre pays, de personnes touchées par la construction des barrages, nous parlons en Bolivie de personnes potentiellement affectées par les barrages, car ces mégaprojets n'ont pas encore été construits. Les possibilités que les Bolivien.ne.s souffrent du même sort que leurs camarades brésilien.ne.s et colombien.ne.s sont toutefois très réelles.

Ruth Alipaz est une femme qui sera potentiellement affectée par la construction de la centrale hydroélectrique de Chepete et Bala, qui fait partie de la Communauté de communes autochtones de la rivière Beni, Tuichi et Quiquibey. Plus tôt cette année, dans son discours au Forum permanent des Nations unies pour les questions autochtones, Alipaz a affirmé énergiquement que « les projets hydroélectriques qui ne se conforment

pas à une consultation préalable mettent en danger les peuples autochtones, y compris les peuples isolés, la biodiversité et les aires protégées »⁷. À son retour du Forum, elle a été intimidée et accusée par le gouvernement de ne pas être autochtone, d'appartenir aux organisations conservatrices et aux ONG internationales⁸. Ce type d'accusation fait partie des défis auxquels sont confronté.e.s les leaders de l'opposition aux mégaprojets, notamment les femmes dirigeantes.

La stigmatisation des défenseuses du territoire et les stéréotypes liés au genre qu'elles doivent combattre chaque jour ne les empêchent pas de lutter. À propos des défis rencontrés par les dirigeantes, Paola Gareca, dirigeante du mouvement contre les mégaprojets d'exploration pétrolière dans la réserve naturelle de Tariquia, située au sud de la Bolivie, déclare que « d'autres femmes subissent des menaces de leur mari, à qui on raconte des mensonges. Ils disent qu'on se fait payer par des ONG, qu'on a d'autres intentions. Ces situations sont en train de détruire les familles »⁹. Cette stratégie visant à éloigner les femmes de

la lutte « en influençant leur mari »¹⁰ est un défi constant auquel les femmes dirigeantes boliviennes doivent faire face.

Non à la construction des mégaprojets hydroélectriques

Tout en faisant face aux problèmes suscités par le machisme et le patriarcat, les femmes luttent pour dénoncer les mégaprojets en raison de l'ampleur de leurs effets destructeurs sur leurs territoires. Au-delà de la consultation, ce que plusieurs femmes exigent c'est que les mégaprojets ne soient pas construits, point final! Certaines d'entre elles remettent même en question le paradigme de la consultation préalable. Cette posture est certainement radicale du point de vue classique des droits des peuples autochtones. Cependant, cela s'aligne sur ce que déclarent plusieurs groupes autochtones au Canada pour lesquels la consultation préalable est une « politique de distraction », c'est-à-dire qu'elle fait partie « des politiques néfastes (droits, réconciliation et marchandisation des ressources) qui détournent les peuples autochtones des actes de décolonisation et de résurgence et les poussent vers un programme national de cooptation et d'assimilation »¹¹.

C'est exactement ce que Lidia Antty veut éviter en s'opposant aux mégaprojets. Parce qu'avant tout, ce que les femmes paysannes et autochtones boliviennes veulent éviter, c'est le déplacement forcé qui suit la construction

de ces mégaprojets. Lidia, qui habite à Guayaramerín, ville frontalière avec le Brésil qui sera potentiellement affectée par les barrages de Cachuela Esperanza et Binacional, a déjà pu observer les conséquences dévastatrices de ces mégaprojets chez ses voisins brésiliens. Depuis la construction du complexe du Madeira du côté du Brésil, la communauté d'où vient Antty, située du côté de la Bolivie, a constaté une réduction considérable de la pêche et, par conséquent, le déplacement de la population vers les grandes villes¹². Selon elle, la consultation préalable n'est donc pas l'objectif à atteindre. Sa lutte et sa résistance se centrent plutôt sur l'arrêt de la construction des mégaprojets hydroélectriques sur la rivière Madeira du côté de la Bolivie.

Réseautage et alliances

Lidia aide à établir des connexions entre les communautés potentiellement affectées par le projet et des groupes d'activistes mieux organisés comme le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) au Brésil, le Mouvement Ríos Vivos en Colombie et des organisations sociales basées à La Paz. Ces liens sont vitaux pour le mouvement naissant bolivien contre les barrages. De plus, pour Lidia, l'obtention d'information sur les projets est essentielle tant pour la prise de décisions que pour la résistance aux projets. À cet effet, elle et sa communauté exigent depuis des années que les banques qui financent les projets divulguent les renseignements

sur l'avancement des projets. Grâce à ce travail organisé, les communautés sont mieux informées, mieux formées et sont donc davantage en mesure d'exiger le respect de leurs droits.

La participation aux échanges d'expériences sur le plan international promue par le MAB, Ríos Vivos et le Forum social panamazonien (FOSPA) permet aux femmes comme Lidia de faire connaître à l'étranger la situation bolivienne, les mégaprojets prévus et les violations des droits des peuples autochtones. Il s'agit d'une action très importante dans un contexte régional où on continue d'ignorer le revers de la médaille, soit les politiques extractivistes de la Bolivie et leurs impacts sur la population – un contexte régional dans lequel la plupart des gens (les militant.e.s y compris) sont encore séduits par le discours progressiste d'Evo Morales. Voilà pourquoi on discute si peu de cette histoire et qu'elle est encore méconnue.

En somme, les femmes boliviennes potentiellement affectées par les mégaprojets hydroélectriques en Amazonie bolivienne posent problème à un État qui continue à reproduire des structures néolibérales, extractivistes et patriarcales. En contestant les politiques publiques, elles exigent que cet État justifie ses démarches et soit cohérent avec son discours sur les enjeux climatiques et sur les droits des peuples autochtones.

Notes

1 Guzmán, Juan Carlos et Molina, Silvia (2017). *Discursos y realidades : Matriz energética, políticas e integración*. La Paz, Bolivia : CEDLA.

2 Molina, Silvia (2018). *Mégaprojets boliviens, politiques publiques et d'intégration régionale*. La Paz, Bolivia : CEDLA.

3 J'ai fait connaissance avec Lidia dans le cadre de mon travail comme chercheuse en matière d'impacts socioenvironnementaux des mégaprojets extractifs et énergétiques en Bolivie.

4 Snyder, Michael (2018). « As the Dams Rose in Brazil, so Did the Floodwaters in Bolivia. Now, Life Here Has Changed » Pullitzer, 20 août, en ligne : <http://www.pulitzercenter.org/reporting/dams-rose-brazil-so-did-floodwaters-bolivia-now-life-here-has-changed> (page consultée en août 2018)

5 Casaux, Nicolas (2017). « Comment les barrages détruisent le monde naturel (et non le Costa Rica n'est pas un paradis écologique) ». Le Partage 2017,

en ligne : <http://partage-le.com/2017/01/les-illusions-vertes-le-cas-des-barrages-non-le-costa-rica-nest-pas-un-paradis-ecologique/> (page consultée en septembre 2018).

6 Ibid.

7 « La defensa del territorio es un derecho legítimo : Respaldo de afectadxs por proyecto hidroeléctrico Rositas, a Representante indígena uchupiamona ». Chaski Clandestino, 24 avril 2018, en ligne : <https://chaskiclandestino.wordpress.com/2018/04/24/la-defensa-del-territorio-es-un-derecho-legitimo-respaldo-de-afectados-por-proyecto-hidroelectrico-rositas-a-representante-indigena-uchupiamona/> (page consultée en septembre 2018). Tous les extraits cités ont été traduits librement de l'espagnol par l'auteur.

8 Ibid.

9 Quiroga, Irina (2017). « Bolivia: las mujeres en defensa de la Madre Tierra en Tarija ». Mongabay

Latam, 28 novembre, en ligne : <https://es.mongabay.com/2017/11/bolivia-las-mujeres-defensa-la-madre-tierra-tarija/> (page consultée en septembre 2018) [Traduit librement de l'espagnol par l'auteur].

10 Ibid.

11 Herrera, Viviana (2015). « Critical summary of "Re-envisioning resurgence : Indigenous pathways to decolonization and sustainable self-determination" par Jeff Cornthassel et "Land as pedagogy : Nishnaabeg intelligence and rebellious transformation" par Leanne Simpson ». UDEM, Été 2015, en ligne : https://www.researchgate.net/publication/319469338_Critical_summary_of_Re-envisioning_resurgence_Indigenous_pathways_to_decolonization_and_sustainable_self-determination_by_Jeff_Cornthassel_and_Land_as_pedagogy_Nishnaabeg_intelligence_and_rebellious_tr

12 Snyder, Michael (2018). Op. cit.

S.O.S. Nicaragua

Entrevue avec Violeta Delgado

du Mouvement autonome des femmes du Nicaragua

Transcription et traduction par Roselyne Gagnon

Cette entrevue avec Violeta Delgado du Mouvement autonome des femmes (Movimiento Autónomo de Mujeres) du Nicaragua a été réalisée par le Réseau international de l'Union latino-américaine des femmes (Unión Latinoamericana de Mujeres, ULAM) en août 2018, soit quatre mois après le début des manifestations et de la violente répression contre le peuple nicaraguayen.

La ULAM exprime sa profonde préoccupation devant la situation au Nicaragua, ainsi que sa solidarité avec le peuple nicaraguayen et les défenseur.e.s des droits humains, et se joint aux demandes de mettre fin à la criminalisation et du retour à la paix dans cette nation sœur.

ULAM : Violeta, pouvez-vous nous donner un bref aperçu de ce qui s'est passé au cours des derniers mois et de ce qui se passe actuellement au Nicaragua?

Violeta Delgado : [...] Ce qui se passe au Nicaragua en ce moment est la pointe de l'iceberg d'une série d'événements survenus ces dernières années dans la société nicaraguayenne. Tout d'abord, un pillage total de nos ressources naturelles, incluant la vente d'une grande partie de notre territoire national à une société chinoise pour la construction

d'un canal interocéanique qui aurait un impact considérable sur l'environnement et l'avenir du pays. Ce projet comprend la création de zones économiques et politiques parallèles, et même de certaines entités juridiques indépendantes de l'État-nation. Des tensions se sont accumulées pour finalement exploser le 18 avril [2018] lors d'une manifestation organisée par des étudiant.e.s universitaires pour dénoncer l'attention insuffisante accordée par le gouvernement à un incendie dans une réserve forestière [Indio Maiz] située dans la zone concédée à l'entreprise chinoise, et pour protester contre une réforme de la sécurité sociale qui incluait une réduction du montant des pensions et une augmentation du temps pendant lequel les retraités doivent travailler pour avoir accès à la pleine pension.

Les manifestations des étudiant.e.s ont été réprimées par l'État. Le premier jour, il y a eu cinq morts : cinq jeunes tués par des balles de tireurs d'élite positionnés autour de l'université nationale. Le deuxième jour, le bilan a été de 22 jeunes assassiné.e.s. On ne pouvait donc plus considérer ces actes comme une « erreur » qui aurait pu être réparée dès le lendemain en identifiant les responsables d'une telle décision, en les traduisant en

justice et rectifiant la façon d'agir de la police. Au lieu de cela, ce comportement [des forces policières] a continué à s'intensifier au cours des huit jours suivants, de telle sorte que huit jours après le premier massacre, plus de 70 jeunes avaient été assassiné.e.s. Cela a mené à une manifestation nationale, à laquelle ont pris part non seulement toutes les universités à travers le pays, mais également la population qui est descendue dans les rues de Managua, Masaya, dans les quartiers autochtones de Monimbó et Sutiaba, dans les villes de Jinotega, Matagalpa et Estelí. C'est donc dire que dans pratiquement tout le pays, on a érigé des barricades pour empêcher le passage des forces de l'ordre qui s'approprièrent à commettre des actes de répression contre la population.

Pendant trente jours, les citoyen.ne.s qui protestaient ont subi des attaques et ont affronté sans armes [les forces de l'ordre]. Dans la plupart des cas, ils et elles avaient ce qu'on appelle un « mortier » (*mortero*), soit des tuyaux dans lesquels on met de la poudre à canon, ce qui évidemment ne peut être comparé aux armes de haut calibre qui ont été utilisées par les forces régulières et irrégulières [policières et paramilitaires] pour attaquer la population. Les barricades érigées par

Le **Mouvement autonome des femmes** (Movimiento Autónomo de Mujeres) du Nicaragua est un mouvement social et politique autonome qui revendique l'égalité, la liberté et la solidarité pour la construction d'un système politique, économique et social incluant une démocratie paritaire. Il lutte contre l'autoritarisme patriarcal sous toutes ses formes pour transformer les relations de pouvoir inégales et pour l'instauration d'un État de droit comme condition préalable à la construction d'une société fondée sur la justice sociale, économique, politique et culturelle.

L'**Union latino-américaine des femmes** (Unión Latinoamericana de Mujeres, ULAM) est un réseau régional composé de groupes et d'organisations dirigées par des femmes pour le bénéfice des femmes d'origine rurale et autochtone affectées socialement, culturellement et économiquement, par les pratiques et les politiques minières.



« Nous exigeons la liberté! Plus de prisonnières politiques! »

Courtoisie du Mouvement autonome des femmes

les citoyen.ne.s ont été démantelées une à une, causant la mort de plus de vingt jeunes dans des villes comme Masaya et Carazo. À Masaya, environ 56 *muchachos* (jeunes) ont été tués au cours d'actes de répression menés par la police, accompagnée par des paramilitaires. [...]

Chaque fois qu'il y a une manifestation civile quelconque, un rassemblement, une marche, même si ce n'est que de s'afficher avec le drapeau du pays, de la patrie, cela entraîne la sortie des forces paramilitaires dans les rues. Celles-ci ne font pas partie des forces de police, mais elles opèrent avec elles et ont semé la terreur au cours des derniers mois. [...] Elles maintiennent le pays dans une situation qui est pratiquement un état de siège. La population doit rester à la maison dès 18 h ou 19 h le soir, au plus tard.

L'économie du pays est dans un état de détérioration important, avec plus de 40 000 personnes exilées. De ce nombre, environ 28 000 personnes se sont rendues au Costa Rica en tant que réfugié.e.s. Nous sommes confronté.e.s à une grave crise humanitaire, à une grave crise des droits humains. Au cours des quinze derniers jours, nous avons assisté à des arrestations de leaders communautaires, en particulier de jeunes leaders. Il y a deux jours, ils en ont arrêté plusieurs, dont deux femmes, qui participaient à une marche à León.

Il y a environ 400 prisonniers politiques, parmi lesquels on compte environ 50 femmes. Il y a des personnes qui sont toujours disparues depuis les massacres d'avril, de mai et de juin. Les organisations de défense des droits humains dénombrent plus de 400 personnes assassinées. La Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) a recensé

environ 318 meurtres confirmés au cours des manifestations, la plupart commis avec des armes à feu, d'une balle dans la tête ou au cou. Des coups de feu ont été tirés par des tireurs d'élite avec des armes à feu qui, dans de nombreux cas, ne sont qu'entre les mains de la police ou de l'armée nationale.

ULAM : Merci beaucoup, Violeta, pour ce compte-rendu. Nous aimerions également savoir quelle est la situation du mouvement féministe, des organisations de femmes dans ce contexte.

Violeta Delgado : Le gouvernement de Daniel Ortega a été un gouvernement assez hostile au mouvement des femmes en général et, bien sûr, au mouvement féministe. Au cours des dix dernières années, cette hostilité s'est également reflétée dans l'isolement institutionnel [...] et plusieurs organisations ont progressivement fermé leurs portes. Certaines d'entre elles ont été la cible d'attaques directes de la part de l'État, comme ce fut le cas pour le Mouvement autonome des femmes (Movimiento Autónomo de Mujeres) dont les bureaux ont été perquisitionnés. La situation s'est aggravée, de sorte qu'au cours des derniers mois, soit depuis le début des manifestations, des centaines de défenseures des droits humains ont été victimes de persécutions, de calomnies, de menaces, d'agressions physiques et verbales et d'emprisonnements, au cours desquels elles ont été soumises à toutes sortes d'abus.

Nous vivons évidemment dans une situation de risque élevé. Nous sommes nombreuses à essayer de circuler le moins possible à l'extérieur de notre maison. Des pamphlets circulent dans lesquels de nombreuses leaders du mouvement, de même que des organisations de femmes, sont accusées de vouloir causer un coup d'État [d'être des « *golpistas* »] et d'être des terroristes. De toute évidence, nous sommes extrêmement vulnérables, à la fois en ce qui concerne notre intégrité personnelle et celle de nos organisations. Telle est la situation actuelle, et je vous en parle à la première personne, car mes possibilités de déplacement sont très limitées et c'est dans un état d'alerte élevé que je prends soin de ma famille, de mes enfants et de ma propre intégrité.

ULAM : Merci beaucoup. Et dites-nous, Violeta, qu'est-ce qui a été réalisé par les organisations internationales? Nous savons que l'ONU et l'Organisation des États américains se sont prononcées. Que pensez-vous de ce que font ces organisations internationales et comment s'est manifesté la solidarité internationale des femmes d'Amérique latine et d'à travers le monde?

Violeta Delgado : Disons que ça a été un processus graduel, car au début, beaucoup d'organisations et de mouvements de défense des droits humains ont continué de croire que le régime d'Ortega et de son épouse, Rosario Murillo, était un régime de gauche. Pourtant, depuis de nombreuses années, des féministes et plusieurs organisations sociales dénonçaient l'alliance d'Ortega avec le grand capital et les groupes fondamentalistes, de même que le comportement abusif du gouvernement, les violations des droits humains et la mise en place d'une dictature, qui a atteint son apogée lorsqu'il a installé sa femme [Rosario Murillo] comme vice-présidente. Je pense que c'est quelque chose qu'on n'avait pas encore vu au 21^e siècle; la dernière fois qu'on avait vu cela, c'était au milieu du 20^e siècle. Cela représentait un recul énorme : l'instauration d'une dictature pour laquelle le peuple nicaraguayen avait versé tant de sang déjà pour faire tomber Somoza.

La première réaction a donc été une réaction d'incrédulité, y compris au sein du système interaméricain. Puis, peu à peu, cette perception a commencé à s'effriter et nous sommes parvenu.e.s à ce que les yeux du monde se tournent vers le Nicaragua et à ce que le système interaméricain prenne des mesures face à la crise dans laquelle se trouvait le pays et face aux actes génocidaires que commettait le régime en toute impunité. Nous avons ainsi obtenu la présence [d'un groupe d'experts] de la CIDH, qui a pu recueillir des témoignages de tout ce qui se passait dans le pays. [...] Ce groupe d'experts ne constitue pas une commission de la vérité, mais vise plutôt à analyser les faits et à identifier les responsables des assassinats commis, si j'ai bien compris, durant la période allant jusqu'au

22 avril [2018]. Malheureusement, le nombre de morts a doublé depuis cette date, mais au moins ce n'est pas sous le couvert d'être un régime de gauche, alors qu'il assassine des étudiant.e.s, persécute des paysan.ne.s, emprisonne des leaders communautaires. Je crois que le monde, que les Amériques, et que les leaders sociaux considèrent désormais cette crise comme étant grave, ce qui signifie qu'il y a eu une avancée énorme, car auparavant, nous étions vraiment seuls, face à l'incrédulité du monde devant ce qui était en train de se passer au Nicaragua.

ULAM : Violeta, pour conclure notre conversation : que peuvent faire les organisations de femmes, les réseaux internationaux de femmes et de défenseur.e.s des droits humains, les peuples et la population en général pour poursuivre la solidarité envers le peuple nicaraguayen?

Violeta Delgado : Pour nous, il est fondamental et indispensable que vous continuiez à faire ce que vous faites déjà, soit d'élever la voix, et de ne pas permettre que ce qui s'est passé et qui continue de se passer au Nicaragua disparaisse du débat public. [...] Ce qui nous ramène encore au thème de l'impunité, puisque lorsqu'on cesse de mettre [les agissements du gouvernement] sous les projecteurs de l'opinion publique, on lui confère une position d'impunité et il continue à commettre des violations des droits humains. Il est à l'abri de la critique et des condamnations. Ce que vous pouvez certainement faire, vous qui êtes à l'extérieur, c'est faire ce que plusieurs d'entre nous ne sommes plus en mesure de faire. Vous pouvez sortir et vous exprimer devant l'ambassade du Nicaragua dans votre pays, continuer à dénoncer et à condamner ce qui se passe, diffuser les nouvelles et appuyer les appels à la solidarité internationale que nous, les féministes, lançons depuis plusieurs mois. En ce moment, notre objectif principal est la libération des prisonnières politiques qui sont torturées, qui sont isolées, dans certains cas dans des prisons à sécurité maximale et dont, pour leur intégrité personnelle, nous demandons la libération d'urgence.

Depuis de nombreuses années, des féministes et plusieurs organisations sociales dénonçaient l'alliance d'Ortega avec le grand capital et les groupes fondamentalistes, de même que le comportement abusif du gouvernement, les violations des droits humains et la mise en place d'une dictature.

Je crois que la contribution que vous pouvez continuer à apporter est inestimable. Je pense en particulier aux féministes d'Amérique centrale qui apportent un soutien aux centaines de réfugié.e.s qui arrivent dans leur pays, au Guatemala, au Salvador, au Honduras, au Costa Rica, au Panama. Ce soutien que vous pouvez apporter aux femmes, aux hommes, aux jeunes dans leur quête de refuge de même que pour répondre à leurs besoins de base, leur permettant de survivre, sera toujours inestimable pour nous.

ULAM : Nous voulons vous remercier, Violeta. L'Union latino-américaine des femmes, notre réseau international, continuera à mener des actions de solidarité. Nous resterons au fait de tout ce qui continue de vous arriver dans votre pays, dans cette nation sœur d'Amérique centrale.



Trop comme pas assez

Enfants mal aimés
Source détournée
Nature assoiffée
Êtres affamés
Mère abusée
Terre exploitée
Sol intoxiqué
Sans être amendé

Rivières polluées
Bouches asséchées
Sang anémié
Corps ratatinés

Lieux artificialisés
Nature dépossédée
Cités multipliées
Déserts additionnés

Mort avant d'être né
Peuple au manque destiné
D'un désert ont hérité
Ancêtres ayant exagérés

Ta mère te parle

Nature abondance a prodiguée
Tant que nous l'avons respectée
Depuis tout ce temps abusée
Elle souffre d'être affamée

Par des signes leur a signalé
Les humains les ont ignorés
Maladie s'est installée
Pénuries manifestées

Ce système ne peut freiner
Il est trop gros et ramifié
Une masse énorme sur sa lancée
Qui sur un mur va s'écraser

Quelques-uns vont survivre
Savent ménager leurs vivres
Durant la disette ils se privent
Ne l'ont pas appris dans les livres

Ont vécu sans médecine
Réduit feuilles, allongé racines
Même si partout famine
Ils ont toujours bonne mine

Suivre le rythme du temps
Celui qui depuis longtemps
Dicte des saisons le moment
De l'abondance ou du dénuement

Jean-Pierre Houde, né à Montréal, est de la génération de la contre-culture des années 1970; de la génération du magazine Mainmise, qui témoignait du foisonnement intellectuel et créatif qui animait le Québec à cette époque. Il s'est établi à La Patrie en 1980 et y réside depuis selon un mode de vie écologique. Il y a trouvé l'inspiration pour le projet Écoagir. Une partie des textes issus de cette philosophie se retrouvent sur le lien suivant : www.angenia.ca

ULAM : 10 ans de lutte et de résistance pour la défense des droits et de la Terre-Mère

Par le Réseau international « Unión latinoamericana de mujeres »

Traduction par Amelia Orellana

Le Réseau international « Union latino-américaine de femmes » (Red latinoamericana de mujeres, Red ULAM) est une alliance d'organisations populaires de femmes défenseuses de la vie, des territoires, des biens communs, des droits et de la Terre-Mère fondée en 2008 dans la ville de Cuenca, en Équateur. La Red ULAM est actuellement composée d'associations qui travaillent dans des zones affectées par l'industrie minière et d'autres industries extractives au Venezuela, en Équateur, au Pérou et en Bolivie.

Au cours de cette première décennie d'existence, nous avons créé des liens et des alliances avec diverses organisations à l'international. C'est ainsi que nous avons forgé, depuis longtemps déjà, un lien étroit avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), ainsi qu'avec d'autres organisations canadiennes. Cette relation nous a, entre autres, permis de participer à la Rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » qui a eu lieu en avril 2018 à Montréal, où était présente la défenseuse de droits humains Elsa Merma Ccahua, actuelle vice-présidente de la Red ULAM.

En ces dix années de trajectoire, nous avons parcouru un chemin difficile. Nous nous trouvons néanmoins dans un moment de consolidation majeure, malgré les obstacles internes et externes que nous avons dû surmonter. C'est dans cette optique que nous considérons qu'il est important de partager quelques-unes des expériences vécues à travers ce processus d'organisation, en tant que femmes d'organisations populaires qui affrontons au quotidien les attaques des entreprises et qui sommes directement affectées par tout le conflit socioenvironnemental généré par l'extractivisme, particulièrement par l'industrie minière. Nous parvenons malgré tout à résister, en unissant nos efforts et notre solidarité au sein de la Red ULAM.

Contexte dans lequel émerge la Red ULAM

Depuis la fin du XX^e siècle, l'expansion de l'industrie extractive en Amérique latine a mis de grandes parcelles du territoire entre les mains des entreprises sous la forme de concessions, à des fins d'exploration et d'exploitation de minéraux, du pétrole, du bois, et pour la construction de barrages hydro-électriques et d'autres méga-infrastructures. L'arrivée

intrusive des entreprises, pour la plupart transnationales, a généré des conflits socioenvironnementaux qui ont contribué à ce que les pays hôtes adaptent leurs législations afin de faciliter l'invasion des territoires. Ceci s'est fait en violant des droits considérés comme fondamentaux par les peuples autochtones, comme celui de l'autodétermination et de la consultation préalable, libre et éclairée.

Les populations vivant sur les territoires sous concession, tout comme celles qui ont commencé à mettre en évidence les impacts socioenvironnementaux de l'extraction des ressources et de l'exploitation des biens communs, ont mis en place des processus de résistance qui constituent actuellement un des mouvements les plus dynamiques en Amérique latine. Nous, les femmes, avons toujours été aux premières lignes de la résistance, jouant un rôle majeur au sein de ces mouvements. Ce rôle a toutefois été rendu invisible par les leaderships masculins. Dans plusieurs cas, le rôle joué par les femmes a été nié, et leur participation entravée et réprimée par le poids des structures patriarcales qui prévalent toujours, lesquelles sont renforcées par l'extractivisme, générant

Le Réseau international « Union latino-américaine de femmes » (Red ULAM) est une alliance d'organisations populaires de femmes défenseuses de la vie, des territoires, des biens communs, des droits et de la Terre-Mère. Le réseau est actuellement formé d'associations provenant du Venezuela, de l'Équateur, du Pérou et de la Bolivie. Il a été fondé en 2008 dans la ville de Cuenca, en Équateur et son comité de direction actuel est présidé par Rosario Gutierrez Marquez du Centre de femmes autochtones Candelaria de Bolivie.



Assemblée annuelle de la Red ULAM. Cuzco, Pérou. 2017.

Photographie par Red ULAM

encore davantage de violence, y compris dans notre vie privée (familiale) et dans la sphère communautaire.

C'est dans ce contexte que nous, des femmes de partout en Amérique latine, nous sommes mises en quête d'espaces qui nous soient propres, afin de nous exprimer avec plus de force et nous unir pour renforcer la défense des droits et celle de la Terre-Mère. Ainsi, diverses initiatives sont nées dans toute la région. La Red ULAM est l'une d'entre elles. Pour les organisations communautaires de femmes dont nous faisons partie, elle est devenue un élément fondamental dans notre lutte et notre résistance.

Fondation de la Red ULAM

La Red ULAM a été créée lors de la Rencontre latino-américaine de femmes leaders « Pour le droit à défendre nos droits »¹, qui a eu lieu dans la ville de Cuenca, en Équateur, du 27 mars au 1er avril 2008. Femmes du Guatemala, du Venezuela, du Pérou, de la Bolivie et de l'Équateur, nous, qui étions présentes lors de la rencontre, avons décidé de former une instance de coordination

de nos luttes et de nos idéaux, que nous avons nommée « Union latino-américaine de femmes, pour le droit à défendre nos droits »².

Le Front de femmes défenseuses de la Pachamama (Frente de mujeres defensoras de la Pachamama) a été l'une des organisations qui a initié la tenue de cette rencontre de femmes leaders, dont elle a été l'hôte. La rencontre s'est tenue à un moment crucial de la résistance contre l'industrie minière en Équateur. Celle-ci avait pris de l'ampleur depuis 2004 et d'importantes manifestations avaient eu lieu entre 2006 et 2007, particulièrement dans le sud du pays. Plusieurs membres du Front de femmes défenseuses de la Pachamama avaient été criminalisées et faisaient face à des poursuites judiciaires; les femmes de l'organisation ont aussi été stigmatisées, réprimées, agressées physiquement et psychologiquement, détenues et persécutées par les gouvernements d'Alfredo Palacio et de Rafael Correa. Une journée à peine après la rencontre à Cuenca, Francisca Zhagüi Chuchuca, membre du comité de direction des défenseuses de la Pachamama a même été arrêtée dans

le cadre de manifestations convoquées par la Coordination nationale pour la défense de la vie et de la souveraineté. La Coordination exigeait de l'Assemblée constituante, chargée de réformer la constitution équatorienne, qu'elle fasse la promotion de ce qui était connu comme le Mandat minier³.

Le Centre de femmes autochtones Candelaria de Bolivie (Centro de Mujeres Indígenas Candelaria) et les Femmes de l'eau du Venezuela (Mujeres del Agua) sont également des organisations fondatrices de la Red ULAM. Elles ont participé à la Rencontre de femmes leaders de 2008 en Équateur et font toujours partie du réseau. Notre réseau international a éventuellement opté pour la dénomination « Union latino-américaine de femmes » et adopté le sigle aujourd'hui connu, comme la Red ULAM. C'est à ce moment-là qu'a également été formé le premier conseil d'administration, présidé par la défenseuse de droits humains Lina Solano Ortiz du Front de femmes défenseuses de la Pachamama, de l'Équateur.

Réussites et obstacles au cours de ces dix premières années d'existence

Durant cette première décennie de la Red ULAM, nous avons mis beaucoup d'efforts pour donner de la visibilité au rôle de premier plan que nous, les femmes, assumons dans les mouvements de résistance à l'extractivisme en Amérique latine, particulièrement face l'industrie minière et ce, malgré les risques élevés que cela implique du fait de la violence exercée par les gouvernements, les États, les entreprises et la population appuyant ces dernières. Ce travail nous a permis d'échanger à partir de nos propres réalités, de nos vécus et de nos expériences directes, afin de

mettre en lumière les impacts graves et différenciés causés par l'incursion des entreprises minières sur nos territoires.

Une des réalisations que nous pouvons souligner est d'avoir réussi à créer des espaces d'échange et d'avoir fait connaître et d'avoir diffusé la voix des femmes d'organisations populaires en résistance à l'industrie minière. Nous constatons aussi l'importance du processus de concertation et d'alliance au sein de la Red, stratégie qui nous a permis de renforcer notre présence, notre action militante, notre leadership et la reconnaissance dont nous jouissons aux niveaux communautaire, local, régional et international.

Pour illustrer le fruit du travail accompli par des membres de la Red ULAM, nous pouvons mentionner l'organisation Mujeres del Agua, active à El Pauji dans la région de Gran Sabana au Venezuela. En 2017, une femme autochtone pemón a été élue cheffe (Capitana) de ces communautés, poste traditionnellement occupé par des hommes. La cheffe nouvellement élue a formé un comité de direction composé de sept femmes, dont la vice-présidente, Valdirene Roque da Costa, est également membre de Mujeres del Agua.

Tout au long de notre trajectoire en tant que Red ULAM, nous avons travaillé à la promotion, à la consolidation et à la concertation des organisations popu-



Lina Solano et Maxima Acuña pendant la cérémonie de reconnaissance de la défenseure de l'année 2014. Cajamarca, Pérou. 2015.

Photographie par Red ULAM

laïres de femmes. Cela constitue une tâche extrêmement ardue, dû à la réalité dans laquelle nous vivons, particulièrement dans les zones rurales. Nous en avons néanmoins tiré de grandes satisfactions. Au cours de ces dix ans, nous avons, dans certains cas, réussi à conserver nos propres espaces d'organisation. Dans d'autres cas, nous avons pu stimuler la création et/ou la consolidation d'organisations et avons appuyé et intégré de nouvelles organisations à la Red ULAM.

Un autre élément important de l'expérience que nous avons vécue au cours des dix dernières années est celui de la protection des femmes défenseuses à travers la solidarité active et directe. Nous avons exploré différentes manières d'appuyer les defenseuses menacées, comme dans le cas de Máxima Acuña de Chaupe, qui a été accompagnée par plusieurs organisations dont l'Association de femmes à la défense de la vie de Cajamarca (Asociación de Mujeres en defensa de la Vida de Cajamarca), organisation péruvienne membre de la Red ULAM. Celles-ci étaient présentes lorsque l'entreprise minière Yanacocha réalisait des attaques et menait sa campagne de diffamation contre Máxima et sa famille. En 2015, Máxima Acuña a été nommée « défenseuse de l'année 2014 » par la Red ULAM⁴.

C'est par le travail de mise en lumière, de dénonciation, d'accompagnement, de formation en sécurité et protection, de création d'alliances avec d'autres organisations aux plans communautaire, local, national et international, que nous sommes parvenues à diminuer le niveau de risque pour les femmes et les organisations qui font partie de la Red ULAM. Nous sommes néanmoins encore la

cible de la violence du modèle extractif et faisons face à de sérieux obstacles en ce qui a trait à l'accès à la justice. Ceci fait en sorte que demeurent impunies les violations de nos droits commises par les entreprises minières, les gouvernements, ainsi que par la population en faveur de cette industrie.

Ce contexte d'agressions et de violence n'a pas été le seul obstacle auquel nous avons fait face. Nous avons également eu à surmonter les obstacles liés à la dynamique interne de l'organisation et ses conflits permanents. Poursuivre le travail de la Red ULAM constitue ainsi un véritable défi. L'effort que nous devons faire en tant que femmes de collectifs de base pour nous maintenir organisées et concertées se convertit en une tâche supplémentaire qui n'est pas prise en compte et s'ajoute à l'ensemble des responsabilités et défis que nous devons assumer au quotidien.

Considérant tous les éléments mentionnés, l'existence même de la Red ULAM depuis maintenant une décennie est pour nous une énorme réussite. Même s'il nous faut multiplier les efforts afin de répondre tout à la fois aux sollicitations de la vie familiale et communautaire, aux exigences de la lutte contre les entreprises, les gouvernements, les États et aux défis liés à la dynamique interne de nos propres organisations, nous poursuivons tout de même le chemin entamé en 2008 à Cuenca en Équateur.

Conclusion

Ce bref portrait de l'histoire de la Red ULAM montre à quel point ce réseau a permis une transformation radicale de la situation dans laquelle se trouvaient

**Nous, les femmes,
avons toujours été aux
premières lignes de la
résistance, jouant un
rôle majeur au sein de
ces mouvements.
Ce rôle a toutefois été
rendu invisible par les
leaderships masculins.**

auparavant les organisations populaires de femmes qui en font maintenant partie. Nous avons aujourd'hui acquis une grande expérience qui nous permet de continuer d'alimenter et de renforcer la résistance à l'extractivisme, la défense des droits et de la Terre-Mère, ainsi que d'avoir une meilleure compréhension des impacts de ces types d'industries, surtout en ce qui concerne les defenseuses des droits.

Depuis qu'elle a été créée, la Red ULAM est un élément fondamental de notre lutte et de notre résistance. C'est pourquoi nous sommes convaincues qu'il faut continuer de nous accompagner les unes les autres, d'unir nos efforts et de travailler ensemble, en solidarité pour la cause commune que nous défendons.

Notes

1 Coordinadora Nacional por la Defensa de la Vida y la Soberanía. « Encuentro Latinoamericana de Lideresas en Cuenca », en ligne : <http://nomineria.blogspot.com/2008/03/encuentro-latinoamericano-de-lideresas.html> (page consultée en octobre 2018).

2 Biodiversidad en América Latina y el Caribe. « Declaración del Encuentro de Lideresas Latinoamericanas «Defensoras de la Pachamama» »,

en ligne : <http://www.biodiversidadla.org/content/view/full/40704> (page consultée en octobre 2018).

3 Coordinadora Nacional por la Defensa de la Vida y la Soberanía. « Urgente : brutal represión contra los luchadores antimineros », en ligne : <http://nomineria.blogspot.com/2008/04/urgente-brutal-represion-contra.html> (page consultée en octobre 2018).

4 Red ULAM. « ULAM celebra el Día Internacional de la Mujer en Cajamarca, Perú », en ligne : <http://redulam.org/bolivia/ulam-celebra-el-dia-internacional-de-la-mujer-en-cajamarca-peru/> (page consultée en octobre 2018).

Femmes tisserandes : Alternatives à un système de pillage et de spoliation

Rencontre avec Yira Urzola, jeune leader sociale colombienne

Par Jessica Ramos G.

Traduction par Andrée Boudreau

– *Grand-maman, comment peux-tu avoir autant de patience quand tu tisses avec tes fils?*

– *C'est comme la vie. Si tu t'arrêtes sur les fils, ça semble un chaos qui n'a ni sens ni relation; mais si tu gardes en tête la toile que tu es en train de créer, tout l'ouvrage aura du sens, même quand c'est enchevêtré.*

Expression de la sagesse
des femmes tisserandes¹

Elles ont été si nombreuses et oubliées, les femmes tisserandes d'un monde plus juste et plus solidaire, capables de mener leurs luttes de front et sans hésitation contre le capitalisme et le patriarcat. Il est de notre devoir de les faire connaître.

Les femmes tisserandes, comme nous les appellerons, sont des femmes capables de tenir tête aux patrons, aux chefs, aux maris, aux lois qui bafouent leurs droits, leurs voix, leurs mémoires collectives. Les tisserandes ont été des

milliers à travers le monde à nous léguer leurs paroles et leurs aspirations pour un monde plus égalitaire et respectueux de la dignité de la vie.

Yira Urzola, une tisserande de paix

Tel est le cas de Yira Urzola, une femme colombienne de 26 ans née dans la municipalité de Sincelejo, capitale du département de Sucre. Ayant comme nom légal Yira Días Urzola, elle a adopté le nom de sa mère comme une revendication historique et symbolique face à un système dans lequel l'homme est l'être principal et prépondérant. Même si cela peut sembler n'être qu'une action de portée limitée, issue d'un sentiment personnel, le fait de se faire appeler Yira Urzola s'inscrit dans une liste de revendications majeures qui nous concernent toutes, peu importe notre provenance ou notre devenir.

Originaire de la campagne, d'une structure familiale autochtone, comme elle le dit elle-même, Yira est la fille d'une défenseuse de la vie et des droits des

femmes. Pour elle, la campagne constitue un terrain de lutte et de transformation où « les femmes ne sont pas faites que pour s'occuper des enfants ». Toutes les femmes, dans tous les espaces, publics et privés, sont des sujets politiques, ayant des droits et des devoirs collectifs.

Depuis qu'elle a 15 ans, Yira travaille avec la Fédération nationale syndicale unitaire (Federación Nacional Sindical Unitaria, Fensuagro). Fensuagro est une organisation syndicale colombienne active depuis plus de 40 ans. L'engagement de l'organisation se manifeste non seulement au sein du secteur paysan, mais aussi dans le secteur agroindustriel et celui du droit à l'affiliation syndicale. Yira revendique avec courage : « je me considère fensuagrista, j'ai débuté en appuyant l'équipe nationale des femmes, puis l'équipe nationale et ensuite, la formation ».

Elle connaît également de près le travail de la Jeunesse communiste colombienne (Juventud Comunista Colombiana). Elle s'est formée idéologiquement comme militante en analysant la lutte de classes

Née en 1989 à Bogota en Colombie, **Jessica Ramos G.** a obtenu un diplôme en sciences sociales à l'Université pédagogique nationale de Colombie et une maîtrise en histoire et philosophie. Elle est militante au sein du Parti communiste colombien. Quelques-uns de ses textes ayant été publiés : la monographie *La memoria social y la historia reciente como clave para la reivindicación política de la Unión Patriótica* (2013), l'article du même nom dans la revue *Páginas de nuestra América* (2013) et « No cambiaremos el fusil por una cacerola » (2016) dans le journal *Voz la verdad del pueblo*.



Nous espérons que toutes les femmes se joignent aux processus organisationnels pour construire un pays meilleur.
Viotá, Cundinamarca. Mars 2018

Photographie par Camilo Raigozo

« Nous, à Fensuagro, disons qu'il s'agit d'un théâtre de protocoles et d'appuis à des politiques qui n'ont rien à voir avec le travail et la défense des peuples, et il en va de même de la Banque interaméricaine de développement et de tant d'autres... ».

et, d'une façon plus dialectique, la lutte de classes autochtone, paysanne et syndicaliste, qui n'est qu'une seule lutte.

Extractivisme et résistance

Parler d'extractivisme implique tout d'abord de parler de territoires, de lieux, sur des continents qui ont été historiquement saccagés comme l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Cela implique ensuite de parler d'êtres humains, de femmes et d'hommes défenseur.e.s d'une vie décente, qui cherchent un réel équilibre avec la nature, l'eau et les petits êtres vivants presque imperceptibles à l'œil humain. En ce sens, « nous, à Fensuagro, avons dit non à l'extractivisme » commente Yira. Car cette façon de faire de l'économie « ne fait pas attention à la nature mais l'appauvrit et la ravage, alors que nous sommes des êtres dépendants de la nature ».

Il n'est plus à démontrer que l'Amérique latine est un endroit stratégique pour le Nord. Un premier saccage commis il y a plus de 500 ans par la Couronne espagnole a altéré le système de valeurs en place au profit de valeurs étrangères, déconnectées de la vie, qui s'inscrivent dans une dynamique de trahison à la terre. Nous sommes maintenant en présence d'un autre saccage massif, avec une infrastructure qu'envierait Henry Ford lui-même pour ses profits

et ses bas coûts d'investissement, et que des gouvernements comme celui de la Colombie ont toujours appuyé.

La Colombie possède d'importantes ressources naturelles d'or, de nickel, d'argent, de platine, de cuivre, de charbon et d'émeraudes, qui sont aisées à exploiter vu la position stratégique du pays au sein du continent latino-américain. Le pays dispose aussi d'une sortie vers l'océan Pacifique et l'océan Atlantique, tout comme d'une connexion à la mer des Caraïbes, ce qui en fait une interface idéale entre l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord².

À plusieurs reprises, « les transnationales ont été responsables de violations répétées aux droits humains, comme le démontre l'exemple de la compagnie Cerrejón dans la Guajira. L'entreprise a réalisé la plus grande exploitation de carbone du pays et fait dévier le lit des rivières, ce qui a généré, avec le passage du temps, une grande catastrophe environnementale et alimentaire »³.

Tout ce saccage est approuvé et encouragé par des organisations telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et même l'Organisation des Nations unies, affirme Yira avec une voix forte et naturelle.

Elle poursuit son analyse : « Ici, nous sommes en présence d'un terrain de lutte ». Nombreuses en effet sont les communautés qui créent leurs propres dynamiques, où se consolident des stratégies adéquates permettant la résistance.

Les luttes contre l'extractivisme

Les luttes qui sont particulièrement actives en Colombie sont des luttes qui touchent directement les communautés, en lien avec des enjeux comme la sécurité alimentaire, la substitution volontaire de cultures illicites, les pesticides, les semences transgéniques, les projets miniers et hydroélectriques, la privatisation du fleuve Magdalena, l'eau potable et la défense des droits humains, pour nommer quelques exemples.

Une des caractéristiques du contexte colombien est le conflit armé interne qui sévit depuis plus de 60 ans. En raison du conflit, les communautés doivent faire face, d'un côté, aux gouvernements qui servent les intérêts nord-américains, de l'autre aux multinationales, et finalement aux groupes armés, plusieurs de ceux-ci payés par de grandes entreprises internationales qui consolident ainsi le contrôle paramilitaire. « Le pays s'est intégré aux dynamiques internationales de mondialisation économique, financière et commerciale, mais dans un climat de violence de nature autant étatique que paraétatique »⁴.

Face à cela, les communautés s'organisent depuis plusieurs décennies. Comme l'explique Yira, celles-ci réalisent des actions concrètes :

« des barrages sur les routes, sur les autoroutes ». Mais avant tout, « des espaces de discussion sont mis en place, au sujet de la politique que nous voulons, de la politique qui nous a causé du tort; je crois que mon invitation serait de promouvoir des espaces de formation politique, idéologique et féministe. Nous avons toujours été vulnérables faute de formation, d'accès à l'information, et je crois que l'appel consiste précisément à ce que nos leaders, hommes et femmes, tant aux plans local, régional, national et qu'international, continuent à se documenter et à s'informer ».

Yira va plus loin que la bureaucratie qui caractérise les gouvernements comme celui de la Colombie; elle propose des exercices :

« qui transcendent les tâches à accomplir et ne restent pas seulement des mesures sur papier, mais qui soient des actions et des territoires de résistance et de lutte. En agriculture, nous misons sur la réforme agraire démocratique intégrale ou la réforme agraire démocratique et populaire ».

Le gouvernement colombien n'aura jamais la volonté de respecter la vie et les communautés. En ce sens, les communautés continueront d'entreprendre des actions pour revendiquer la dignité de la vie et des territoires.

Conclusions

Parler d'extractivisme, c'est nécessairement parler de la lutte pour la terre et pour les ressources dispensées par la Terre-Mère, affirme Yira. L'élaboration de stratégies de résistance et de lutte propres à chaque territoire est essentielle. Dans le même sens, la jeune Urzola ajoute :

« Il faut y aller graduellement à partir des mouvements sociaux, paysans et autochtones, à partir de tous les secteurs de la société civile en Amérique latine. Il nous faut nous définir avec toujours plus de fermeté et rechercher des solutions réelles et concrètes ».

La défense du territoire est la défense de la vie humaine.

« Les êtres humains dépendent de l'environnement dans lequel ils vivent. Un environnement sécuritaire, propre, sain et durable est essentiel pour la pleine jouissance d'une vaste gamme de droits humains; parmi eux, les droits à la vie, à la santé, à l'alimentation, à l'eau et à la salubrité. Sans un environnement sain, nous ne pouvons réaliser nos aspirations, ni même vivre à un niveau conforme aux conditions minimales de dignité humaine. En même temps, la protection des droits humains contribue à protéger l'environnement »⁵.

Le combat pour la vie dans la dignité, en harmonie avec l'écologie, est un scénario qui va à l'encontre du capitalisme et du patriarcat.

Selon Yira, « ce sont nous, les femmes, qui historiquement avons résisté dans les campagnes et dans les villes, parce que justement, quand il y a une plus grande violence, ce sont les hommes qui en sont les premiers acteurs. Ce sont nous les femmes qui résistons et qui élaborons des propositions et des articulations dans le feu de la nécessité ».

Yiro Urzola est une femme comme des centaines de milliers, capable de fonder et recréer de nouveaux espaces plus solidaires en créant des sororités. Elle nous invite avec sa voix ferme :

« Nous, comme cette femme nouvelle, appelées à ne pas demeurer dans le souvenir de ce que nous avons été au cours de l'histoire ».

Sinon tout le contraire : des femmes qui génèrent des initiatives organiques, idéologiques et avant tout humaines. Des femmes tisserandes.

Notes

1 Instituto Colombiano de Bienestar Familiar (2009). *Tejiendo vínculos, Tejiendo sueños, Tejiendo vida desde la primera infancia. Promoción de la resiliencia familiar*. Manual de agentes educativos.

2 Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos (2016). *Déclaration écrite, 32^e session du Conseil des droits humains des Nations unies, Genève, du 13 juin au 1^{er} juillet*,

thème 3 de l'ordre du jour, en ligne : <http://www.aipazcomun.org/wp-content/uploads/2016/06/CPDDH-Decl-escrit-El-Impacto-de-las-Transnacionales-y-Multinacionales-en-Colombia-sobre-el-MAmbiente-y-DDHH-juni-20161.pdf>

3 Ibid.

4 Ibid.

5 Rapporteur Spécial sur les droits humains et l'environnement, John Knox, en ligne : <http://www.ohchr.org/SP/Issues/Environment/SREnvironment/Pages/SREnvironmentIndex.aspx>



Ají Chombito¹

Par Sharon Pringle Félix

Traduction par Matthias Gagnon et Joëlle Gauvin-Racine

Aux mères de la révolution Kuna (1925)²

Tu m'as dérobé l'histoire
mes robes, où font-elles naufrage?
pourquoi as-tu terni l'éclat de mes alliances?
tu as pillé l'or de mes narines
arraché mon plastron
craché sur mon pays Dule

Uwargandup
ouragan de feu
famille en déroute
gouttes de sang qui se dispersent
dans un ADN qui n'est plus le même

la débâcle coloniale
a interrompu
et réduit en miettes la joie
ma fête de la puberté.

Moi
flambeau du siècle vingt
croyant aux colonialismes
acte de bonne foi
tisseuse d'histoires
vendant mes enfants à la Patrie
des policiers coloniaux
mendians d'éducation
m'ont arraché le cœur
comme la sica³
du fleuve Azúcar ils ont bu mon sang
et je me suis assumée pillée

Pourquoi?
histoire
me sachant gardienne de ta gloire
m'as-tu volé le sommeil
serait-ce pour punir mon irrévérence?
et quand je n'ai pas dansé

tu m'as violée
colon de merde

tu es née
femme révolution
ají chombito
chemin rebelle
machette levée

on met en péril mon caoutchouc
on crible mon sable
depuis il faut filer

la culture
avec des retailles de couleur.

Mon travail
résister
résister
résister.

¹ Sharon Pringle Félix est née en 1977. Elle a grandi dans la région de La Chorrera au Panama. Animatrice de radio et journaliste, elle œuvre aussi en éducation populaire. Autant de pratiques où elle embrasse les principes du féminisme décolonial et de l'écologie politique. Si elle se souvient bien, elle écrit depuis l'âge de 14 ans. Pour elle, la poésie est une voie pour défendre le « territoire femme » et revendiquer ses racines noires et autochtones.

Ají Chombito¹

Par Sharon Pringle Félix

A las matronas de la Revolución Kuna (1925)²

Me despojaste historia
¿dónde naufragan mis vestidos?
¿por qué opacaste el brillo de mis argollas?
saqueaste el oro de mis narices
arrancaste mi pechera
escupiste mi país Dule.

Uwargandup
huracán de fuego
familia en desbandada
gotas de sangre que se dispersan
en un ADN que ya no es igual

la estampida colonial
interrumpió
trizó la alegría
mi fiesta de la pubertad.

Yo
antorcha del veinte
creyendo en colonialismos
acto de buena fe
tejedora de historias
vendiendo a la Patria mis hijos
policías coloniales
pordioseros de educación
arrancaron mi corazón
como la sica
bebieron mi sangre del río azúcar
me asumí saqueada.

¿Por qué?
historia
sabiéndome vigilante de tu gloria
me robaste el sueño
¿acaso castigas mi irreverencia?
y cuando no bailé

me violaste
colono de mierda

naciste
mujer revolución
ají chombito
camino rebelde
machete alzado

peligra mi caucho
siernen mi arena
desde entonces tocó hilar

la cultura
con retazos de colores.

Mi trabajo
resistir
resistir
resistir.

1 Piment fort typique du Panama

2 Le 20 avril 1921, les autorités coloniales de Narganá et de Corazón de Jesús forcent toutes les femmes autochtones à enlever leurs vêtements et accessoires traditionnels. Toutes, sauf une, qui fuit vers son village natal d'Uwargandup (Río Azúcar). En guise de représailles, des membres de sa famille sont faits prisonniers et des policiers coloniaux et

autochtones sont envoyés la chercher. Les autorités de Río Azúcar refusant de livrer la fugitive, une bataille éclate, faisant des morts dans les deux camps. Le climat d'hostilité perdure jusqu'en 1925, quand les Kunas se rebellent contre les autorités panaméennes et proclame l'indépendance de la République Dule. Le 4 mars 1925, les insurgés signent avec le gouverne-

ment un accord de paix garantissant le respect des coutumes autochtones et leur égalité en droit avec les autres citoyens du Panama.

3 La sica est le type de sable qu'on retrouve à Kuna Yala, qui a été exploité par les colonisateurs pour réaliser des ouvrages et travaux de construction.

Combattre ensemble notre ennemi commun

Par Alice-Anne Simard

Vendredi soir, à Montréal. Une grande table, un plancher qui craque, un écran, un projecteur, deux bouteilles de vin. Autour de la table, une poignée de femmes aux traits tirés. La semaine a été longue, comme d'habitude. Parce que pour ces femmes, leur emploi est bien plus qu'un simple 9 à 5. Toutes les semaines sont longues quand on se bat pour sauver le monde.

Ces femmes ont un point en commun : elles travaillent ou militent toutes pour des organisations de sauvegarde de l'environnement. Au Québec, le milieu environnemental est rempli de femmes. Elles organisent des manifestations, gèrent des communautés virtuelles, lancent des pétitions, interpellent des élu.e.s, tiennent des kiosques, présentent des conférences, donnent des formations, répondent aux questions des journalistes, bâtissent des relations avec des partenaires, rédigent des demandes de financement, organisent des réunions stratégiques et mettent en œuvre des campagnes de grande envergure. Elles façonnent des luttes à partir de rien.

Elles ont été de toutes les batailles contre l'extractivisme depuis quelques années. Elles ont empêché la construction de l'oléoduc Énergie Est que TransCanada voulait passer sur le territoire pour exporter son pétrole issu des sables bitumineux. Elles sont montées aux barricades contre l'exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti. Elles ont stoppé l'indus-

trie du gaz de schiste dans la vallée du fleuve Saint-Laurent. Elles sont partout, tout le temps.

Malgré l'omniprésence de ces femmes dans les luttes passées et actuelles, leur travail se déroule la plupart du temps dans l'ombre. Les organismes environnementaux québécois sont encore majoritairement gérés par des hommes : ils sont les directeurs généraux, les présidents et les porte-paroles de la plupart des organisations les plus connues. La lutte contre l'extractivisme et pour la protection de l'environnement est donc un domaine très féminin à sa base, mais encore très masculin à son sommet. Et cela est vrai partout dans le monde, pas seulement au Québec.

Les femmes ont encore et toujours moins accès aux sphères décisionnelles environnementales, que ce soit à la tête des délégations environnementales internationales, des grandes institutions environnementales, des partis verts et des ministères de l'environnement au niveau national. Pourtant, les femmes jouent un rôle important, bien que souvent invisible, dans la protection de l'environnement et la lutte contre l'extractivisme. Les femmes sont les héroïnes méconnues de la sauvegarde de la planète.

D'où la rencontre de ce groupe de femmes un vendredi soir à Montréal. Il y a un an, elles ont décidé de créer un petit comité informel de soutien, de

formation et d'échanges exclusivement féminin. Ces héroïnes veulent prendre en main leur avenir – et celui de la planète. Elles suivent des formations sur les relations avec les médias, les demandes de subvention et le leadership. Elles se servent aussi de leurs rencontres comme d'un *safe space*¹ où elles peuvent décompresser, parler de leur expérience en tant que femme dans le milieu environnemental, s'offrir des conseils et des mots d'encouragement. Entre deux gorgées de vin, elles parlent des blagues de vieux « mononcles » qu'elles entendent dans les réunions, des commentaires sur leur apparence et des messages haineux qu'elles reçoivent. Elles parlent aussi de leurs angoisses pour la suite du monde, de leur syndrome de l'imposteur et du principe de la Schtroumpfette².

Entre leurs rencontres, elles s'écrivent pour féliciter l'une sur sa dernière sortie médiatique ou pour remonter le moral d'une autre qui a une dure semaine. Alors que le système patriarcal encourage les femmes à se battre entre elles pour gagner leur place parmi les hommes, ces quelques femmes ont réussi à se libérer de cette compétition malsaine. Plutôt que de chercher à être LA femme au sommet, elles ont décidé de travailler toutes ensemble pour faire grandir l'influence des femmes dans le mouvement environnemental québécois. Ces femmes ont compris qu'elles ont non seulement toutes à gagner en se solidarisant, mais que la planète entière a intérêt à ce que les

Détentrice d'une maîtrise en biologie et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA), **Alice-Anne Simard** a travaillé pour l'Organisation des Nations unies au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, ainsi que comme agente à la planification du développement durable, auxiliaire d'enseignement, chercheuse et guide-naturaliste. Depuis deux ans, elle est la directrice générale d'Eau Secours, une organisation sans but lucratif dont la mission est de promouvoir la protection et la gestion responsable de l'eau.



Rencontre « Femmes et extractivisme », septembre 2015.

Photographie par le CDHAL

femmes unissent leurs forces pour lutter contre le système qui exploite à la fois leurs corps et la nature.

Malgré cette solidarité féminine grandissante au sein du mouvement environnemental, on ne parle pas encore assez au Québec des liens inextricables entre le patriarcat et l'extractivisme. Pourtant, même dans un pays comme le Canada, les femmes comme les écosystèmes n'échappent pas à la domination masculine. Le corps des femmes québécoises est lui aussi vu comme une simple matière première que les hommes peuvent acheter, échanger et objectiver. Ici, le corps des femmes peut même servir à vous faire élire chef de parti ou premier ministre! En s'outrant devant le voile musulman porté par certaines femmes, les politiciens québécois soufflent sur les braises de l'islamophobie et détournent le débat public des enjeux importants. Nombreux sont les sujets

utilisés par l'élite politique pour saturer les débats d'enjeux peu importants, mais l'habillement de certaines femmes est de plus en plus utilisé à cette fin au Québec. Quand les politiciens québécois parlent de l'égalité des sexes, ils parlent surtout de la façon dont les femmes musulmanes devraient s'habiller. Pourtant, pour réellement aider les femmes, ces « grands défenseurs » faussement féministes auraient plutôt intérêt à mettre en place des politiques qui protégeraient les dizaines de milliers de femmes victimes chaque année de violence conjugale et sexuelle, ainsi que des mesures pour retrouver et rendre justice aux milliers de femmes autochtones disparues et assassinées.

Partout dans le monde, on peut voir les effets dévastateurs du système qui exploite les femmes et la Terre. Et les pays occidentaux comme le Canada n'y échappent pas. Ici aussi, les femmes sont

sous-payées, leur travail est souvent invisible et elles ne sont pas reconnues comme des actrices économiques et politiques à part entière. Ici aussi, les communautés qui vivent de l'exploitation des ressources, que ce soient les sables bitumineux de l'Alberta ou les mines du Nord du Québec, sont aux prises avec des problèmes d'agressions sexuelles, de prostitution et de violence conjugale et familiale, particulièrement au sein des communautés autochtones. Même dans un pays qui se targue d'être égalitaire, les femmes, surtout celles qui sont racisées, sont les premières victimes de la violence du système extractiviste. Il est donc essentiel que les Québécoises incorporent l'écoféminisme dans leur discours pour la sauvegarde de l'environnement, puisque les luttes écologistes et féministes sont étroitement liées. Après tout, elles ont le même ennemi : le système contrôlé par les hommes qui domine et exploite les femmes et la nature.

Notes

1 Un *safe space* est un espace sûr qui permet aux personnes qui vivent des oppressions de se réunir entre elles pour pouvoir parler de leurs expériences sans craindre d'être attaquées, tournées en ridicule ou de voir leur expérience niée.

2 Le principe de la Schtroumpfette est la tendance qu'ont les œuvres de fiction de présenter un seul personnage féminin accompagné de plusieurs personnages masculins. Plus largement, ce principe s'applique aussi

aux sphères décisionnelles qui incluent souvent une seule femme entourée d'hommes.

La crise d’Hidroituango en Colombie et la Caisse de dépôt et placement du Québec

Par Mario Gil Guzmán et Sarah Múnera

La situation des droits humains en Colombie s’est de nouveau détériorée depuis les dernières élections présidentielles ayant eu lieu au printemps 2018, entravant la consolidation de la paix et la transition vers une démocratie plus stable et inclusive. D’après le Bureau du médiateur (Defensoría del Pueblo), 311 leaders sociaux ont été assassiné.e.s sur l’ensemble du territoire colombien entre le 1er janvier 2016 et le 30 juin 2018¹. Ces centaines d’hommes et femmes encourageaient la participation et la démocratie dans leurs communautés. Dans le département d’Antioquia, où est situé le projet hydroélectrique Hidroituango, deux leaders communautaires et quatre proches d’activistes de la région ont été assassinés à ce jour depuis l’élection du Président Iván Duque. Tous ces crimes risquent fort de demeurer impunis : des 563 meurtres de leaders et de défenseur.e.s des droits humains qui ont eu lieu entre 2009 et 2017 en Colombie, seulement 6 % ont fait l’objet d’une enquête².

À 170 kilomètres au nord de Medellín, le barrage Hidroituango est le projet hydroélectrique le plus ambitieux du pays. Le site se trouve à proximité du village d’Ituango, niché dans un

canyon du Cauca, le deuxième fleuve en importance de la Colombie. Les premières études d’exploitation datent de 1969, mais le projet prend réellement forme dans les années 1990. Malgré les nombreuses critiques, principalement liées à l’environnement, la construction débute en 2010. Les travaux sont réalisés par le consortium CCC Ituango, composé d’entreprises brésiliennes et colombiennes. Bien que les promoteurs du projet promettent de produire de l’énergie propre pour répondre à 1/5 de la demande nationale, le projet est l’objet de nombreuses controverses. En effet, le chantier pose de graves problèmes en raison de son impact sur l’environnement et sur les communautés de la région.

Rios Vivos, un mouvement national de défense des droits humains composé d’organisations et de familles affectées par l’industrie extractive en Colombie, fait valoir que l’ampleur de la tragédie est beaucoup plus grande que ce qui est présenté dans la plupart des médias de masse. Le mouvement soutient également que les autorités colombiennes et les entreprises d’investissement ont manqué de clarté quant à ce mégaprojet. Les principaux actionnaires et

responsables du barrage sont le groupe Entreprises Publiques de Medellín (EPM) et le gouvernement d’Antioquia, mais de nombreux investisseurs étrangers dont la Caisse de dépôt et placement du Québec sont également impliqués dans le financement de Hidroituango.

Un barrage qui risque aussi de noyer la justice et la paix

Entre 1980 et 2016, 62 massacres ont été perpétrés par les paramilitaires dans les douze municipalités autour du futur barrage; entre 300 et 600 corps seraient enterrés dans le canyon. Des victimes ont également été jetées dans le fleuve Cauca depuis le pont Pescadero, aujourd’hui lieu de mémoire et de recueillement. Les familles des victimes réclament justice et vérité avant que la zone ne soit inondée par le barrage, de même que l’exhumation des fosses communes, tel que prévu dans les accords de paix³.

La Cour suprême de justice de la Colombie a qualifié de crimes contre l’humanité certains événements ayant eu lieu dans la zone rurale de Ituango, dont les massacres de la Granja et San Roque (1996) et El Aro (1997), tout comme l’assassinat de Jesús María Valle

Éducateur populaire et militant des causes perdues, **Mario Gil** a une formation d’enseignant en sciences humaines (en Colombie) et une maîtrise en sociologie de l’Université Laval. Il est membre du CEAAL, un mouvement d’éducation populaire d’Amérique latine, et membre fondateur de l’École de pensée critique Arts et métiers (EPAO), en Colombie. Il travaille dans un organisme communautaire de Québec et milite en faveur des droits humains. Il est enfin – et fondamentalement – père de deux enfants.

Sarah Múnera est franco-colombienne. Elle travaille dans le domaine du documentaire de création et de la culture. Sa curiosité l’a poussée à poser ses valises en Argentine, en Belgique et au Québec. Elle est de retour en Colombie depuis l’automne 2018.

Jaramillo (1998), qui était à l'époque l'un des défenseurs des droits humains les plus connus d'Antioquia⁴. À la demande d'une magistrate du Tribunal de Justice et Paix, une enquête ouverte en 2011 étudie notamment les liens entre les crimes commis depuis les années 1990 et la construction du barrage⁵. Plusieurs organisations de défense des droits humains demandent le respect du droit à la vérité pour les victimes du conflit dans la région du projet Hidroituango afin d'établir si davantage de corps y sont enterrés et, si tel est le cas, faire en sorte que les droits des victimes soient une priorité, conformément à l'accord de paix.

La Caisse de dépôt et placement du Québec et le financement d'Hidroituango

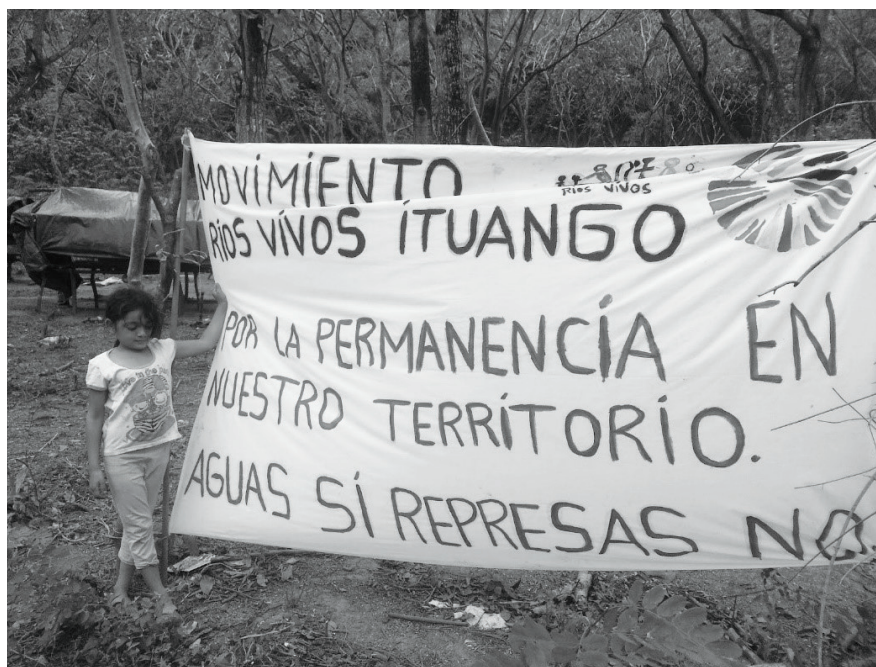
La Banque interaméricaine de développement (BID) a accordé à l'entreprise publique colombienne EPM un prêt total d'un milliard de dollars états-unis pour la construction d'Hidroituango. La Caisse de dépôt et placement du Québec, en tant que membre du groupe de prêteurs régis par la BID, a pour sa part accordé un prêt de 313 millions de dollars canadiens à EPM. Dans le communiqué émis pour annoncer l'investissement, la Caisse prétend financer une entreprise « dispos[ant] d'une grande expérience et

d'une excellente réputation », et affirme que cette transaction va de pair avec la volonté de la Caisse d'investir dans un projet qui « propose des solutions en énergie renouvelable »⁶. Bien entendu, la Caisse n'a jamais fait mention des droits humains et des conséquences négatives du projet sur les communautés, notamment sur les femmes, telles que la violence, les dommages faits à l'environnement et les problèmes liés aux erreurs d'ingénierie (et à la corruption sous-jacente).

Catastrophe sociale et environnementale

À la fin avril 2012, face aux crues du fleuve Cauca, l'alerte est lancée. Le 12 mai, un éboulement obstrue le tunnel qui permet au fleuve de s'écouler alors que la digue du barrage est toujours en construction. Craignant un glissement de terrain, 25 000 personnes sont évacuées entre le 12 mai et le 1er juin. En cas d'effondrement du barrage, ce sont 130 000 personnes qui pourraient être affectées^{7,8}.

Depuis de nombreuses années, l'organisation régionale Ríos Vivos Antioquia dénonce les menaces et les risques du projet. Des irrégularités ont été constatées dès les études d'impacts sociaux, culturels, environnementaux et écono-



Courtoisie des auteur.e.s

Étant donné la tragédie environnementale et sociale engendrée par le mégaprojet Hidroituango et les violations des droits des populations locales par le biais d'actions répressives qui limitent la participation et l'organisation sociale dans la région, l'appui d'une institution québécoise telle que la Caisse de dépôt et placement est préoccupant.

miques du projet. Tout d'abord, en raison d'une faille géologique, la zone où le barrage est construit n'est pas adaptée. La situation d'urgence était donc clairement prévisible⁹. De plus, le choix de l'entreprise de construction brésilienne Camargo Correa a été fortement critiqué; représentant 55 % du consortium CCC Ituango, Camargo Correa est impliquée dans l'opération « Lava Jato », le scandale de corruption le plus important de la dernière décennie en Amérique latine¹⁰. En mai 2018, le bureau du procureur général de la Nation a ouvert une enquête quant aux conditions d'attribution du contrat d'Hidroituango à l'entreprise brésilienne, notamment pour examiner la possibilité que des pots-de-vin aient été offerts à des fonctionnaires¹¹. L'enquête examine également les dénonciations de Ríos Vivos ayant trait aux dommages à l'environnement et aux atteintes aux droits humains dans la région touchée¹².

L'une des violations des droits humains les plus emblématiques dans la crise d'Hidroituango est l'assassinat d'Ana María Cortés, survenu le 4 juillet 2018. Cette leader communautaire reconnue dans la région s'était activement engagée dans l'aide aux personnes déplacées et affectées par le barrage. Dans le cadre des élections présidentielles, elle s'était également investie en faveur de la campagne de Gustavo Petro, le candidat de gauche. Elle était mère de deux enfants et avait sa mère à sa charge.

Ana María Cortés fait partie des nombreux leaders assassiné.e.s depuis les élections présidentielles, moment à partir duquel on observe une recrudescence des crimes contre des activistes. Le 6 juillet 2018, des milliers de Colombien.ne.s se sont rassem-

blé.e.s dans différentes villes du pays afin de protester contre l'intimidation, les disparitions et les attentats dirigés contre les leaders sociaux. Des rassemblements ont aussi eu lieu ce jour-là à l'extérieur de la Colombie.

Ríos Vivos Antioquia a perdu en mai 2018 deux de ses membres : Hugo Albeiro George Perez, assassiné en même temps que son neveu, et Luis Alberto Torres assassiné avec son frère¹³. En septembre, ce sont les proches de trois leaders qui ont été tués : deux membres de la famille de Cecilia Muriel, le neveu de Rubén Areiza Moreno et le fils de Juan de Dios Ramírez. Le 26 octobre, Ríos Vivos a rendu publique une lettre de menaces reçue par l'organisation à l'encontre de ses membres, particulièrement dirigée à Genaro de Jesús Graciano et Isabel Cristina Zuleta¹⁴, deux leaders et porte-paroles de l'organisation.

La Caisse de dépôt et placement du Québec doit cesser son soutien à Hidroituango

Étant donné la tragédie environnementale et sociale engendrée par le mégaprojet Hidroituango et les violations des droits des populations locales par le biais d'actions répressives qui limitent la participation et l'organisation sociale dans la région, l'appui d'une institution québécoise telle que la Caisse de dépôt et placement est préoccupant. Le financement de projets ne peut faire fi du contexte dans lequel ils sont mis en œuvre et de leurs conséquences sociales et environnementales. Alors que le gouvernement canadien déclare son soutien au processus de paix en Colombie¹⁵, ce financement va à l'encontre du processus de réconciliation.



La Caisse de dépôt et de placement du Québec doit clarifier sa position en ce qui a trait à la situation de crise dans le département d'Antioquia.

Le 13 juin dernier, dix-neuf organisations du Québec, du Canada et de l'Amérique latine ont fait parvenir à la Caisse de dépôt et de placement, à l'Ambassade de la Colombie au Canada et au Consulat de la Colombie à Montréal une lettre exigeant :

- » Que la Caisse de dépôt et de placement du Québec cesse d'appuyer, par son financement, des mégaprojets qui génèrent des impacts socioenvironnementaux graves et qui vulnérabilisent les droits humains, tel qu'est le cas du projet Hidroituango.
- » Que soient offertes de l'assistance et des garanties de sécurité aux populations affectées.

» Que la licence environnementale du mégaprojet soit suspendue et annulée, une fois l'urgence contrôlée, comme l'ont demandé les organisations locales.

» Qu'une enquête rigoureuse soit effectuée concernant les assassinats survenus dans la zone concernée et que soient punies les personnes qui ont exécuté ces crimes et celles qui les ont planifiés.

» Que soient garantis la protection, la sécurité et les droits de ceux et celles qui défendent l'eau, la terre et l'environnement dans le canyon de la rivière Cauca.

Une vigile en solidarité avec les communautés affectées et leurs revendications a eu lieu ce jour-là devant les bureaux de la Caisse de dépôt et de placement à Montréal, où la lettre avait été remise en main propre à une membre du comité de

direction. Au moment d'écrire ces lignes, la Caisse de dépôt et de placement ne s'est pas prononcée sur le sujet.

Les communautés, réunies au sein de Ríos Vivos Antioquia, continuent de consolider et de construire des alliances afin de poursuivre leur lutte pour la reconnaissance des impacts environnementaux, socioculturels et économiques du projet Hidroituango et pour la justice et la réparation pour toutes les populations affectées par ce mégaprojet. Au Canada comme à l'international, il faut continuer de dénoncer et de mettre en lumière les investissements dans des projets dévastateurs de la part de grandes institutions financières telles, que la Caisse de dépôt.

Notes

1 Defensoría del Pueblo. « Homicides de leaders sociaux et de défenseurs des droits humains », en ligne : <http://www.defensoria.gov.co/es/public/contenido/7399/Homicidios-de-1%C3%ADderes-sociales-y-defensores-de-DDHH.htm> (page consultée en juillet 2018).

2 « Impunidad : solo 48 sentencias de más de 600 líderes asesinados ». *Semana*, 24 septembre 2018, en ligne : <https://www.semana.com/nacion/articulo/impunidad-solo-48-sentencias-de-mas-de-600-lideres-asesinados/584300>

3 Contagio Radio. « 62 massacres dans les municipalités où se développe le projet Hidroituango », en ligne : <http://www.contagioradio.com/62-masacres-los-12-municipios-donde-se-desarrolla-proyecto-hidroituango-articulo-50767/> et « Mémoire et résistance dans le canyon du fleuve Cauca », en ligne : <http://www.contagioradio.com/memoria-y-resistencia-en-el-canon-del-rio-cauca/> (pages consultées en octobre 2018).

4 El Espectador. « Sont déclarés crime contre l'humanité les massacres de El Aro et La Granja, et l'assassinat de Jesús María Valle », en ligne : <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/declarando-les-a-humanidad-masacres-del-aro-y-la-granja-y-el-homicidio-de-jesus-maria-valle-articulo-791899> (page consultée en octobre 2018).

5 Verdad Abierta. « Une enquête étudiera si les 'paras' ont soutenu le projet Hidroituango », en ligne : <https://verdadabierta.com/investigaran-si-paras-favorecieron-proyecto-hidroituango/> (page consultée en octobre 2018).

6 La Caisse de dépôt et de placement du Québec. (2018). La Caisse appuie EPM, un producteur et distributeur d'électricité de premier plan en Colombie, 11 janvier, en ligne : <https://www.cdpq.com/fr/actualites/communiqués/la-caisse-appuie-epm-un-producteur-et-distributeur-de-electricite-de-premier> (page consultée en octobre 2018).

7 Le Point International. « Centrale Hidroituango en Colombie : l'entreprise accusée de minimiser l'urgence », en ligne : https://www.lepoint.fr/monde/centrale-hidroituango-en-colombie-l-entreprise-accusee-de-minimiser-l-urgence-05-06-2018-2224461_24.php (page consultée en octobre 2018).

8 El espectador. « Si Hidroituango s'effondre, l'avalanche occasionnée pourrait être pire que celle d'Armero », en ligne : <https://www.elespectador.com/noticias/nacional/si-colapsa-hidroituango-puede-haber-una-avalancha-peor-que-la-de-armero-articulo-789058> (page consultée en octobre 2018).

9 Movimiento Ríos Vivos. « Le fleuve Cauca doit être libéré et les communautés doivent être écoutées », en ligne : <https://riosvivosantioquia.org/573-2/> (page consultée en octobre 2018).

10 Le Point International. Op. Cit.

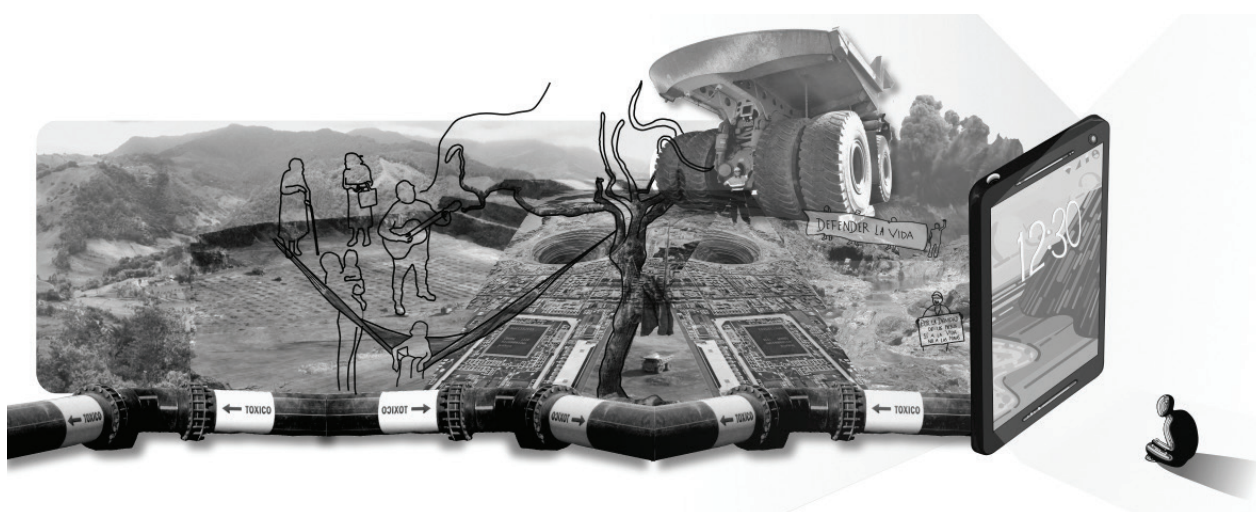
11 El Tiempo. « Le procureur de la nation enquête des paiements à fonctionnaires pour le contrat d'Hidroituango », en ligne : <https://www.eltiempo.com/justicia/investigacion/fiscalia-investiga-adjudicacion-del-contrato-de-hidroituango-218880> (page consultée en octobre 2018).

12 Procureur général de la nation. « Le procureur suit trois lignes d'enquête par rapport aux contrats et à la construction d'Hidroituango », en ligne : <https://www.fiscalia.gov.co/colombia/seccionales/fiscalia-trabaja-tres-lineas-de-investigacion-por-contratacion-y-construccion-de-hidroituango/> (page consultée en octobre 2018).

13 Front Line Defenders. Communiqué du 25 septembre 2018, en ligne : <https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/colombia-ua-movimiento-rios-vivos-26-sep-2018-es.pdf> (page consultée en octobre 2018).

14 Movimiento Ríos Vivos. Communiqué du 24 septembre 2018, en ligne : <https://riosvivosantioquia.org/asesinan-a-familiares-de-integrantes-del-movimiento-rios-vivos-antioquia/> et « Ríos Vivos Antioquia reçoit une menace collective et individuelle contre ses leaders fondateurs », en ligne : <https://riosvivosantioquia.org/movimiento-rios-vivos-antioquia-recibe-amenaza-colectiva-e-individual-hacia-sus-lideres-fundadores/> (pages consultées en octobre 2018).

15 Gouvernement du Canada. « Le Canada appuie le processus de paix en Colombie et aide les personnes touchées par le conflit », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2016/07/le-canada-appuie-le-processus-de-paix-en-colombie-et-aide-les-personnes-touchees-par-le-conflit.html> (page consultée en octobre 2018).



Territoire Internet?

Espaces, affectivités et communautés

Par la_jes

Traduction par Valérie Martel

La société de l'information actuelle possède une composante technologique importante basée sur des infrastructures informatiques matérielles. Le « nuage » informatique est aussi de la matière : il s'agit de l'ordinateur de quelqu'un d'autre, ailleurs dans le monde. Même si l'on considère en général que l'impact environnemental de la technologie est très faible, cette dernière consomme en réalité des minéraux, du plastique et beaucoup d'énergie¹. Dans le système capitaliste actuel, l'exploitation de ces matériaux a lieu à grande échelle et cela a des conséquences insoutenables à long terme : elle légalise la dépossession territoriale et patrimoniale là où elle prend place; elle favorise la désarticulation du tissu social dans les communautés

locales; elle pollue l'eau, la terre et l'air et elle cause des maladies. Les violations des droits humains sont constantes et systématiques.

Nous pouvons percevoir l'impact de la consommation technologique tant à la fin du cycle de vie (comme le dépotoir électronique au Ghana, pour donner un des exemples les plus connus), qu'au milieu de celui-ci, en observant le processus de production dans son ensemble². En ce qui concerne l'usage, il semblerait que « l'industrie des TIC (technologies de l'information et de la communication) consomme 7 % de toute l'énergie électrique générée mondialement³. La grande majorité de ce pourcentage (entre 82 % et 84 %) serait consommée

par les utilisateurs finaux. Nos chaînes de messages, nos réseaux sociaux et nos photos de chatons adorables ne sont donc pas immatériels.

Bien que les dommages matériels causés par les TIC soulèvent de plus en plus de préoccupations, cet article souhaite mettre en lumière d'autres dimensions des relations de pouvoir dans la société de l'information : il propose de percevoir Internet comme un espace territorial, social et créatif, en abordant le lien entre ce territoire et des enjeux liés à la résistance, mais aussi à l'affectivité, ceci à partir d'une perspective « hackféministe ».

Hackféministe éclectique... c'est la curiosité qui me pousse à apprendre et à faire des recherches. Je suis activiste du logiciel libre et facilitatrice de processus de sécurité numérique pour les organisations sociales. Je fais partie de Sursiendo, un collectif de communication et de culture numérique dont le travail s'inspire des propositions de la communalité et de l'autonomie. Je crois profondément à l'éthique hacker, à l'effort collectif et aux espaces d'échange.

La dimension affective : quand l'affection sur le réseau a un prix

J'écris sur ce thème en regardant l'écran de mon ordinateur, tout en révisant les messages reçus... Pourquoi nous connectons-nous? Que faisons-nous lorsque nous naviguons sur Internet? À quels espaces accédons-nous? Lorsque nous nous demandons pourquoi nous « sommes » sur les réseaux sociaux commerciaux ou encore pourquoi nous utilisons le grand oracle des recherches, nous avons tendance à répondre que c'est parce que « tout le monde y est ». Ou encore parce que nous ne connaissons aucun autre espace où réaliser les mêmes activités.

Cependant, si nous regardons ces réseaux sociaux commerciaux de plus près, en particulier ceux de Zuckerberg (propriétaire de Facebook, Instagram et WhatsApp), la réponse a plutôt à voir avec le fait que ces réseaux s'intéressent à nos besoins de connexion et de communication; ils les utilisent donc pour nous exploiter « silencieusement ». Il y a quelques mois, un haut placé « repentant » de Facebook racontait que, pour que nous accordions tant de temps et d'attention aux réseaux, il suffisait de nous donner une certaine dose de dopamine au moyen de « J'aime » et de commentaires. « Et cela fera en sorte que tu veuilles partager encore plus de contenu... Les inventeurs, les créateurs, dont moi, Mark [Zuckerberg], Kevin Systrom sur Instagram, nous en étions tous conscients »⁴. Ils ont ainsi décidé que pour mettre sur pied une entreprise qui génère des millions de dollars, ils exploiteraient une vulnérabilité de la psychologie humaine qui favoriserait la dépendance à leurs plateformes « sociales ».

Nous sommes des êtres sociaux et les réseaux le savent. Ce sont des espaces « numériques » qui stimulent notre désir d'y être et d'y interagir. Espaces de débats, de partage et d'affection, les réseaux sont conçus pour permettre aux gens (ainsi qu'aux groupes et aux institutions) de communiquer. Cependant, dans les réseaux sociaux les plus connus (Facebook, Instagram, Twitter), la média-

tion se fait à travers de nombreux filtres, c'est-à-dire des algorithmes qui décident ce que nous voyons et ne voyons pas, en fonction de critères imposés par les entreprises et auxquels les usagers n'ont pas accès⁵. Nos données personnelles, notre navigation sont transparentes pour elles; ces informations parcourent leurs infrastructures jusqu'à leurs centres de données contrôlés par des algorithmes opaques qu'elles ne partagent pas avec nous. On nous dit que « la confidentialité n'existe plus » et que nous n'avons pas à nous inquiéter si nous « n'avons rien à cacher ». Et c'est justement ce qui devrait se produire : puisque nous n'avons rien à cacher, personne ne devrait fouiller constamment dans nos affaires.

Plusieurs raisons peuvent justifier le choix de masquer notre identité numérique. Pour les femmes et les personnes non binaires, l'un des motifs a trait à la violence en ligne présente au quotidien dans les réseaux sociaux. Les discours haineux, le harcèlement, la discrimination et la publication d'informations et d'images sans le consentement des personnes concernées sont de plus en plus fréquents. Il s'agit d'une violence « réelle » qui a des conséquences physiques et émotionnelles sur la vie des personnes concernées, ce qui « affecte la prise de décision dans les situations quotidiennes, par exemple, la façon de s'habiller et le fait de sortir ou non »⁶.

Toutefois, Internet représente davantage que les réseaux sociaux, il inclut aussi les endroits où nous ne « socialisons » pas, mais où nous faisons des recherches, où nous nous « baladons », etc.; endroits où nous devons aussi accepter de laisser tomber la confidentialité au profit des bulles de filtres. On peut dire que si le service est gratuit, le client est le produit. Nous savons tous que dans une société capitaliste, rien n'est gratuit, mais nous sommes tout de même convaincus que les plateformes commerciales sont sans frais pour les usagers. Nos données et nos interactions sont le prix à payer.

Quelqu'un a un jour dit que nous devons apprendre à utiliser les technologies de la même façon que nous avons appris à lire et à écrire⁷. Pour défendre Internet en

tant que territoire, nous devons générer une sociabilité consciente et critique. Défendre Internet comme un territoire nous aide à prendre des décisions. Nous devons continuer d'utiliser le réseau, mais d'une façon bénéfique, affectueuse et partagée, sans suivre uniquement les « règles » imposées par des plateformes qui ne nous représentent pas. Défendre Internet signifie se joindre aux groupes « d'écrivains numériques qui sont à la hauteur des circonstances difficiles qui nous toucheront probablement »⁸.

Sortir des sentiers battus... de Facebook

Je ris chaque fois qu'une personne me demande mon nom pour me chercher sur les « réseaux sociaux » (le pluriel est inutile, parce qu'ils font presque toujours référence à Facebook seulement). Lorsque je réponds par la négative, on se résigne à me demander mon numéro de téléphone pour me trouver sur « WhatsApp ». Quand je secoue négativement la tête, cela met généralement fin à l'interrogatoire, puis on me pose cette question : « mais ne travailles-tu pas avec les technologies? »

J'ai commencé à utiliser Facebook en 2011. Mes raisons, alors, étaient plutôt des excuses, et c'est peut-être pour cela que je n'étais pas facile à trouver, mais j'y étais. Puis, le va-et-vient dans les chemins des technologies critiques (le pluriel implique l'expérimentation de divers logiciels et plateformes) a fait en sorte que je prenne de plus en plus de distance. Et c'est finalement arrivé : j'ai fermé définitivement mon compte au début de l'année 2018. Le « scandale » de Cambridge Analytics a scellé ma séparation d'avec ce réseau social duquel je m'éloignais déjà depuis des mois en effaçant systématiquement mon profil pour pouvoir fermer mon compte. Le processus a été long et complexe, même si je ne « publiais presque rien ». Le réseau social ne veut pas être abandonné : sans nous et sans le contenu que nous générons, il s'agirait d'une plateforme vide.

Internet n'oublie jamais. Facebook ne m'a pas oubliée. Dans certains des nombreux serveurs répandus de par le monde,

où l'information de chaque usager est répliquée à plusieurs reprises, je suis probablement un « profile fantôme » stocké, en attente d'être commercialisé à nouveau. Un profil fantôme (*shadow profile*) est une archive cachée contenant les données ayant été recueillies et saisies, volontairement ou non, au moyen de nos publications, interactions, amitiés, dispositifs, etc. afin d'établir des tendances d'utilisation⁹.

Ces technologies ne sont pas conçues pour que nous puissions jouer avec elles, apprendre d'elles et construire avec elles. Leurs règles ne sont pas imposées et elles utilisent leurs ressources pour savoir tout ce que nous disons. TOUT. Facebook ne veut laisser partir personne parce que sans nous, son réseau ne vaut (littéralement) rien.

C'est moi qui ai décidé de rompre cette relation toxique et d'aller jouer dehors.

La dimension des résistances : utiliser les réseaux de façon hackféministe

Nous naviguons sur Internet des centaines de fois par jour, et ce, dans de nombreux contextes. Pour celles et ceux qui voient aussi cet espace comme un territoire indépendant (et non seulement comme un moyen de communiquer), Internet est un espace public et politique. Pour un plus petit groupe de personnes, la dimension politique signifie créer un réseau au sein du réseau, habiter Internet, le construire comme un espace rebelle.

De nos jours, l'accès demeure un des enjeux principaux liés à l'usage d'Internet. Toutefois, l'accès ne se réduit pas à la capacité de se connecter; Internet renferme aussi de grandes inégalités : les failles de sécurité, l'appropriation illicite, la transformation et la création, la concrétisation de nos rêves via Internet vont au-delà de la simple connexion. Pour habiter Internet, nous devons le connaître, connaître ses forces et ses complexités, nous permettre de nous émerveiller par les divers outils qu'il nous offre, les pratiques que nous pouvons générer, les personnes qui se trouvent

derrière l'écran, ce qu'elles font et ce qu'elles contribuent à changer au-delà des pompeux réseaux commerciaux.

Dans le cadre du premier congrès féministe du Chiapas qui a eu lieu en novembre 2016, la philosophe féministe Silvia Gil a été invitée à commenter certaines contributions féministes permettant (re)penser les crises systémiques. Elle a évoqué l'importance de trouver des formes de politisation qui touchent la vie et qui nous secouent; d'imaginer des sens nouveaux pour proposer des solutions à la crise et de chercher des formes politiques qui ne tournent pas le dos au soin et à l'interdépendance des corps. En l'écoutant et en pensant aux différentes dimensions qui forment Internet, j'ai vu ce dernier sous un nouvel angle : comme un territoire à habiter. Escobar définit « territoire » comme un espace construit à travers les interactions sociales de ceux et celles qui l'habitent, des organisations sociales aux collectifs¹⁰.

Les féministes ont aussi beaucoup à apporter à ce sujet. Il faut politiser les processus à l'aide de formes et de formats imaginatifs pour créer de nouvelles perspectives et des récits nouveaux. Selon Gil, « pour vivre, nous avons besoin chaque jour de travaux matériels et immatériels (affection, désir, etc.) qui rendent la vie possible [...] Nous ne pouvons pas accepter une politique qui tourne le dos aux soins et à l'interdépendance des corps, ni à la vulnérabilité de la vie »¹¹. C'est en ce sens qu'avoir une vision critique des technologies constitue une posture presque révolutionnaire dans un contexte où les grandes entreprises qui fournissent des services se montrent simplement telles qu'elles sont : des services uniques et indispensables sans lesquels le réseau n'existerait pas.

Le fait est qu'en général, l'Internet que nous connaissons dépend des grandes infrastructures et de l'argent. Toutefois, plusieurs projets sont mis sur pied, chaque fois dans le but de remettre en question cette maxime et de proposer une reconstruction plus diversifiée d'Internet. Par exemple, il existe des réseaux de télécommunication communautaires comme GuifiNet en Espagne,

**Dans certains
des nombreux
serveurs répandus
de par le monde,
où l'information de
chaque usager est
répliquée à plusieurs
reprises, je suis
probablement un
« profile fantôme »
stocké, en attente
d'être commercialisé
à nouveau.**

Rizhomatica au Mexique et NetWork Bogotá en Colombie. Il existe aussi des serveurs de production autonomes qui peuvent héberger nos contenus et créer des formes de travail « saines et proches » comme les coopératives technologiques MayFirst et Kéfir. Finalement, des réseaux sociaux décentralisés comme Mastodon et Diaspora nous permettent de nous rencontrer, d'interagir et de planifier.

De nos jours, « habiter » les technologies signifie beaucoup plus qu'accéder à des plateformes commerciales : plusieurs options nous permettent de gérer librement les ressources de nos ordinateurs, de répondre à nos besoins de recherche d'informations sans être surveillés, de collaborer et de stocker de l'information dans des bibliothèques numériques servant au bien commun¹².

Nous pouvons commencer par remettre en question les systèmes de communication actuels, en apprenant à connaître leur fonctionnement, leurs options et leurs propositions. Nous devons nous recon-

cilier avec les pas que nous faisons vers le numérique et reconnaître qu'ils sont importants. Les images que nous partageons, les lieux physiques par lesquels nous transitons, les recherches que nous faisons, les choses que nous aimons : tout cela est actuellement la source de marchandisation des plateformes commerciales. Ces dernières ont compris que l'information que nous leur offrons a une grande valeur. Puisque dans une société capitaliste, valeur signifie argent, les plateformes nous monétisent, elles nous vendent au plus offrant au profit de la publicité commerciale ou politique; bref, « nous n'avons [plus] rien à cacher »¹³.

Comment déjouer le système, alors que nous sommes entouré.e.s de technologies éminemment systémiques?

Si nous réussissons à voir au-delà de l'éblouissante technologie avec laquelle les multinationales tentent de nous impressionner, nous pouvons apercevoir le réseau d'interdépendances qui se cache sous le développement technologique. Cela constitue le premier pas en vue de la

construction de technologies plus justes, plus proches de nous et plus « affectueuses » qui résoudront des problèmes réels. Grâce à notre intelligence collective, nous avons la capacité radicale de construire chaque aspect de nos vies selon nos propres termes, à l'aide d'autres imaginaires et d'autres potentiels.

« Si nous commençons par remettre en question la conception de la technologie et que nous lui enlevons sa neutralité et son objectivité supposées, nous réaliserons que la technologie devient une façon culturelle d'être et d'entrer en contact avec le monde; nous découvrirons aussi quelles relations de pouvoir font partie des réseaux et des discours sociaux »¹⁴.

Une fois franchie cette première étape de questionnement, nous pouvons compter sur cette force bien connue des féministes : apprendre avec les autres et partager nos connaissances. Nous pouvons défendre Internet en tant que territoire que nous habitons et que nous pouvons transformer. Il ne s'agit pas seulement « d'être » là, il s'agit aussi de

le faire à partir de la complexité de notre questionnement intérieur et de profiter des espaces numériques à l'aide des consœurs avec lesquelles nous apprenons et discutons, celles que nous « trouvons » grâce à l'écoute.

Les propositions hackféministes actuelles partent de là. Pour moi, l'appropriation de la technologie ou, mieux encore, l'adoption de la technologie, est avant tout féministe. Nous ne les laisserons pas prendre les décisions qui concernent nos corps, nos êtres virtuels, ou les réseaux sociaux et les espaces numériques que nous habitons. Afin de pouvoir transformer les relations de pouvoir actuelles au sein des espaces numériques, nous devons nous permettre de « déconstruire » nos relations avec la technologie, nous permettre d'avoir « notre propre hébergement numérique », rencontrer d'autres personnes qui baignent dans le milieu technoféministe avec lesquelles nous pouvons partager nos expériences affectives, de lutte et de célébration, nous permettre de nous amuser, d'apprendre et de nous tromper. Continuons à sortir des sentiers battus.

Notes

1 Revue Chasqui. « La cara oculta de la sociedad de la información: el impacto medioambiental de la producción, el consumo y los residuos tecnológicos », en ligne : <http://www.revistachasqui.org/index.php/chasqui/article/view/3321/2975> (page consultée en septembre 2018).

2 La fabrication d'un seul téléphone intelligent nécessite plus de 200 minéraux, 80 éléments chimiques et plus de 300 alliages et variétés de plastique. Les minéraux métalliques les plus utilisés sont le cuivre, l'étain, le cobalt, le nickel, le coltan, l'or et l'argent. La plupart de ceux-ci sont surnommés « minerais du sang » et ils sont généralement extraits sur les terres des pays du Sud parce qu'ils y sont abondants, mais aussi parce que les conditions d'extraction y sont favorables : faibles exigences de sécurité; permis environnementaux très faciles à obtenir; laxisme concernant le travail des enfants; présence de groupes armés « légaux » dans les capitales, etc. Les conditions de travail dans toute la chaîne de production (extraction, fabrication, assemblage, transport, vente) sont peu ou pas différentes de celles présentes dans les *maquiladoras*. De plus, ce sont le plus souvent les femmes qui souffrent des conséquences de ces conditions.

3 Idem

4 Genbeta. « Sean Parker, primer presidente de Facebook : la red social explota una «vulnerabilidad» humana », en ligne : [https://www.genbeta.com/redes-sociales-y-comunidades/sean-parker-primero-presidente-de-facebook-la-red-social-explota-](https://www.genbeta.com/redes-sociales-y-comunidades/sean-parker-primero-presidente-de-facebook-la-red-social-explota-una-vulnerabilidad-humana)

[una-vulnerabilidad-humana](https://www.genbeta.com/redes-sociales-y-comunidades/sean-parker-primero-presidente-de-facebook-la-red-social-explota-una-vulnerabilidad-humana) (page consultée en septembre 2018).

5 TED Talks. « Eli Pariser : Beware online 'filter bubbles' », en ligne : https://www.ted.com/talks/eli_pariser_beware_online_filter_bubbles (page consultée en septembre 2018).

6 Internet es Nuestra MX. « #FalsaProtección Cuatro errores que se deben evitar al combatir la violencia en línea », en ligne : <http://internetesnuestra.mx/post/158075258118/falsaproteccion-n-cuatro-errores-que-se-deben> (page consultée en septembre 2018).

7 Sursiendo, Comunicación y Cultura Digital. « Software libre más allá de la libertad », en ligne : <https://sursiendo.com/blog/2014/06/software-libre-mas-alla-de-la-libertad/> (page consultée en septembre 2018).

8 CCCB Lab, Investigación e Innovación en Cultura. « Una revolución educativa », en ligne : <http://lab.cccb.org/es/una-revolucion-educativa/> (page consultée en septembre 2018).

9 Radio Canada International. « Perfiles sombra de Facebook y como la red social te sigue hasta cuando has borrado tu cuenta », en ligne : <http://www.rcinet.ca/es/2018/04/14/perfiles-sombra-de-facebook-y-como-la-red-social-te-sigue-hasta-cuando-has-borrado-tu-cuenta/> (page consultée en septembre 2018); Genbeta. « Una prueba demuestra que Facebook comparte tu «perfil sombra» con anunciantes », en ligne : [https://www.genbeta.com/redes-sociales-y-comunidades/una-prueba-](https://www.genbeta.com/redes-sociales-y-comunidades/una-prueba-demuestra-que-facebook-comparte-tu-perfil-sombra-anunciantes)

[prueba-demuestra-que-facebook-comparte-tu-perfil-sombra-anunciantes](https://www.genbeta.com/redes-sociales-y-comunidades/una-prueba-demuestra-que-facebook-comparte-tu-perfil-sombra-anunciantes) (page consultée en septembre 2018).

10 Escobar, Arturo (2010). *Territorios de diferencia. Lugar movimientos vida redes*, Université de Caroline du Nord, Chapel Hill : Éditions Envién.

11 Silvia Gil, plática en la librería La Cosecha, dans le cadre du premier congrès féministe du Chiapas.

12 Respectivement : <https://duckduckgo.com/>, <https://nextcloud.com/> et <https://archive.org/>; voir aussi : Sursiendo, Comunicación y Cultura Digital. « ¿Listas para decidir ? : ¿el software libre es para vos! », en ligne : <https://sursiendo.com/blog/2016/05/lista-para-decidir-el-software-libre-es-para-vos/> (page consultée en septembre 2018).

13 Denken Über. « Facebook y Cambridge Analytica: sólo un síntoma de un problema más grande », en ligne : <http://www.uberbin.net/archivos/derechos/facebook-y-cambridge-analytica-solo-un-sintoma-de-un-problema-mas-grande.php>; Jérémie Zimmermann et la Parisienne Libérée. « Rien à cacher », en ligne : <https://www.hooktube.com/watch?v=rEwf4sDgxHo&feature=youtu.be> (page consultée en septembre 2018).

14 Andrade-Sastoque, Ernesto et Jiménez Becerra, Javier A. « Trayectoria socio-técnica de las relaciones entre extractivismo y desarrollo sostenible: el caso de la Colosa en Colombia », en ligne : <http://www.elsalmon.co/2017/04/trayectoria-socio-tecnica-de-las.html> (page consultée en septembre 2018).



LIBRAIRIE • FÉMINISTE • BOOKSTORE

L'Euguelionne

MAINTENANT DISPONIBLE
EN LIGNE!

EUGUELIONNE.LESLIBRAIRES.CA

.....

NOW AVAILABLE ONLINE !

SHOP.LIBRAIRIELEUGUELIONNE.COM

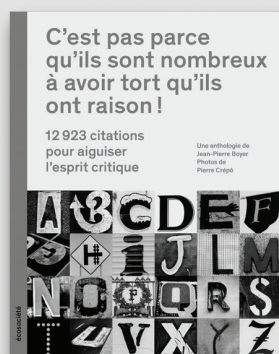


racinesmontreal.wixsite.com/librairie

Conseil central 
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN **CSN**

« Ils ont peur de nous parce que nous n'avons pas peur d'eux. »

— Berta CACERES (1973-2016), Militante écologiste lenca (Honduras)



Loin des lieux communs et du prêt-à-penser idéologique, cette anthologie vous fera vivre un voyage à travers le temps et les cultures qui ont façonné l'histoire de l'humanité, de l'invention de l'écriture jusqu'à l'ère des téléphones « intelligents ».

12 923 citations | 3 500 auteur.e.s | 708 mots clés

écosociété
ecosociete.org

Société
de développement
des entreprises
culturelles
Québec 

 Conseil des arts
du Canada Canada Council
for the Arts



Santropol

MONTREAL

Cafés gourmets certifiés biologiques et équitables



fneeq 

Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

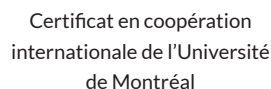
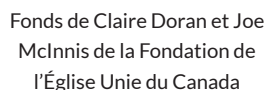
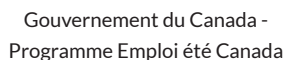
fneeq.qc.ca



ÉLARGIR L'HORIZON DES POSSIBLES



Le CDHAL tient à remercier tous ses partenaires financiers et collaborateurs





Comité pour les droits humains en Amérique latine
1425 boul. René-Lévesque Ouest, 3^e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7 Canada
514.257.8710 poste 334 | info@cdhal.org | www.cdhal.org